



SOLEIL NOIR

Bulletin apériodique anarchiste



Caen, Juillet 2020.

**PRIX
LIBRE**

Et le soleil est noir...

Souvent un journal, un fanzine ou une revue sont des aventures collectives, *Soleil Noir* en est une individuelle. Vous ne trouverez ici ni le Nous d'une position - d'un Parti pas si imaginaire que ça par exemple, ni celui d'une Organisation, mais des textes, des analyses, des infos qu'il semblait important de mettre en circulation. Souvent glanés dans des revues amies, ou rédigées par mes soins ou collectivement dans des assemblées ou des collectifs, tout ce « fatras » cherche à « éclairer » les situations que nous vivons, à alimenter nos révoltes et nos désirs de détruire ce vieux monde.

Soleil Noir avait déjà connu un numéro en septembre 2009, juste après le mouvement universitaire dit « contre la LRU ». Des aventures collectives en ont interrompu le fil. Il reprend aujourd'hui.

Ce bulletin ne se veut pas un outil de promotion de l'anarchisme ou de propagande, comme les aiment les idéologues et les publicitaires de tout poil, ni un outil d'expertise comme les affectionnent les sociologues, économistes, enquêteurs-militants et conseillers scientifiques. C'est le parti pris de diffuser des textes et des analyses souvent éparpillés dans des fanzines, des revues, des journaux ou sur le net, d'y ajouter informations et analyses personnelles, le parti-pris de participer à partager ces éléments hors du « milieu radical », et de tout ce qu'il peut parfois avoir de clos.

Ce numéro sort dans des conditions particulières, entre la crise du Covid-19 et la période estivale. Son impression comme sa diffusion n'en deviennent donc que plus complexes. C'est seulement pour cette raison, et non pour répondre aux injonctions au confinement sanitaire, qu'il sort principalement en format numérique. Son impression papier comme sa diffusion de la main à la main sont vivement conseillées. Ce numéro restera centré sur le *grand confinement* qui nous a été imposé et sur les moyens de s'opposer à la gestion autoritaire de cette crise du Coronavirus. D'autres numéros suivront qui reviendront sur le mouvement contre la réforme des retraites, sur les lutte contre les prisons, etc.

Cet éditio m'offre également l'occasion de lancer un appel à rejoindre *Soleil Noir* pour refonder plus collectivement un bulletin anarchiste « autonome » à parution irrégulière à Caen et ses alentours, une invitation à ouvrir une nouvelle aventure anarchiste en *libre association*. Loin des poses militantes, pragmatiques ou radicales, l'aventure vise à renouer avec un anarchisme autonome des structures politiques et syndicales, participant à son humble mesure à combattre ce monde d'exploitation et de dominations ■

« Quiconque a regardé le soleil fixement
Croit voir devant ses yeux voler obstinément
Autour de lui, dans l'air, une tache livide.

Ainsi, tout jeune encore et plus audacieux,
Sur la gloire un instant j'osai fixer les yeux :
Un point noir est resté dans mon regard avide.

Depuis, mêlée à tout comme un signe de deuil,
Partout, sur quelque endroit que s'arrête mon œil,
Je la vois se poser aussi, la tache noire !
[...]

Gérard de Nerval, le point noir.

« Pour ne plus, jamais plus, vous parler de la pluie,
Plus jamais du ciel lourd, jamais des matins gris,
Je suis sortie des brumes et je me suis enfuie,
Sous des ciels plus légers, pays de paradis,
Oh, que j'aurais voulu vous ramener ce soir,
Des mers en furie, des musiques barbares,
Des chants heureux, des rires qui résonnent bizarres,
Et vous feraient le bruit d'un heureux tintamarre,
Des coquillages blancs et des cailloux salés,
Qui roulent sous les vagues, mille fois ramenés,
Des rouges éclatants, des soleils éclatés,
Dont le feu brûlerait d'éternels étés,

Mais j'ai tout essayé,
J'ai fait semblant de croire,
Et je reviens de loin,
Et mon soleil est noir,
Mais j'ai tout essayé,
Et vous pouvez me croire,
Je reviens fatiguée,
Et j'ai le désespoir
[...]

Barbara, Le soleil noir

« Au fond du H.L.M.
De la cité Staline
Se cache une fillette
Qui s'ennuie à mourir
Tous ses copains se droguent
Alors elle fait pareil
Et sans savoir pourquoi
Elle ne se contrôle pas

Mais elle a toujours froid
Il n'y a pas de soleil
"J'me sens bien avec ça"
Une éclipse est en elle
Et pour se réchauffer
Elle danse avec la mort
Ca la fait délirer
Toujours un peu plus fort
[...]

Bérurier Noir, Soleil Noir.

J'IRAI CRACHER SUR VOS MASQUES

« Fort de la théorie et de l'expérience, j'ai le droit de soupçonner le premier venu d'être un porteur de germes. Vous, par exemple, absolument rien ne me prouve que vous n'en êtes pas un »

Knock, ou le triomphe de la médecine, Jules Romains, 1924.

« Les rapports de la science en général avec la nature et les hommes ne sont pas différents de ceux de la science des assurances en particulier avec la vie et la mort. Il est sans importance de savoir qui meurt ; ce qui compte ce sont les rapports entre les différents cas et les obligations de la compagnie. Ce qui revient toujours dans la formule ce ne sont pas l'individualité, mais la loi du plus grand nombre »

**La dialectique de la raison,
Max Horkheimer, Théodor W. Adorno, 1944**

« Les deux principaux traits de la mentalité progressiste à son époque triomphante, étaient la foi en la capacité de la science et de la technologie à maîtriser rationnellement la totalité des conditions de vie (naturelles et sociales), et la conviction que pour ce faire les individus devaient se plier à une discipline collective propre à assurer le bon fonctionnement de la machine sociale afin que la sécurité soit garantie à tous. On voit que ces traits, loin d'être effacés ou estompés, sont plus marqués encore dans ce progressisme honteux qu'est le catastrophisme. »

**Jaime Semprun, René Riesel,
Catastrophisme, administration du désastre
et soumission durable, 2008.**



IL SUFFIT PARFOIS D'UN RIEN pour qu'un monde déjà inepte sombre encore plus radicalement dans les affres de l'absurdité. Il suffit juste qu'en Chine, dans la province du Hubei à *Wuhan* les battements d'ailes hasardeux de quelques chauve-souris croisent fortuitement le chemin de quelques pangolins d'élevage pour qu'une sorte d'effet pangolin/chauve-souris fasse vaciller soudain une bonne partie de la planète dans une claustration radicale.



DE LA MÉDECINE ET DES PANDÉMIES.

L'HISTOIRE DU CORONAVIRUS, sans doute né sur un marché de la ville de *Wuhan* en Chine, est aussi vieille que l'histoire de la majorité des pandémies qui l'ont précédé. Son apparition doit moins au hasard ou à l'ordre naturel des choses qu'à la répétition d'effets maintes fois entrevus. L'essor des principales maladies infectieuses et virales est étroitement lié à la promiscuité entre

les humains, les bêtes d'élevage, les mammifères et les insectes proliférant dans leurs parages, promiscuité qui s'est développée à partir du néolithique et du passage des sociétés nomades de chasseurs-cueilleurs aux sociétés sédentaires agraires. Notre époque, malade de son industrialisation généralisée, de ses métropoles bondées et saturées d'émissions de produits chimiques, ne déroge pas à la règle. Les développements du capitalisme et de la société industrielle accélèrent même ces processus. Les particules fines qui pèsent comme un couvercle sur le devenir de nos cancers pourraient ainsi avoir joué un rôle d'accélérateur dans la propagation du virus. La déforestation de masse, la colonisation de plus en plus complète du monde par l'industrie et la marchandise, nos modes de vies, ont fini de fabriquer les *situations sociales* propices à l'expansion des épidémies.

Durant des siècles, religions, Etats et médecine ont cherché à endiguer ces menaces à partir de l'imaginaire dominant de leur époque. Au moyen-âge, les lépreux et lépreuses sont ainsi, après une série de diagnostics et de rites religieux, exclus du monde, et envoyés dans des maladreries où ils

et elles finissent leurs jours.

Au XIV^{ème} siècle, la peste noire qui ravage l'Europe, particulièrement meurtrière, est vécue comme le signe qu'une *colère divine* s'abat sur l'humanité. La médecine demeure encore relativement impuissante, mais dès cette époque apparaissent les premières quarantaines. Travailleurs pauvres, galériens, prisonniers de droit commun ou condamnés à mort, sont également mis à contribution. Ils transportent puis ensevelissent les cadavres contre de l'argent ou des remises de peine.

Au XV^{ème} et XVI^{ème} siècle, les cités commencent à édicter des règles strictes contre la maladie. Des *ordonnances de peste* y sont promulguées, qui mêlent mesures de quarantaine, d'hygiène, des ébauches de mesures de confinement d'une part et des mesures d'éloignement de tout ce qui pouvait paraître être source de malédiction ou de punition divine d'autre part. Les contrevenants sont soumis à des punitions ; les blasphémateurs, les débauché-e-s, les joueurs sont exilés. A chaque fois, aux *connaissances médicales rudimentaires* se mélangent *rites religieux, superstitions*, traversés de rapports de pouvoir.

Parfois la cupidité la plus banale plonge des sociétés entières dans le désastre. C'est ainsi que fut propagée à Marseille en 1720 le bacille de la peste, pourtant éradiqué depuis plus de 60 ans. Les mesures de quarantaine alors à l'œuvre contre le regain des épidémies en Orient sont « négligées » par un navire transportant une cargaison d'étoffes venues du Levant. Les intérêts convergents de l'armateur du navire avec les autorités qui dirigent la ville sont à l'origine de cette « négligence » volontaire qui conduit 30 à 40000 personnes à la mort.

La *médecine moderne*, qui nous intéresse plus particulièrement parce qu'elle fonde une manière d'appréhender l'épidémie assez proche de celle que l'on connaît actuellement, naît après la renaissance, et prend définitivement forme à l'époque des lumières. Médecine et science se développent dès lors à l'ombre d'une bourgeoisie qui commence à se saisir des rênes du pouvoir, sous l'égide de l'Etat moderne en formation et d'un capitalisme qui entame son expansion. Dès cette époque, science et médecine amorcent une rupture, rationalisent leurs méthodes, et s'inscrivent toutes deux dans l'imaginaire dominant de leur temps, celui de la *raison utilitaire*, si chère à la bourgeoisie ascendante. Ce ne sont plus uniquement des préceptes religieux qui doivent guider le soin, mais une médecine en voie de *rationalisation*.

Les épidémies commencent alors à être envisagées dans une perspective rationalisée de sauve-

garde des élites aristocratiques et bourgeoises. Comme le rappelle André Dréan dans *Des souris et des gènes*, à la fin du XVIII^{ème} siècle, l'épidémie de variole est ainsi combattue par une sorte de vaccination primitive en inoculant le virus à certains enfants. Plusieurs têtes couronnées dont Louis XV viennent alors de succomber à la maladie.

En 1760, Daniel Bernoulli, un médecin, physicien et mathématicien suisse soutient cette préconisation d'inoculation infantile devant l'académie royale des sciences en s'appuyant sur une étude probabiliste. Emprunt de « l'éthique » de ses maîtres à penser, il souligne : « *car m'importe non pas la naissance, mais la naissance civile, l'âge auquel les personnes deviennent utiles à la société et à l'État* » Cette époque, marquée du sceau grandissant de l'utilitarisme moderne, confirme que dorénavant l'intérêt statistique du plus grand nombre et les intérêts bien compris de la bourgeoisie et de l'aristocratie pourront nécessiter le sacrifices du plus petit nombre ou des individus jugés inutiles à la survie du corps social.

Avec le déploiement de la société industrielle au XIX^{ème} siècle, science et médecine développent encore davantage *l'expérimentation*. Dans la seconde moitié du siècle, des chercheurs hospitaliers lyonnais n'hésitent pas par exemple à utiliser des orphelins comme cobayes. Des bacilles infectieux sont également inoculés à l'occasion sur des prisonniers. Pasteur conseille lui-même en 1884 à l'Empereur du Brésil, Pedro II, de proposer la grâce aux condamnés à mort qui peuplent ses prisons en échange de l'inoculation de la rage.

Avec le développement des grandes villes industrielles, des salariés captifs de l'usine et de la cité ouvrière, se déploie également un *hygiénisme* qui englobe urbanisme, médecine, hygiène de vie. Capitaines d'industrie et Etat s'appuient alors sur la médecine pour entretenir leur force de travail. Tout en demeurant l'auxiliaire de l'Etat mais également d'un capital industriel fleurissant, la médecine commence à prendre soin de leurs salariés respectifs.

Le développement d'un *Etat social* dans une Allemagne bismarckienne, alors fer de lance du capitalisme triomphant, marque un saut dans l'intrusion de la médecine et de la gestion sanitaire dans la vie des populations administrées par les Etats-Nations. Les capitaines d'industrie devenus plus soucieux de la santé d'une de leurs principales ressources, les travailleurs, suivent le courant. L'administration du soin et de l'hygiène se généralise, et s'applique dorénavant aux populations ouvrières.

Le XIX^{ème} siècle est le siècle où la médecine et la

science entrent dans leur phase industrielle, phase qui va prendre son plein essor au siècle suivant. La médecine passe alors de l'artisanat à la *production industrielle* et commerciale. Les offices de pharmacies se transforment en laboratoires, la production médicamenteuse est standardisée dans des usines, soumise à des processus industriels qui permettent de massifier le recours à la médecine et aux médicaments, non sans soumettre ces derniers à la loi du marché.

A la médecine philanthropique des officines médicales succède une médecine industrielle, tenue par des pionniers souvent venus de la chimie. Ce n'est pas la découverte scientifique qui guide la production, mais la capacité à lui offrir des débouchés industriels et commerciaux. Les pharmaciens et les médecins sont déjà particulièrement visés par les campagnes publicitaires et la corruption qui accompagnent cet essor.

Au début du siècle suivant, les découvertes de Pasteur inaugurent l'ère de la vaccination de masse et de la désinfection. Les hygiénistes accompagnent de nouvelles politiques de santé publique qui cherchent à quadriller l'ensemble du territoire, à imposer une chasse aux bacilles infectieux dans l'ensemble de la population.



MÉDECINE ET SCIENCE COMME IDÉOLOGIE.

DANS CE CONTEXTE, encore plus qu'hier, les épidémies sont envisagées comme des menaces. Alors qu'en 1918, la grande guerre finit de décimer une grande partie de la population européenne, la grippe espagnole prolonge cette saignée macabre. Elle va, dans une Europe exsangue, conduire entre 20 et 100 millions de personnes à la mort. C'est alors, davantage que la maladie elle-même, le manque d'antibiotiques et l'état de la société ravagée par une guerre terrible qui sont les causes principales de ce carnage.

L'épidémie a trouvé son origine quelques mois plus tôt de l'autre côté de l'Atlantique, aux Etats-Unis. Durant plusieurs semaines l'épidémie se propage sans susciter de craintes particulières. En septembre 1918, la première mort par infection des voies pulmonaires est décelée dans la région de Boston. Les cas se multiplient, et traversent les frontières. La grippe se répand ainsi en Europe, propagée par les mouvements de troupes.

L'activité de nombreuses villes américaines commence à être paralysée. Les malades sont de plus en plus nombreux et nombreuses, et l'absen-

téisme commence à prendre de l'ampleur. Une infirmière sur quatre décède. La peur et la mort sèment le désarroi et propage le chaos. Face au désastre et au péril économique, les autorités distribuent massivement des masques, multiplient les mesures d'hygiène, construisent en urgence des hôpitaux de campagne. Dans certaines villes des mesures de confinement sont mises en place.

L'épidémie de grippe espagnole constitue un archétype des modes de gestion des épidémies aux temps modernes, toujours soumis aux impératifs de l'économie, à la gestion de masse des populations.

Cette même grande guerre offre également l'opportunité à trois forces de concentrer encore davantage leur puissance. Etats belligérants, grands industriels et scientifiques de pointe unissent leur talents pour mettre au point de nouvelles armes. Aux Etats-Unis le National Research Council met en lien industriels de l'armement, fonctionnaires d'Etat, industriels, militaires, chimistes, physiciens, ingénieurs. Le *complexe scientifico-militaro-industriel* se densifie. Dans les tranchées, le gaz moutarde, inventé quelques années plus tôt par les entreprises allemandes Bayer, fait des ravages. La France ne tarde pas à en détourner et perfectionner la fabrication. Ce qui lui permettra au passage de prendre l'avantage dans la bataille de la Marne.

Les promesses entrevues alors par ces concentrations industrielles et scientifiques sont réactivées quelques années plus tard avec le projet Manhattan et la construction de la bombe atomique américaine. Là encore, recherche, industrie et armement lient leurs intérêts. La médecine tire d'ailleurs profit des retombées de la recherche nucléaire. Et comme pour la recherche médicale, une population civile, ici les habitant-es d'Hiroshima et de Nagasaki, servira de cobaye, scrutée durant quelques années par une armée de scientifiques et de médecins de l'ABCC, dépêchés sur place pour évaluer les effets de l'atome sur les corps et les esprits.

Une nouvelle ère inaugurée quelques années plus tôt prend définitivement sa pleine mesure. L'emprise de la technique et de la science dans le mode de production capitaliste s'intensifie alors. Les complexes de recherche offrent l'infrastructure technique, scientifique et idéologique aux raffinements industriels du XX^{ème} siècle et participent activement aux développements les plus avancés d'expropriation de nos vies entrepris dans le capitalisme à son âge technoscientifique.

La seconde moitié du XX^{ème} siècle voit encore s'accélérer le processus, les grandes structures de recherche, les technostructures d'Etat, les grandes firmes industrielles, liant de manière de

plus en plus systématique leurs intérêts. En France, le Commissariat à l'Énergie Atomique, Empain-Schneider, EDF, Bouygues et Creusot-Loire s'associent par exemple pour développer le programme atomique français ; l'INRA et les grands acteurs de l'agro-industrie se partagent le travail pour développer l'agriculture productiviste qui depuis des décennies pourrit les sols et produit nos cancers.

La médecine enchâssée à l'État, au capital et à leurs technostructures respectives ne fait pas exception. Les grands centres de recherche médicale et les laboratoires pharmaceutiques oscillent entre effets de concurrence et conjugaison de leurs intérêts. L'ensemble des acteurs de la santé sont dans le même temps de plus en plus soumis aux impératifs économiques et à la marchandisation de la médecine. Les laboratoires pharmaceutiques et les grands laboratoires d'État multiplient le brevetage du « vivant », investissent dans la recherche génétique, rivalisent dans la marchandisation de leurs vaccins respectifs. La recherche médicale vise tout autant à valoriser économiquement ses découvertes qu'à les soumettre à des impératifs d'utilité sociale.

Les chercheurs comme les médecins se transforment alors encore davantage en petites mains d'une ingénierie scientifique et médicale vouée à soutenir la *sainte guerre économique*. Devenus de simples techniciens, ils et elles deviennent le plus souvent les modestes exécutants d'un monde qui leur échappe en grande partie.

La technique et la science sont devenues des *forces productives* à part entière produisant leur propre idéologie. Une idéologie d'autant plus puissante et difficile à défaire que nous sommes soumis à ses soins pour survivre dans un monde rendu de plus en plus hostile et que l'emprise de la science, de l'industrie, de l'État et de la médecine sur nos vies est de plus en plus puissante. Scientifiques et médecins se transforment en simples instruments de fins qui les dépassent, la foi dans les lois de l'économie ou de la physique remplaçant les idoles vieillies du passé. Ce qui ne doit pas nous faire oublier que toutes les idoles sont appelées à connaître un jour ou l'autre leur *crépuscule*.

Dans la gestion des pandémies, la *statistique* continue de s'accaparer la part du lion. Ce qui est primordial ce n'est pas l'individu, mais la loi du plus grand nombre. Chacun-e est appelé à effacer ses subjectivités, ses doutes, ses douleurs intimes, ses faiblesses ontologiques devant l'implacable loi mathématique. Mais finalement rien de bien nouveau, puisque pour le scientifique de pointe, épris d'abstraction, depuis longtemps déjà le lac Titicaca ou les embruns de la Manche ne sont jamais

qu'un amas d'H₂O.



« NOUS SOMMES EN GUERRE ».

« NOUS SOMMES EN GUERRE », c'est par ces mots assésés d'un ton martial pas moins de six fois tout au long de son discours, qu'Emmanuel Macron a annoncé le 17 mars les *mesures d'exception* que la crise du Coronavirus allait entraîner. Si quelques jours plus tôt, il était encore hors de question de céder à la panique, et de renoncer à nos modes de vie et à notre liberté fondamentale d'entreprendre et de consommer, cette fois c'est à une discipline stricte qu'il faut nous soumettre. *L'état d'urgence sanitaire* décrété, nous allions devoir du jour au lendemain adopter un nouveau mode de vie : une *vie sous confinement administratif*.

Bien évidemment ce langage de chefs d'état major ne doit rien à une guerre réelle, comme celle que mène par exemple la France au Mali pour défendre ses intérêts et ceux d'entreprises comme Orano. Pas d'hommes en arme à chaque coin de rue, pas de couvre-feu généralisé, pas d'ennemis intérieurs arrêtés, pas de bombardements, mais une rhétorique huilée qui vise à nous mobiliser et surtout à *propager durablement l'obéissance*.

En quelques jours, exploitation, domination, administration des êtres et des choses se développent à vitesse grand V : le confinement est décrété, les rues surveillées, check-points et attestation de déplacement se généralisent, les drones sont de sortie, les gardes à vue et les verbalisations se multiplient, les plages sont interdites, les dénonciations anonymes sont conseillées et trouvent des adeptes ; dans les prisons et les centres de rétention les rares libertés arrachées à l'administration pénitentiaire par les incarcéré-e-s sont drastiquement réduites, les révoltes sont matées à coup d'ERIS et les peines s'alourdissent ; dans les hôpitaux psychiatriques, les malades sont confinés renforçant encore davantage qu'hier l'ère asilaire ; la main d'œuvre, corvéable à merci, des secteurs économiques jugés les plus stratégiques est quant-à-elle exposée à la pandémie, tout comme les petites mains du secteur hospitalier, du soin à domicile ou des EHPAD. Ces maisons de retraites, rapidement mises à l'isolement, deviennent de vrais mouvoirs, payant le plus lourd tribut à la pandémie.

Chacun-e se retrouve confiné, les plus vulnérables à la merci d'un parent ou d'un conjoint vio-

lent, les plus démunis harcelés et mis à couvert de force, les classes « dangereuses » encore davantage à la merci de la violence ordinaire des flics. En quelques jours, le retour du triumvirat Travail, Famille, Patrie est scellé.

Bref, le pire du monde d'hier est étendu, intensifié et administré par ceux et celles-là mêmes qui n'ont eu de cesse de participer activement à la propagation des désastres écologiques et sanitaires, ceux et celles-là mêmes qui ont dans un premier temps minimisé pour les besoins de l'économie l'ampleur de la pandémie et qui ont depuis des décennies participé activement à la destruction des systèmes de santé de masse au profit d'une médecine utilitaire et mercantile.

A cette occasion, nos régimes « démocratiques » et « libéraux » montrent, s'il était encore utile de le faire, que l'état d'exception peut y surgir à tout instant lorsque les intérêts vitaux de l'économie ou des classes dirigeantes sont en jeu. Cet état d'exception leur est même *consubstantiel*. C'est bien l'Etat et le capital, épaulés à l'occasion par l'appareil technoscientifique, qui définissent en dernier recours la loi.

La plupart des pays européens ont réagi sur ce même registre de l'état d'exception, même si c'est avec des stratégies différentes, avec ou sans confinement, selon les contextes locaux, à partir de leurs propres cultures de gestion du risque, des conditions matérielles mobilisables par l'appareil médical, de leurs propres considérations économiques...

La Grande-Bretagne, libérale, a quant à elle d'abord appliqué une politique sociale-darwiniste *d'immunité collective*, consistant à attendre que plus de 60% de la population soit atteinte. Les dirigeant-e-s contaminé-e-s se sont assurés au préalable qu'ils et elles pourraient bénéficier des moyens d'être pris en charge. Puis, devant l'ampleur de l'épidémie, le gouvernement a fini par changer son fusil d'épaule et confiner.

La Chine a opté pour une gestion autoritaire de *grand confinement* sur une grande partie de son territoire, notamment dans la province du Hubei et à Pékin, et a préparé un *grand dé-confinement sous contrôle numérique et assistance robotique*.

La Corée du Sud ou Taïwan, qui ont subi le SRAS et le MERS ces dernières années, ont anticipé l'épidémie et multiplié les tests, la diffusion de masques, mis en quarantaine les malades et encouragé une vie *sous contrôle numérique et sanitaire strict*.

Inutile de préciser que les donneurs et donneuses d'ordre n'ont cessé de défendre dans ces histoires la pérennité de l'économie et leurs propres intérêts de classe. La guerre qu'ils ont enclenchée est la leur, et qu'ils n'hésiteront pas,

au besoin, à sacrifier des pans entiers de population.

Pour autant, ce qui est au cœur de ce moment c'est également la *tension* entre ces intérêts économiques et les logiques de protection sanitaire propres à l'Etat social tel qu'il s'est bâti depuis le XIX^{ème} siècle. Pour que cette administration du monde continue de fonctionner *a minima*, il faut qu'elle maintienne l'illusion qu'elle est encore en mesure de sauver des vies, qu'elle persiste à jouer son rôle protecteur. C'est le grand retour, au moins dans le discours, de l'Etat régalien et de l'Etat social.

Mais uniquement momentanément, dans l'intérêt d'une économie menacée par une sorte de collapse sanitaire en cas de généralisation de la pandémie, et également dans le souci de préserver une bourgeoisie elle-même menacée par la maladie. Et ce spécifiquement le temps que les stocks de masques se remplissent, que les tests puissent se massifier, que l'application de gestes-barrières et la soumission deviennent des habitudes, bref le temps d'apprendre à vivre nos *vies sous contrainte sanitaire*.

Ce langage de maître de guerre vise également à nous discipliner sur un autre registre. Il nous abreuve de l'idée que nous sommes tous et toutes montés à bord du même rafiot, que la crise économique dont la situation précipite le cours nous concerne tout autant que les Arnaud Lagardère, Bouygues et autre Pinault. Le *patriotisme économique* qui est ainsi agité vise d'une part à nous faire avaler toutes les réformes économiques que la situation implique, et d'autre part à tenter de mobiliser les énergies collectives au profit d'une économie menacée d'effondrement.

Pourtant, ceux et celles qui sont ainsi balancés en première ligne pour affronter la propagation du virus ne tireront aucun bénéfice direct de ce que cette guerre sanitaire vise essentiellement à préserver. La propagande médiatique se précipite pourtant pour en faire des héros. Les personnels hospitaliers sont, souvent à leur plus grand regret, applaudis tous les soirs à 20 heures, comme l'Etat demande de soutenir son armée en temps de guerre.

Puisque l'Etat a déclaré la guerre, il apparaît urgent de lui répondre par le bon vieux *défaitisme révolutionnaire*, en rappelant que sa guerre n'est pas la nôtre, que son unité nationale n'est pas la nôtre, que son patriotisme économique n'est pas le nôtre... Et rappelons nous que ce sont rarement les généraux, les grands bourgeois ou les industriels de l'armement qui meurent des véritables guerres, mais bel et bien ceux et celles, civils ou militaires qui leur servent de chairs à canon. Ici les travailleurs, les personnels soignants... trans-

formés, momentanément, en héros.



MALAISE DANS LA CIVILISATION MÉDICALE.

IL NE FAUT POUR AUTANT PAS CONFONDRE le désir de contrôle de la situation par les gouvernements et les autorités sanitaires, et la réalité, c'est-à-dire l'impréparation de la gestion de la pandémie, la manière véritablement *chaotique* de répondre à la situation.

Ce qui est d'ailleurs frappant dès les premiers jours de ce grand confinement, c'est l'aspect absurde et éminemment contradictoire de l'ensemble des mesures prises par le gouvernement. De toute évidence, l'Etat improvise et masque sous une abondante communication son absence réelle de maîtrise de la situation.

Des stocks de masques seraient nécessaires pour pouvoir limiter le confinement, mais ces stocks ont été détruits quelques années plus tôt. Qu'à cela ne tienne, les masques sont déclarés inutiles, et le confinement est généralisé. De la même manière, l'Etat est incapable durant plusieurs semaines de fournir des tests en masse aux personnels soignants et à la population. Il est donc contraint d'opter pour le confinement plutôt que de s'orienter vers l'application de tests massifs et de mises en quarantaine ciblées.

L'impréparation est d'autant plus totale que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a depuis quelques années parié sur la disparition des pandémies de masse de type Coronavirus en occident, et qu'en Europe, contrairement à certains pays d'Asie du sud-est confrontés au SRAS ou au MERS, c'est cette option de la disparition qui a été privilégiée.

La plupart des experts et des médecins ont, à la suite des autorités, minimisé les effets du virus courant janvier et février. Puis soudain, les prévisions se renversent. L'OMS et d'autres autorités scientifiques comme *l'Imperial College* de Londres optent pour des prévisions alarmistes, annonçant une mortalité record, largement surestimée a posteriori.

Du jour au lendemain, les autorités médicales et politiques sont donc contraintes de réviser leur stratégie, et d'appliquer des mesures d'exception, d'autant plus qu'ils n'ont plus les moyens logistiques d'endiguer l'avancée de la pandémie.

Si les laboratoires scientifiques et pharmaceutiques ne connaissent pas la crise, la médecine de masse et les centres hospitaliers ont connu depuis

plusieurs décennies des coupes budgétaires drastiques. Ce sont ces dernières années plus de 17000 lits qui ont ainsi été supprimés. A Caen, les urgences de nuit de la Miséricorde ont ainsi été fermées en septembre dernier. C'est la même logique libérale, incapable de raisonner hors du court terme, gérant les hommes comme les marchandises à flux tendus, qui a présidé à la destruction de stocks de masques et qui a précarisé le personnel médical. Ce que l'on pourrait résumer par le slogan devenu célèbre, « *L'État compte les sous, on va compter les morts* ».

Vu la pénurie de lits et de personnel disponible en réanimation, le ministère de la santé et l'Autorité Régionale de la Santé (ARS) d'île de France transmettent ainsi dès le 19 mars, des recommandations pour limiter le nombre d'admission des personnes les plus fragiles, davantage susceptibles de succomber à l'attaque virale, en cas de surcharge des services. Toujours, la même logique froide et cynique qui consiste à trier les malades en fonction de leur probabilité de survie. Face au malaise, les autorités feront marche arrière, mais les personnels de réanimation seront dans certaines régions contraints à ce genre de choix morbides. Durant cette période, la politique de réduction drastique des moyens ne s'interrompt pas, puisque l'ARS continue de préconiser des suppressions de lits notamment dans l'est de la France.

Exemple même de la volte face et de prescripteur d'injonctions paradoxales, Michel Cymes, médecin star des plateaux de télévision, peut ainsi décréter le 10 mars que le Coronavirus « *reste une maladie virale comme on en a tous les ans [...] Il y a moins de risque [qu'en Italie], on est mieux préparés et puis je ne crois pas qu'un jour on va mettre toute la France en quarantaine* » et, sans honte, se presser après le 17 mars, sur les mêmes plateaux, pour nous prescrire le nouveau remède gouvernemental du confinement. Au passage, c'est nous qui, n'ayant pas consciencieusement appliqué les gestes barrières contre cette « mauvaise grippe », devenons *responsables* de la situation.

Ce qui s'organise c'est le *spectacle* d'un monde sous contrôle, d'une guerre d'autant plus nécessaire qu'il faut limiter en urgence et dans la plus parfaite cacophonie la possible paralysie de l'économie et d'infrastructures hospitalières qui ne sont plus en mesure de faire face.

La situation est d'autant moins sous contrôle que les experts eux-mêmes sont incertains. Le virus est inconnu, sa manière d'agir et sa virulence restent à analyser. Les réponses à apporter à la maladie sont restreintes, et parfois sujettes à controverse, notamment pour la Chloroquine. Les

doutes sont identiques sur la contagiosité du virus, sur sa mortalité réelle. Bref, si les experts ne sont pas ignorants, ils et elles ne savent pas tant de chose qu'ils et elles cherchent à en donner l'impression.

C'est caractéristique de l'expertise qui conduit à réduire une science qui n'est jamais théoriquement certaine de ses avancées, toujours consciente de ses propres lacunes et soucieuse du nécessaire dépassement de ses connaissances, à une expertise qui doit produire des affirmations immédiatement et pratiquement mobilisables pour répondre à la situation. Ce que les sociologues nomment la *surdétermination des experts*.

Au cœur de cette gestion experte des crises, il y a la statistique et la prédiction. Cette vision statistique née avec la gestion moderne des épidémies de masse, en même temps qu'elle s'est perfectionnée, s'est également de plus en plus déréalisée et réifiée. Les épidémies sont scrutées à l'aide de *modèles prédictifs* qui, loin de rendre compte de la complexité du réel, en offrent une vision réduite à quelques facteurs élémentaires. La mesure quantitative d'un certain nombre de paramètres observés in situ, sert à calibrer un modèle numérique qui calcule les effets conjugués de ces paramètres, pour développer des prédictions sur le devenir de l'épidémie.

L'épidémiologie, comme l'infectiologie s'en remettent de plus en plus à cette *modélisation* du réel. En matière de nucléaire, par exemple, un excès de leucémies infantiles découvert en 1995 autour de l'usine de retraitement de La Hague et de la centrale nucléaire de Flamanville a pu être contredit quelques mois plus tard par un modèle prédictif. Puisque les quantités de radioactivité restaient inférieures aux normes en vigueur, elles ne pouvaient, selon le modèle, n'être que le fruit du hasard. Que dans le monde réel, des enfants soient confrontés à d'autres agents cancérigènes ou des éléments accélérant la maladie inconnus ou sous-estimés, que les normes puissent avoir sous-évalué le risque, bref que le monde réel soit toujours plus complexe que ce que le modèle peut prédire, tout cela est effacé.

Cette *modélisation du monde* qui accompagne l'évolution de nombreuses sciences construit un monde *sur mesure*, réductible à des données, laissant le réel filer entre ses doigts. C'est pourtant elle qui préside aux prises de décision essentielles. Comme dirait l'autre, dans ce monde renversé, « *le vrai est un moment du faux* », souvent soumis aux intérêts et aux préjugés des auteurs du modèle, transformés en *Nostradamus sous dépendance technologique*. Ces chercheurs étant le plus souvent conduits, par réductionnisme, idéologie ou intérêt, à trouver ce que la situation ou leurs fi-

nanceurs leur commande de trouver.

L'aspect chaotique de la gestion du Covid-19 fait par ailleurs écho à l'histoire de la gestion des pandémies. Puisque chaque nouveau virus met en jeu de nouvelles manières d'opérer et de se disséminer, autant liées à ses caractéristiques biologiques qu'aux conditions sociales de son apparition et de son expansion. Il a fallu bien des années aux médecins pour comprendre comment la peste se propageait, pour mettre au point des stratégies véritablement efficaces pour l'éradiquer. Il en faudra également sans doute quelques unes à nos chercheurs pour comprendre la nature réelle de cette nouvelle maladie, et si nécessaire répondre à la situation. Souvent d'ailleurs la complexité des virus échappe à la science elle-même, et les raisons de leur disparition restent un mystère.

Au milieu de cette crise sanitaire, le corps scientifique et médical est par ailleurs extrêmement divisé. Il est d'autant plus divisé qu'il est traversé *d'intérêts contradictoires*. Laboratoires scientifiques, écoles de pensée et médecins hospitaliers défendent parfois leurs propres intérêts, soit pour valoriser le produit de leurs propres recherches, soit parce qu'ils et elles sont pris dans des mécanismes idéologiques qui les éloignent de la réalité, soit parce qu'ils et elles sont confrontés à leur propres peurs. Ce qui est clair, c'est qu'il est impossible de dégager un consensus sur la manière de répondre à la situation.

Les experts scientifiques qui se bousculent dans le *Conseil Scientifique* dont le pouvoir politique ne manque pas de s'entourer dans ce moment de panique sont infectiologues, épidémiologistes, modélisateurs, virologues, ainsi que les dorénavant inévitables sociologues et anthropologues, chargés de travailler notre acceptation sociale. On y trouve également pour faire bonne mesure une réanimatrice et un généraliste.

Le conseil scientifique produit des avis, mais le pouvoir politique, s'appuyant sur les données économiques et ses impératifs propres, arbitre les décisions définitives. Richard Lizurey, ancien directeur général de la gendarmerie nationale, conseille quant-à-lui, sous l'autorité du premier ministre, les missions de pilotage des structures liées à la gestion de la crise.

La gestion « militaire » du confinement est elle-même difficile à organiser au quotidien, tant l'État ne peut se permettre de quadriller l'ensemble du territoire, de punir chaque rétif et rétive à ce monde médicalement et policièrement administré. Rapidement gendarmerie et police sont contraintes de lâcher du lest à des tas d'endroits, des déserts perdus aux cités HLM, non sans y produire à l'occasion une démonstration de force. Ces tentatives, aussi absurdes qu'ineffi-

caces, d'imposer des retours à l'ordre sont d'ailleurs parfois l'occasion d'affrontements. Le tout sous l'égide de services eux-mêmes touchés par la pandémie, et parfois transis de trouille.

Alors, bien évidemment les amendes tombent, les peines également. Les flics s'en donnent à cœur joie sur leurs cibles préférées, les pauvres, les noirs, les arabes. Il y a des emprisonné-e-s, des passages à tabac comme pour cette femme voilée en banlieue ou ce type sorti de la Seine au cri de « *un bicot comme ça, ça nage pas* », et des morts, comme cette personne étouffée à Béziers. Mais ce qui assoit durablement et massivement la soumission à l'autorité, c'est bel et bien son *acceptation* par une large frange de la population.

Au quotidien, l'Etat impose chaotiquement et à vue une gestion sanitaire et militaire de la crise, menée en temps de pénurie hospitalière et soumise aux impératifs économiques. De grands industriels sont même obligés de venir à la rescousse, en achetant des stocks de masques.

Cette gestion chaotique, mise à part sa gestion hospitalière mortifère, est à bien des égards préférable à une gestion efficace, puisque les intérêts de l'Etat et des autorités sanitaires ne sont pour l'essentiel, même en ces temps épidémiques, pas les nôtres.



RAOULT, RAOULT, RAOULT...

CHAQUE ÉVÈNEMENT FABRIQUE SA CREATURE médiatique, empruntant souvent la figure du rebelle. Pour la canicule de 2003, il s'agissait de l'urgentiste Patrick Pelloux, qui quelques années plus tard défilait aux côtés des plus grands criminels d'Etat au son de « *Je suis Charlie* ». Cette fois, c'est l'infectiologue et professeur de microbiologie Didier Raoult, l'un des éminents chercheurs invités à apporter leurs éclairages avisés au pouvoir dans le Conseil Scientifique.

Mais c'est son implication active et iconoclaste dans l'Institut Hospitalo-Universitaire (IHU) Méditerranée de Marseille, dont il est l'un de initiateurs, qui va lui conférer sa notoriété médiatique. Alors que le gouvernement se débat avec la pandémie, il prescrit avec ses collègues des tests en masse, distribue à de nombreuses personnes atteintes par le virus des antibiotiques et de l'hydroxy-chloroquine, un médicament déjà utilisé notamment dans le traitement du paludisme. Dès février, une étude avait révélé que l'hydroxy-chloroquine pourrait endiguer l'impact du Coro-

navirus. Des études cliniques chinoises confirment une tolérance acceptable au traitement. Didier Raoult et ses équipes décident donc de l'administrer et de poursuivre l'étude de ses effets. Les résultats de l'institut leur apparaissant probants, ils communiquent donc et publicisent leurs travaux, commencent à généraliser les tests et les traitements. Les files d'attente s'allongent devant l'institut adossé à l'hôpital de la Timonière. Celui qui craint comme la peste la peur et la panique, incarne soudainement son antidote sur ordonnance, et devient pour de nombreux patients et de nombreuses patientes une sorte d'oracle.

Rapidement, les autorités sanitaires remettent en cause les conclusions des équipes de l'IHU. L'étude des équipes Raoult ne présenterait pas toutes les garanties. Les critiques pointent le manque de certitudes sur les effets réels de la molécule sur le virus, et le fait que l'éventualité d'une aggravation de la maladie par le traitement ne puisse être écartée par cette étude, jugée incomplète. Quant à l'hydroxy-chloroquine, elle a été classée quelques mois plus tôt, après plus de 55 ans de service, dans les substances vénéneuses, ce qui réduit ses conditions de prescription. Ce sont ses effets secondaires parfois nocifs qui sont alors en cause. Pour autant, sa prescription demeure toujours possible en service hospitalier.

Au fil des semaines et d'une longue polémique avec de multiples institutions médicales dont l'INSERM, le docteur Raoult s'auto-désigne comme le tenant d'une médecine de guerre, aux prises avec une technocratie médicale, incapable et ignare, totalement sous l'emprise de la marchandisation de la santé. Dans de longs entretiens, il explique que deux grands modèles s'affrontent dans cette crise. D'un côté une recherche technocratique, rompue de protocoles et liée aux grands laboratoires chercherait sans cesse à développer de nouvelles molécules, à la fois par idéologie progressiste et pour les rentabiliser dans de nouveaux brevets. De l'autre, une médecine de terrain, plus pragmatique, qui doit faire face au soin, s'appuierait dans l'urgence sur l'existant. C'est à cette seconde médecine que Raoult affirme appartenir.

La première s'enfoncerait dans une fuite en avant technologique, même plus questionnée, inventant de nouvelles molécules, potentiellement un peu moins toxiques que celles qui les ont précédées mais aux bénéfices peu perceptibles, sauf pour les laboratoires pharmaceutiques. Elle serait pétrie de ce que l'anthropologue suisse Jean-Dominique Michel nomme « *la bêtise technologique* », et serait incapable, face à l'urgence de la situation de crise, de répondre empiriquement

et efficacement à la situation. La seconde qui gagnerait du terrain chercherait à s'appuyer sur des médicaments déjà utilisés pour d'autres pathologies, développerait une médecine empirique et pragmatique. Raoult appuie son argumentaire sur l'augmentation de l'espérance de vie dans les pays émergents, orientés par nécessité économique sur cette seconde voie, là où la durée de vie moyenne stagne dans nos pays hautement industrialisés. La recherche pharmaceutique ne serait plus que marginalement en mesure d'inventer des molécules réellement performantes, là où les molécules déjà existantes seraient elles en mesure de répondre, à l'image de l'hydroxy-chloroquine, à de nouveaux besoins.

Notons au passage que la théorie de l'éminent professeur passe sous silence la possibilité que les raffinements industriels de nos chères civilisations, avec leurs lots de cancers et d'infections nouvelles, sont peut-être à l'origine de cette stagnation de l'espérance de vie. Et que par ailleurs, dans l'ensemble des métropoles de la planète, les modes de vie tendent à s'uniformiser, et avec eux l'espérance de vie. Comme disait l'autre : « *Les capitales sont toutes les mêmes devenues* ».

Aux yeux de Raoult, c'est également à une *médecine de guerre* que la pandémie commande de recourir. Face à la menace de la mort, l'épidémie impose sa propre temporalité, contraint à faire des choix rapides, impose de réduire les protocoles. Dans un message sur Twitter du 20 avril, ce fils de médecin militaire cite même le maréchal Foch : « *les règlements c'est bon pour l'exercice, mais au moment du danger, il faut autre chose.* » Dans ce contexte de guerre contre l'épidémie, il envisage les réglementations sanitaires comme des freins, des obstacles qui viennent alourdir le travail des équipes médicales.

Dès 2003, Raoult, alors conseiller du ministre de la santé Jean-François Mattéi, fustigeait déjà dans un rapport une caste d'experts de réseaux qui emmène droit dans le mur la recherche en infectiologie, et les services hospitaliers. Tout est géré en urgence, sans anticipation. Il ne dit pas grand-chose d'autre aujourd'hui : « *Au total, le pays a montré ces dernières années une capacité limitée à gérer les problèmes infectieux, ce qui entraîne qu'il est un des moins bien préparés à un problème d'épidémie massive* ».

La santé obéit globalement à des impératifs économiques, notamment ceux que les grands laboratoires pharmaceutiques font peser sur la santé publique. Les conflits d'intérêts qui habitent nombres de responsables d'organismes, d'experts ou de dirigeants de centres hospitaliers sont aujourd'hui de notoriété publique. Le couple Agnès Buzyn, ex-ministre de la santé, et Yves

Lévy ex-directeur de l'INSERM, proches du pouvoir, a cristallisé pas mal de critiques, parfois teintées de complotisme ou d'antisémitisme. Mais ce qui est certain c'est que la proximité qui existe entre le pouvoir politique et les grands organismes d'Etat, ce couple l'incarne durant de longs mois d'exercice du pouvoir. Et Didier Raoult, en conflit avec l'INSERM et Yves Lévy sur leurs visions respectives de la recherche et du soin, ne peut dès lors qu'incarner à son tour la résistance à ces conflits d'intérêts.

Parmi les chercheurs et chercheuses qui montent au créneau contre Raoult, on en trouve d'ailleurs quelques-un-e-s qui ont des intérêts financiers communs directs avec des laboratoires pharmaceutiques en concurrence avec l'hydroxy-chloroquine sur le marché du soin anti-Covid. Mais l'IHU a lui-même des liens privilégiés avec deux financeurs : BioMérieux qui produit des tests de dépistage du Covid-19, tests prescrits à l'IHU, et Sanofi qui produit le Plaquenil, un générique d'hydroxy-chloroquine.

Face à la polémique, Raoult se fait de plus en plus offensif et prend ses distances avec le Conseil Scientifique qu'il ne quitte pas pour autant. Il continue, un pied dehors, à essayer de convaincre le pouvoir des bienfaits de son traitement. Emmanuel Macron rend même une visite très médiatique à l'Institut Méditerranée en pleine crise.

Guère étonnant au vu de ses combats contre l'establishment scientifique, que Didier Raoult soit devenu en quelques semaines le héros des populistes souverainistes de tous bords. S'ils et elles se sont empressés de le choisir, c'est tout d'abord parce qu'il peut être pris, à tort, comme un ennemi de la financiarisation de l'économie, et de la marchandisation de la santé. La médecine pragmatique de praticiens qu'il est censé représenter et qui privilégie des médicaments déjà existants semble s'opposer à la médecine soumise aux intérêts marchands des grands laboratoires pharmaceutiques.

Son opposition toute relative aux institutionnels entretient également la confusion. Pour ces souverainistes, perclus d'idéologie, parmi lesquels quelques Gilets Jaunes, il devient la figure persécutée de la résistance à l'oligarchie macroniste. Et ce d'autant plus que quelques médias faussement « dissidents » font sa promotion. Son ralliement récent au nouveau journal souverainiste de Michel Onfray, Front Populaire, cherchant à concilier les souverainistes de droite et de gauche, de Chevènement à De Villiers en passant par Jacline Mourraud, autour de la question de la souveraineté, de la Nation, montre de quel côté notre cher professeur se place.

Pourtant, Didier Raoult est loin d'être l'indéfec-

tible résistant à l'oligarchie que certains tentent de nous présenter. Le centre de recherche en infectiologie qu'il dirige, l'IHU méditerranée infections, est d'ailleurs un de ces pôles de soin et de recherche hybridant intérêts publics et privés, qui vise la rentabilité et la renommée en multipliant les publications scientifiques et les projets de recherche. Ces derniers visent à attirer les fonds publics et privés, à se rendre attractif pour les chercheurs et chercheuses de pointe du monde entier, et comme l'indique son texte de présentation à « *développer des interactions particulières avec des partenaires industriels nationaux et régionaux* ».

L'IHU établit ainsi des partenariats avec des organismes visant à valoriser son travail de recherche, participe à la création de start-ups et y investit des parts. Certaines d'entre elles sont en lien avec l'industrie militaire. Il est d'ailleurs l'un des seuls sites de ce type à dégager des bénéfices en France. Les méthodes de management des salarié-e-s y sont également, comme dans de nombreux services hospitaliers, brutales.

Dans le conseil d'administration de l'IHU, on trouve l'ancienne Ministre socialiste de la recherche Geneviève Fioraso, l'ancien ministre centriste de la santé Philippe Douste-Blazy, ainsi que les réseaux gaullistes avec le président de la région Renaud Muselier. Une partie d'entre eux et elles se sont précipités pour lui apporter leur soutien dans la polémique en cours. Une partie seulement, tant les soutiens, parfois inattendus pour un adversaire de l'oligarchie financière, se sont bousculés. On a ainsi vu Bernard Arnault, propriétaire du très droitier et libéral *Les Echos*, où Raoult tient régulièrement une chronique, lui ouvrir ses colonnes, ainsi que les portes de certains des médias dont il est l'actionnaire principal. On a également observé *La Provence*, de Tapie, construire sa figure de héros local combattant l'establishment parisien. L'utilisation de la communication et des médias est un élément dont il a appris l'importance lors de sa participation au ministère Mattéi.

Le soutien d'une droite dure et libérale à Didier Raoult n'est sans doute pas sans rapport avec la volonté de ce courant d'appeler à une reprise rapide du travail et de l'activité. L'impact économique du confinement les incite, dans une logique sociale-darwiniste, à décrier une société transie de peur. Didier Raoult lui-aussi parle de sociétés incapables d'affronter la mort. L'émergence d'une molécule miracle sert leurs intérêts, celle du déconfinement et de la reprise massive de l'activité.

C'est assez drôle au passage de voir des Rioufol et autres Comte-Sponville, si peu soucieux d'habitude des opprimé-e-s, condamner les atteintes aux

droits les plus fondamentaux que fait peser le confinement sur nos vies, et défendre la liberté... réduite avec moins de surprise à celle d'entreprendre.

Didier Raoult s'inscrit par ailleurs dans la lignée idéologique *des sciences et de la médecine utilitaires*. L'institut qu'il dirige travaille sur la médecine génétique, sur le séquençage du génome. Lui-même s'est rangé à plusieurs reprises dans le camp des climato-sceptiques. Sous ses relents critiques de la course infinie à la création de nouveaux médicaments, il reste un fervent défenseur de l'innovation scientifique et un détracteur de tout ce qui pourrait venir en freiner les progrès. Ce sont ces barrières technocratiques qu'il entend faire sauter, et son conflit avec Yves Lévy et l'INSERM, concernant entre autre l'autonomie de recherche des IHU, en est une des expressions.

Il demeure également pétri de l'esprit statistique des grands infectiologues. Le traitement de la maladie reste jaugé à l'aune de son rapport coût/bénéfice et la mort reste profondément soumise à une *gestion statistique*. Les morts de ce coronavirus sont comptabilisés dans un décompte macabre à la hauteur des morts de maladies saisonnières, des accidentés de la route et des décès dus au tabac.

Notre cher docteur envisage également l'épidémie, à l'image de bien d'autres crises, comme une circonstance qui permet d'accélérer l'innovation médicale. Cette dernière aurait ainsi, pour lui, fourni l'occasion aux services de réanimation de se perfectionner. Ce qui est au passage contesté, au moins au niveau des modes d'intubations, particulièrement nocifs et destructeurs.

Il est aujourd'hui toujours aussi difficile de démêler le vrai du faux du poker menteur qui agite cette histoire de l'hydroxy-chloroquine, mais ce qui semble clair, c'est que l'occident semble effectivement offrir le plus lourd tribut à la pandémie. Les systèmes de prévention et de gestion des virus semblent y être dans un sale état d'une part, et l'hydroxy-chloroquine y a été peu prescrite en centre hospitalier d'autre part.

De nombreux généralistes et médecins n'ont par ailleurs pas hésité à prescrire en France le sulfureux remède, si l'on en croit la soudaine augmentation de ses ventes. Pas mal de personnalités y ont eu recours, ce qui dit peu de son réel apport thérapeutique, mais beaucoup de la publicité dont il a bénéficié.

Ce qui est également clair, c'est que sa mise au ban et les difficultés de prescription qu'elle a entraînées, représentent un vrai scandale au vu des risques limités que le médicament semblait laisser peser sur les malades. Le silence de nombreux médecins généralistes face à cette restriction du

soin en dit une nouvelle fois long sur la soumission de nombre d'entre eux et elles aux autorités médicales les plus consensuelles.

Ce qui est également probable, c'est que cette question de l'hydroxy-chloroquine n'ait jamais été une priorité pour le gouvernement. Réduire le nombre de morts dans les EHPAD, les centres de rétention ou les taules n'était pas essentiel. La réelle priorité était de préserver l'économie d'un choc pandémique. Faute de masques et de tests, il ne restait que le confinement. Et faute de consensus médical clair, les autorités ont sans doute hésité à prendre la moindre responsabilité.

Il est par ailleurs envisageable, là-dessus le professeur Raoult et d'autres chercheurs ont sans doute raison, que le virus soit moins virulent et mortel qu'annoncé. Mais finalement était-ce sa létalité qui préoccupait réellement le pouvoir ou plutôt sa propension à paralyser l'économie ? Le virus clouait au lit de longues semaines les malades, les rémissions étaient longues et épuisantes. Bref, le virus présentait une menace durable pour la productivité des travailleurs et des travailleuses, et c'était bien là sa létalité essentielle pour le pouvoir.

Ce que ce moment souligne surtout, c'est notre profonde dépossession en ces temps de soumission aux systèmes d'expertise de tous types. La médecine reste un *pouvoir* aux mains de savants qui n'ont pas forcément les mêmes intérêts que nous. Et comme tout pouvoir, il corrompt, pas seulement par l'argent. Dans toutes ces histoires, se cristallisent et s'affrontent parfois des intérêts complexes entre des fractions divergentes du capital et de la recherche, intérêts et enjeux dont nous sommes prisonniers, soumis à leurs cortèges d'experts, dépossédés.

Pourtant, le *spectacle* que ces experts nous offrent est celui, comme hier au moment de la peste ou de la variole, de leur relative impuissance. Surtout face à une épidémie dont la rapidité à se répandre dans le monde n'a pas de précédents.



DE L'INCONVÉNIENT D'ÊTRE CONFINÉ.

C'EST BIEN DANS LA LIGNÉE de la *médecine utilitariste moderne*, elle-même héritière des quarantaines et des ordonnances de peste du XV^{ème} et XVI^{ème} siècle, que nos régimes réagissent aujourd'hui. Non sans tensions et rapports de force entre intérêts divergents, gouvernement, experts scientifiques, laboratoires pharmaceutiques, pouvoir économique et médecins administrent les po-

pulations, mesurent et quantifient, évaluent les rapports coût/bénéfice de chaque décision, trient les malades selon leur chance de survie.

La médecine, enchâssée au pouvoir d'Etat et au capital, agit *essentiellement*, non pour sauver des vies, mais pour préserver l'économie. La *gestion statistique de la mort* vise à préserver la réserve de main d'œuvre pour que la société perdure, pour que ce monde continue de tourner avec le moins d'encombres possibles.

En ces temps de crise sanitaire, comme lors d'épisodes de catastrophes industrielles majeures, Etats, industries, science et médecine conjuguent leurs forces respectives et étendent leur emprise. Ce qui vient toujours alors à se restreindre et ce qui est ouvertement jugé secondaire dans ces moments d'effondrement, c'est l'idée et l'exercice même de la *liberté*. Ce qui s'évanouit c'est *l'individu*, juste réduit à la figure du criminel potentiel, celui qui refuse de se soumettre aux gestes prescrits.

Le « retour d'expérience » de l'industrie nucléaire a sans doute également joué un rôle dans la manière dont l'Etat français, et dans une moindre mesure d'autres Etats ont administré la crise. Le nucléaire a souvent été un laboratoire vivant des gestions de crise, des gestions de masse des population, et une expérience *in situ* de ce que la crainte de la contamination peut générer.

Le sort tragique des hibakusha, contaminé-e-s lors des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, ou des exilé-e-s de Tchernobyl est éclairant : ils et elles portent la trace, dans leur cas éternelle, de la contamination, et expérimentent une forme de distanciation sociale particulièrement durable.

En matière de gestion de crise nucléaire, la France a acquis une solide expérience. Les programmes CORE et ETHOS, administrés par des nucléaristes français, le serial-gestionnaire Jacques Lochard en tête, ont permis d'affiner, de Tchernobyl à Fukushima, l'idée que nous pouvions vivre en terre contaminée. C'est ce que les nucléaristes ont appelé une *vie sous contrainte radiologique*.

Un dosimètre autour du cou, chaque aliment est mesuré, les zones chaudes repérées, chaque geste contraint de se soumettre à un protocole. La dose de radioactivité, annuellement admise par un cortège d'experts sous influence, est ainsi *autogérée*. Dans un monde devenu hostile, les êtres deviennent eux-mêmes des menaces. Lentement, une vie mutilée dans ses replis les plus intimes finit de se déployer. Tout cela pour que l'économie continue de tourner, que les Etats maintiennent leurs existences, pour éviter l'anéantissement du néant qui nous sert de décor.

La gestion de la crise du Coronavirus au Japon a

d'ailleurs bénéficié du « *retour d'expérience* » des catastrophes sanitaires, naturelles et industrielles que ce pays n'a eu de cesse d'affronter. Sur cet archipel, la distanciation sociale, le port du masque, l'utilisation de gel hydroalcoolique sont devenus des réflexes sociaux élémentaires pour lutter contre les pandémies, les désastres industriels et nucléaire, les maladies saisonnières. La distanciation sociale et la crainte de la contamination sont par ailleurs culturellement incorporées dans le creuset religieux et l'histoire sociale. L'épidémie, gérée par un confinement plus souple qu'en France, a été plutôt bien contenue, malgré un manque flagrant de moyens hospitaliers provenant de politiques de coupes budgétaires similaires à celles développées en Europe et dans une grande partie du monde.

En ces temps de Covid, nos gouvernants et les scientifiques qui les accompagnent nous préparent à vivre une vie *sous contrainte sanitaire*. Après le temps du déconfinement vient le moment de « *vivre avec le virus* », comme les Japonais ou les Biélorusses ont appris à vivre avec la radioactivité. Même si la menace que fait peser le Coronavirus n'est pas comparable à celle d'une terre dévastée par la radioactivité, ni dans sa durée, ni dans ses effets... les mêmes mots et les mêmes ressorts psychologiques sont mobilisés.

Emmanuel Macron ou Edouard Philippe en appellent non plus à notre seule obéissance, mais davantage à mobiliser notre responsabilité individuelle, notre esprit civique, qui seuls seraient en mesure de relever efficacement le défi collectif du déconfinement. Les coupables en cas de nouvelle vague épidémique, ce sera bien nous, nos mains sales et nos miasmes mal autogérés.

Le principe de responsabilité, si cher aux écologistes, se transforme en *principe de culpabilité*. C'est l'application de devoirs et d'obligations, de comportements éthiquement responsables, de gestes prescrits qui sont maintenant en mesure d'endiguer la pandémie. Les responsabilités externes ou collectives, que ce soient celles du virus lui-même ou celles des décideurs et des gestionnaires du système de santé s'effacent comme par magie. Comme en matière de nucléaire, les industriels et les experts, l'Etat et sa gestion comptable et macabre des catastrophes, disparaissent des photos officielles.

La soumission durable à laquelle cette seconde phase nous demande d'obéir s'est enracinée dans l'isolement du *confinement*. Nous y avons appris la distanciation sociale, les gestes barrières, nous y sommes dressés à nous soumettre à l'autorité médicale. Le confinement n'a fait que renforcer l'atomisation. Dans cet isolement tout a confiné à l'impuissance, du *spectacle* de la gestion de pan-

démie livré à domicile, à la *menace* de l'amende, en passant par le relatif *désert* de la révolte. Une véritable aliénation qui a fini par nous rendre la situation étrange et étrangère, et contribué à nous dissuader d'avoir la moindre prise sur elle.

Cette soumission à une éthique de responsabilité s'appuie sur des ressorts puissants : la peur ancestrale de la contagion pour soi et ses proches, l'isolement et l'atomisation face au risque de la maladie, la culpabilité. Pour le pouvoir cette soumission vise surtout à nous faire entrer dans cette *seconde phase* de l'état d'urgence qui consiste à nous faire accepter de retourner bosser, avec un appareillage de protection minimal, un système de soin dégradé et des conditions de travail et d'exploitation encore plus dures.

Les collapsologues et les écologistes de tout poil, qui depuis des décennies nous ont habitué à l'idée même d'effondrement, nous ont préparés à nous soumettre, sous sidération, à cet état de *résignation*. Attendant que, comme par magie, l'effondrement écologique et économique prépare un au-delà de ce mode de production, ils et elles n'ont pas saisi que les crises engendrent, en même temps que des réflexes d'entraide et d'altruisme, les pires emprises autoritaires, les pires soumissions aux experts, aux appareils de mesure et aux diagnostiques, surtout dans un monde de plus en plus atomisé, où notre autonomie est réduite à bien peu.

Pourtant toute l'histoire de la gestion de crise raconte les mêmes déboires, que ce soit en terme de crise sanitaire ou de catastrophe industrielle et nucléaire : celles d'homme et de femmes traités comme des choses, de cheptel humain utile ou inutile à l'économie et au pouvoir. Plus d'individus, plus de subjectivités, mais des quantités objectives et mesurables.

Chacun et chacune est appelé à se transformer en *gestionnaire* de ce cheptel, à penser à la place des plus faibles ou des plus démunis, ou d'agir au nom de l'intérêt supérieur de l'économie, de la nation, ou du vivant, abstraction la plus en vogue et nouvellement mobilisée pour travailler la mise en mesure du monde. Bref, nous sommes tous et toutes sommés de participer à notre modeste mesure à cette sordide administration. La dénonciation des *irresponsables* est même encouragée.

Personne n'est plus envisagé autrement que comme un potentiel agent infectieux, un virus lui-même, abstraction déshumanisée évaluée à l'aune de sa dangerosité. Des ami-e-s ou des voisin-e-s ne vous envisagent plus pour ce que vous êtes mais pour ce que vous êtes en mesure de transporter : la maladie. Et chacun peut reprendre la maxime que Jules Romains met dans la bouche de son Docteur Knock : « *Toute per-*

sonne bien portante est un malade qui s'ignore ». Et poursuivre : « *Que voulez-vous, cela se fait un peu malgré moi. Dès que je suis en présence de quelqu'un, je ne puis m'empêcher qu'un diagnostic s'ébauche en moi... même si c'est parfaitement inutile et hors de propos. À ce point que, depuis quelque temps, j'évite de me regarder dans la glace.* »

L'alibi sanitaire sert de carburant idéologique à la propagation d'une obéissance aveugle et potentiellement durable. Car il ne faut pas se leurrer, nombre de mesures promulguées lors de cet état d'urgence seront prolongées au delà de la période de pandémie. Nous avons déjà vécu l'expérience de la pérennisation de mesures liées à l'Etat d'urgence antiterroriste de 2015. Les mêmes menaces durables, du terrorisme à la menace sanitaire ou technologique, impliqueront les mêmes prolongations de certaines mesures.

L'occasion est trop belle à saisir de prolonger dans le droit commun quelques mesures expérimentées en temps de crise. Ce qui se précise c'est un pas supplémentaire dans l'habitude à cette obéissance durable.

Si de nombreuses voix s'élèvent contre les mesures policières que cet état d'urgence promet de graver dans le marbre, peu de critiques n'émergent sur ce terrain de la soumission à la médecine, sorte d'angle mort d'autant plus difficile à aborder que les blouses blanches sont au front, que les petites mains de cette médecine de guerre prennent des risques et sauvent réellement des vies. Ce n'est d'ailleurs pas eux et elles, exerçant souvent dans des conditions indignes, qu'il faut blâmer, mais la médecine et la gestion de crise comme rapport au monde et aux êtres qui se généralise à cette occasion, et qui ne laisse au rapport humain qu'une portion congrue.

Mais l'abîme profond dans lequel la pandémie nous plonge et nous fige perdus, c'est également le rapport que l'on entretient à la mort et le sens que l'on donne à la vie. Nos sociétés occidentales branchées sous perfusion à la technologie, encore plus que celles qui les ont précédées, sont traversées par un rapport à la mort qui confine à la peur panique.

Ce rapport que l'on entretient intimement avec le sens que l'on donne à la vie, même s'il contient une dimension collective et sociale, relève également de conceptions personnelles et individuelles, de nos vécus, de nos peurs. Tout regard surplombant ou moral sur ce rapport est brutal, intrusif et surtout vain, tant il touche au plus profond de notre être.

C'est pourquoi les prescriptions de comportements jugés « responsables » ou a contrario la stigmatisation d'autres taxés « d'irresponsables »,

voir de meurtriers, ces derniers bégayant trop souvent des prescriptions trop semblables à celles qui tournent en boucle sur les radios et les télévisions, sont si insupportables. En s'adressant à des êtres abstraits, elles ne tiennent jamais compte des contextes sociaux, des histoires vécues par tous et toutes, des rapports d'exploitation et de domination qui traversent notre monde. Renvoyer la responsabilité de la contagion à ceux et celles qui sont contraints de taffer, à ceux et celles auxquels le confinement fait péter les plombs, bref à ceux et celles qui se soustraient au grand confinement, c'est éliminer toute l'épaisseur sociale et individuelle du monde.

Cette vie sous contrainte sanitaire a pour résultat de fabriquer une immense accumulation de *coupables*, tous et toutes boucs émissaires d'une pandémie bien moins mortelle qu'Ebola, la variole ou la peste. Nous aurions pu penser que cette létalité mesurée nous épargne religiosité et construction de figures de malédiction. Mais le « *citoyen irresponsable* », le « *patient rétif* » à l'autorité médicale est venu combler le vide.

Souvent cette morale de la *responsabilité*, qui ressemble à s'y méprendre à celle des écologistes, mise en avant pour protéger les plus fragiles, se répand au nom de ces derniers et dernières. Mais qu'est-ce qui peut conduire ainsi des individus à se sentir investis de la mission de parler au nom d'entités abstraites, au nom de fantômes ? Sont-ils et elles sûres que vraiment toutes les personnes au nom desquelles ils et elles prennent la parole, notamment celles qui vivent sans doute leurs dernières années parmi nous, préféreraient toutes vivre ces quelques mois confinés, parfois dans des mouvoirs ? Peut-on sérieusement croire que le fait de serrer une amie ou un frère dans ses bras soit un geste meurtrier et décisif dans la propagation de la pandémie ?

Ce grand confinement a transformé les prisons, les centres de rétention, les hôpitaux psychiatriques, les centres hospitaliers, mais également les grands centres industriels qui continuaient de produire, en nids potentiellement infectieux. Ces « *clusters* » potentiels, comme nos infectiologues les nomment, n'ont jamais été démantelés, mais juste laissés à l'écart du reste du monde, parce qu'ils avaient une *utilité sociale ou économique* : celle de maintenir l'ordre.

Dans certains hôpitaux psychiatriques, les demandes de soin ou les internements sous contrainte se massifient. En région parisienne 3 à 4 fois plus d'hospitalisé-e-s se bousculent pour ce qui va s'apparenter encore plus que d'habitude à une mise sous écrou. La pénurie de moyens pousse certains chefs de service à se transformer en gestionnaires de lits. Il faut trouver des

places, en urgence, alors que les protocoles sanitaires contraignent à réduire le nombre d'admissions. Dans certains couloirs, des malades, maintenus en contention, attendent leur ré-orientation dans de nouveaux services. Le tri s'opère donc au détriment du soin.

Dans certains hôpitaux les équipes sont contraintes d'improviser des unités Covid, pour y mettre en quarantaine les malades atteints que les centres hospitaliers rechignent à accueillir. Sans moyen, loin de tout, sans plateaux techniques, certaines équipes sont confrontées à une angoisse terrible.

Le psychiatre Mathieu Bellahsen décrit son angoisse, dans un article paru sur Médiapart et Lundi matin, article par ailleurs très contestable dans sa défense inconditionnelle de la psychiatrie institutionnelle et sa critique malhonnête de l'antipsychiatrie : « *Et l'image mentale de voir mourir les personnes qui vont y être admises, les yeux dans les yeux, faute de matériel, faute de compétences médicales non psychiatriques suffisamment avancées, commence à nous hanter. Très vite, quatre de nos patients sont dans cette unité dont l'un d'eux en mauvaise forme physique. Alors que certaines de ses constantes ne sont pas bonnes, les secours refusent de le transférer dans un hôpital général. Il n'y a quasiment plus de lits en unité Covid dans les hôpitaux généraux alentours, plus de place en réanimation* »

Au quotidien, comme dans les prisons, les activités sont arrêtées, les visites sont suspendues, les permissions de sortie stoppées. Les masques, les blouses, la distanciation sociale renforce la barrière hiérarchique déjà présente entre soignant-e-s et soigné-e-s. Les consultations avec l'extérieur s'organisent à distance. Si des liens ne préexistent pas, ces consultations se révèlent totalement inutiles. De plus en plus, les conditions d'exercice de la psychiatrie en ces temps de Covid, s'apparentent à un retour à l'ère asilaire. Contention, isolement, soins restreints, forte hiérarchie, administration massive d'anxiolytiques et de neuroleptiques redeviennent encore plus que d'habitude la norme. Il ne s'agit plus tant d'accompagner et d'écouter que de maintenir la *paix sociale*.

A l'extérieur, si quelques personnes atteintes de troubles psychiques trouvent dans cet état d'anormalité du monde un pendant rassurant à leur propre marginalité, nombreux sont ceux et celles que le chamboulement d'habitudes équilibrantes et un isolement mortifère viennent nourrir d'angoisses. Les vagues d'admission en psychiatrie ne font sans doute que commencer.

Mais ce sont bien les EPHAD qui ont payé le plus lourd tribut à la maladie. On y dénombrait ainsi plus de 8000 morts du virus sur les 21000 morts

au total de la Covid-19 au 22 avril. L'Etat, sur le conseil avisé d'experts, y a laissé mourir des milliers de personnes âgées, particulièrement vulnérables au virus. Là, avec des protections rudimentaires pour les résident-e-s et les soignant-e-s, les plus fragiles sont morts du Coronavirus ou de maladies médiatiquement plus banales, dans une *solitude criminelle et sordide*. Solitude d'autant plus criminelle, que la médecine même la plus obtuse s'accorde aujourd'hui à reconnaître les bienfaits des relations sociales dans le combat contre la maladie. Les proches des victimes, confinées jusque dans leur confrontation à la mort, n'auront pas eu l'occasion de leur dire adieu ou d'assister à leur mise en bière.

Les dégâts indirects de ce grand confinement, ne sont pas mesurables. Souvent invisibles, ils affectent les corps, les esprits, plus particulièrement des plus fragiles, enfermés durant plusieurs semaines, encore davantage qu'à l'habitude, dans la solitude, l'angoisse, la pauvreté, la violence. Combien de victimes de violence conjugales ou familiales ? Combien de crises d'angoisse ou de crises hallucinatoires ? Combien de personnes maintenues dans une solitude criminelle ? Combien de corps fragilisés par la maladie ou la vieillesse encore plus abîmés par le manque d'air, de rencontres, d'exercice ? Combien de gens crevant la dalle dans une indifférence et une solitude totale ?

La peur et l'angoisse de l'autre, la distanciation sociale comme rapport au monde généralisé, se prolongent par ailleurs pour beaucoup bien au-delà du confinement. Durant ces premières semaines de déconfinement de nombreuses personnes, comme figées dans les phares d'une voiture, se tiennent à distance du monde et des êtres qui les entourent. Rien ne vient confirmer pour eux et elles un retour à un début de normalité. La vie sous contrainte sanitaire devient *vie sous confinement sanitaire permanent*.



MORT À CRÉDIT.

MAIS, L'ESSENTIEL EST SAUF : L'Etat et de l'économie ont été préservés. Elle est bien là, la peur essentielle qui a agité nos chers va-t-en-guerre sanitaire, celle de la mise à l'arrêt de l'économie. Le système médical n'étant plus en mesure de faire face efficacement à l'épidémie, il s'agissait de répondre sur un autre registre, le confinement.

Quelques voix ont bien tenté de convaincre que

le confinement n'était qu'une histoire d'emprise des laboratoires pharmaceutiques. Le gouvernement nous aurait tous et toutes confinés pour protéger les intérêts de quelques laboratoires préparant des vaccins et des thérapies de masse, tandis que l'hydroxy-chloroquine aurait été en mesure d'éviter la case réclusion généralisée. La proximité de proches du gouvernement, et notamment du couple Buzyn-Lévy, avec de grandes officines a entretenu ce mythe, propagé par les antisémites et autre adorateurs de faux historiques à la mode protocole des sages de Sion.

Il est pourtant difficile de croire que les gouvernements d'une grande partie de la planète en viennent à mettre au ralenti l'économie mondiale pour défendre les intérêts de deux ou trois laboratoires...Surtout qu'en France, comme ailleurs, le gouvernement est proche de tas d'autres intérêts particuliers.

La raison essentielle de cette mise au ralenti c'est la peur d'un effondrement économique majeur, d'un absentéisme de masse, d'une multiplication des défections, la crainte d'une mortalité galopante. C'est déjà ce qui avait fini par mobiliser les autorités américaines au moment de l'épidémie de grippe espagnole, il y a un peu plus d'un siècle.

Tout au long de l'épidémie du Coronavirus, le gouvernement n'a eu de cesse d'agir pour protéger l'économie de cet effondrement. Tout d'abord lorsqu'il sous-estime, à la suite d'une immense partie des chercheurs, Didier Raoult compris, la maladie, qu'il envisage comme un simple épisode de grippe saisonnière. Il refuse alors de mettre au ralenti l'économie. Les symptômes du Coronavirus s'avérant finalement plus virulents que ceux d'une influenza classique, le gouvernement finit, dans le plus grand chaos, par réagir. Encore mal définis, les symptômes semblent plonger les malades dans des états d'apathie durable. C'est également le temps où la contagiosité et la mortalité de l'épidémie sont a contrario surestimés. Le confinement devient donc pour eux et elles le meilleur moyen d'endiguer la paralysie.

Pendant que l'Etat confine une grande partie de la population, il ajoute un volet économique à l'état d'urgence sanitaire. Un *plan d'urgence économique* qui se superpose au plan sanitaire trie les sujets à exposer au risque, et les sujets à préserver. Dans les industries les plus stratégiques, dont la définition est volontairement laissée dans le flou, le personnel est réquisitionné. Ces secteurs peuvent se soustraire aux règles habituelles de la durée hebdomadaire du temps de travail et de repos. Fini les 35 heures, le repos le dimanche et les vacances. Bonjour les 60 heures, l'annualisation accrue, les cadences infernales. Pour tout

refus de réquisition, c'est jusqu'à 6 mois de prison et 1000 euros d'amende. Les syndicats, notamment dans les transports, acceptent également de rogner le droit de retrait.

Dans de nombreux secteurs, le maintien de l'activité économique prime sur toute règle sanitaire élémentaire. Pendant que de nombreux cadres passent au télétravail, la plupart des prolétaires affectés à la production ou dans les services continuent de trimmer au contact du virus. Les travailleurs et travailleuses dont l'entreprise n'est pas contrainte à l'arrêt faute de pièces ou d'activité continuent de bosser, confinés dans de grands centres industriels, et par là même exposés à des risques de contamination accrus, sans masques, ni protections élémentaires. Les petites mains de la médecine gèrent de leur côté le soin dans une pénurie abyssale de moyens et de collègues.

Mais de nombreux secteurs de l'économie sont à l'arrêt, faute de débouchés ou de matière première. Les arrêts du travail dans de nombreuses industries produisent un effet domino du fait du manque de pièces. Rapidement, plus de 9 millions de personnes se retrouvent au chômage partiel. Et ce, sans compter les licenciements massifs qui l'accompagnent.

Là encore c'est la volonté de continuer à faire tourner l'économie qui est restée essentielle. L'Etat craint que l'effet de panique et la progression de la maladie n'en viennent à paralyser l'appareil de production. Quand on pense que le taux d'absentéisme a singulièrement augmenté dans ces temps de confinement jusqu'à atteindre les 40% dans certains secteurs comme le nettoyage ou l'agro-alimentaire, que même minoritaires des grèves ont parfois éclaté, que des entreprises comme la grande distribution ont été contraintes de mettre en place, en urgence et dans la plus grande improvisation, des mesures sanitaires plus strictes, quelles auraient été les réactions des salarié-e-s voyant tomber leur collègues comme des mouches et parfois ne plus revenir ? Combien de salarié-e-s auraient été tenus durablement à distance du travail par la maladie ? Quelle aurait été l'ampleur du cataclysme économique ?

C'est bien pour éviter cet effondrement qui se profilait, et non dans le désir altruiste de protéger le genre humain, que les mesures de confinement ont été prises. Et ce dans le plus grand mépris de l'impact qu'il pouvait avoir sur une frange déjà hautement fragilisée de la population. Aux grands périls, mesures de masse.

L'état d'urgence prolonge bien au-delà du confinement un certain nombre de ces mesures économiques censées « assouplir » les règles du droit du travail. Le gouvernement propose rapidement

que 6 jours soient décalqués des vacances habituelles des salarié-e-s, mais à négocier par secteur, branche, etc. La *négociation par branche* d'industrie se généralise d'ailleurs pour préparer une reprise générale des activités.

Avant même l'épidémie, les économistes prévoient depuis de longs mois une crise économique majeure. La bataille engagée autour du pétrole de schiste entre les grandes compagnies pétrolières et les grands Etats producteurs de pétrole a participé à précipiter un processus depuis longtemps annoncé. La crainte de l'épidémie et ses conséquences désastreuses ont fini de propager l'incendie. Aux prémices d'une crise de l'énergie, est venue s'ajouter, sous la menace de l'épidémie généralisée et mondialisée par les flux humains et de marchandises, une crise de l'outil de production, révélant la fragilité structurelle d'un capitalisme de flux tendus, hyper-connecté et aux stocks réduits. Cette fois, contrairement à la crise des subprimes qui avait entraîné la crise bancaire de 2008, la crise n'est pas financière, mais relève d'une mise en péril de l'appareil de production lui-même.

Et ce d'autant plus que *l'épicentre de l'épidémie*, dont l'activité économique a été singulièrement réduite par la généralisation du confinement à des provinces entières, est également *l'épicentre de la production matérielle* de biens et de marchandises au niveau mondial. La mise au ralenti du poumon économique chinois a provoqué une sacré quinte de toux sur le reste de la planète. Comment continuer à produire lorsque des matières premières, des éléments manufacturés ou des produits technologiques viennent à manquer ?

Comme en 2008, les Etats et les structures internationales sont venus soutenir l'économie. La planche à billet a été ressortie, et une *dette Covid* a été contractée qui, sait-on jamais, comme les emprunts russes en leur temps, sera peut-être effacée. Une nouvelle fois les Etats et la banque européenne ont montré que lorsque l'économie est en péril, ils sont en mesure, en jouant notamment sur la dette, de garantir la situation. A noter que cette dette Covid reste pour le moment minime face à la dette contractée lors de la grande crise des années 30. Les *mesures d'austérité*, que ces temps de crise viennent justifier, ne servent après coup qu'à pressurer encore davantage le travail au profit du capital.

Il est difficile à l'heure actuelle d'évaluer l'ampleur de cette crise, de mesurer son impact à longue échéance. Certaines de ses conséquences seront différées dans le temps. Mais cette crise a déjà produit ses premiers effets, allant du chômage de masse aux dépôts de bilan, en passant

par l'explosion de l'aide alimentaire dans certains quartiers populaires.

Souvent les militant-e-s gauchistes, ânonnant une mauvaise vulgate marxiste, voient dans les crises économiques des moments d'effondrement quasi mécaniques. Mais l'économie ne meurt pas forcément de ses contradictions ou de ses crises, elle les surmonte le plus souvent. C'est la raison même de la survie du capitalisme, traversé de crises majeures tout au long de son histoire. La *plasticité* de l'économie, sa capacité à absorber les chocs et même parfois à se nourrir de ses contradictions, de ses ennemis ou de ses marges, sont le moteur même de ses éternelles résurrections.

Et il faut bien reconnaître qu'au vu de la situation, et des choix stratégiques du pouvoir, l'économie a plutôt bien tenu le choc. Il y a bien eu des pénuries, des émeutes de la faim comme en Inde, mais elles sont restées sporadiques et maîtrisables pour le pouvoir. L'économie est loin d'être sortie exsangue de ce premier moment de crise.

Les crises, à l'image des guerres, offrent par ailleurs des opportunités de *restructuration* pour le capital. Les crises sanitaires comme les désastres industriels peuvent même ouvrir de nouveaux marchés, vecteurs de plus-values. L'industrie nucléaire nous a donné l'exemple, à plusieurs reprises, des opportunités qu'un désastre industriel peut proposer. Les nucléaristes et les industriels français, comme Areva ou Bouygues, ont ainsi investi dans la dépollution ou dans la construction de sarcophages de Tchernobyl à Fukushima. A l'identique, aujourd'hui il ne manque pas de technocrates et de financiers pour investir dans la santé. Médiapart révèle ainsi que Franck Supplisson, ancien conseiller de Sarkozy, Lagarde et Besson, investit dans la reprise de l'usine Famar qui fabrique un médicament à base de chloroquine. Cet épisode illustre une nouvelle fois la porosité et les fusions d'intérêts qui structurent les rapports entre Etat et capital, mais également la réactivité et la souplesse du capitalisme.

Cet état d'urgence sanitaire a *offert l'occasion* à l'Etat de mettre en place un état d'urgence économique pour protéger les intérêts du capital. Mais le pouvoir ne s'est pas contenté de se saisir de l'occasion pour soumettre les corps et les esprits à une obéissance durable et à un mode de vie sous contrainte sanitaire, il en a également profité pour accélérer des mutations de l'appareil de production déjà dans les tuyaux et pour modifier les conditions de travail.

Ainsi dans l'automobile, des accords de branche ont permis de flexibiliser encore davantage le travail. Le gouvernement, sous prétexte d'état d'urgence, a rapidement légiféré en « assouplissant » les règles du temps de travail, des congés payés

ou des RTT.

Cette féroce accélération de la dégradation des conditions de travail s'opère avec la complicité de certains syndicats. La CFDT Pays de Loire, soutenue par sa direction nationale, co-signait le 08 avril avec le MEDEF Pays de Loire un texte intitulé « *Assurer des conditions sanitaires optimales, maintenir un minimum d'activité, préserver les emplois et les entreprises : le MEDEF et la CFDT des Pays de la Loire se mobilisent !* » Face à l'ampleur de la crise, le syndicat de salariés et le syndicat patronal en appellent au rassemblement des forces vives du pays. Nombre de syndicats se précipitent à la table de la cogestion, participent à l'aménagement de nouvelles conditions de travail ou préparent boîte par boîte la reprise d'activité. Les autres restent pour l'essentiel pétrifiés. Quelques grèves ont éclaté mais elles sont restées minoritaires. Certains syndicats ont de leur côté orienté la lutte sur le terrain juridique... mais il est trop rarement question de prendre la rue, soumission aux mesures sanitaires et refus de l'illégalisme oblige.

La contrainte sanitaire aura également permis de développer le recours au *télétravail*. 8 millions d'actifs basculent vers le travail à domicile. Même si ce sont principalement des cadres qui sont passés au travail à distance, quelques secteurs prolétariés comme les centres d'appel - au moins Armatix à Caen - sont également passés au télétravail. Difficile pour nombre de salarié-e-s dans ce moment initial, de percevoir ce que cette mise au travail à distance promet comme accélération de l'exploitation ou comme burn-out. Elle a été souvent mise en place dans la précipitation, sans que les algorithmes qui remplaceront progressivement le personnel d'encadrement ne viennent jouer leur rôle d'outil de contrôle, et n'arrivent à accentuer encore davantage la productivité et les cadences du télé-travailleur ou de la télé-travailleuse.

Dans l'éducation nationale, les effets se font davantage sentir, avec la disparition de la durée fixe du temps de travail, un effacement de la distinction de son temps privé et de son temps de travail, une angoisse du travail non accompli qui envahit son univers le plus intime. Le tout en réduisant toute possibilité de rencontres avec ses collègues, et restreignant les résistances ou les révoltes que ces effets peuvent susciter à la portion congrue de la *virtualité numérique*.

Il aura fallu presque un siècle pour que le capitalisme industriel sorte les travailleurs à la tâche de leur domicile, pour les parquer, les domestiquer, leur appliquer une organisation du travail et un contrôle efficace dans les usines et les fabriques. Aujourd'hui, alors que grâce au progrès

scientifique et technologique, le taylorisme, l'organisation scientifique du travail et les algorithmes de contrôle sont en mesure de *pénétrer le domicile* même du travailleur, de façonner ses gestes et maîtriser son rythme de travail, ce sont les usines et les fabriques qui sont appelées à disparaître pour réduire les dépenses que fait peser l'immobilier sur le coût de production, pour diminuer le nombre de personnel d'encadrement et compliquer singulièrement les possibilités de se révolter.

Entre temps, tout ce qui pouvait contribuer à notre autonomie s'est drastiquement réduit, et nos vies de plus en plus mutilées et perfusées par notre dépendance à l'Etat et la marchandise nous maintiennent dans une *atomisation de masse*. Mais ce que le télétravail promet également d'attaquer c'est la manière dont les grèves de masse se sont historiquement constituées. Dans les grandes métropoles comme Paris, la grève des transports, par la perturbation des flux de travailleurs et de travailleuses qu'elle permet, est un élément essentiel dans la construction d'un rapport de force nécessaire pour faire plier le pouvoir. Avec le développement du télétravail, le basculement des entreprises du présentiel à la distanciation en quelques heures seulement, c'est toutes les conditions historiques du recours à la *grève*, déjà bien mises à mal par l'évolution des conditions de travail et le repli des luttes, qu'il va falloir repenser.

Que restera-t-il de ce recours massif au télétravail ? Difficile de le prédire tant les « *retours d'expérience* » sont parfois restés mitigés. Notamment en ce qui concerne l'éducation nationale où la société reste encore frileuse. Mais il est probable que ces expériences in-vivo servent d'étalon test pour de nombreuses industries, et même pour l'Etat-patron pour gérer sa main d'œuvre dans les années à venir, et annoncent au gré des circonstances, de nouvelles coupes drastiques dans des tas de budgets publics. On parle déjà des développements de la télé-médecine, déjà expérimentée en ces temps de confinement ou de télé-chirurgie. Dans le privé, Facebook ou Twitter entendent passer massivement au télétravail. Mark Zuckerberg, patron de Facebook a ainsi annoncé que 50% de ses salariés travailleraient à domicile d'ici 5 à 10 ans.

Mais c'est également l'architecture numérique qui préside à ce monde nouveau dont ce temps du Coronavirus est venu précipiter la construction. La 5G est un réseau numérique ultra-moderne, fait de satellites, d'antennes relais et de capteurs d'information qui permettra que se perfectionne un monde d'objets et d'êtres connectés. Plus puissant, couvrant un territoire plus grand, cette

technologie de rupture, comme les technophiles la nomment, devrait permettre un développement significatif du télétravail, de la robotique et de la domotique. Elle vient promettre les drones livreurs, le télétravail sous emprise algorithmique, la surveillance et la mise en mesure des actes et des gestes, le perfectionnement de l'arsenal publicitaire, une fluidité accrue de la transmission des informations, le tout en temps réel. Et bien évidemment que puisse se propager encore davantage la vie sous contrainte sanitaire en cas d'épidémie ou de catastrophe industrielle.

Ce bond technologique vient renforcer l'organisation scientifique du travail. AMAZON teste actuellement un bracelet connecté qui mesure et rectifie les gestes des salariés en temps réel. Dans d'autres secteurs déjà passés au travail à distance, un algorithme encadre le travail. A l'organisation scientifique du travail est venu s'ajouter une *organisation technologique du travail*, dont la 5G s'annonce être l'un des principaux supports matériels.

La contrainte sanitaire apporte également un soutien actif à cet encadrement ultra-connecté et rationalisé du travail. En effet, face au virus et aux protocoles sanitaires mis en place pour lui faire face dans les boîtes, c'est le *facteur humain* qui est mis en accusation. Le ou la salarié, responsable de sa santé, a une obligation au soin. L'organisation scientifique du travail ne relève plus uniquement de l'augmentation de la productivité, mais également de la protection virale, de la santé du travailleur. Le salarié est contraint de suivre un certain nombre de protocoles sanitaires — gestes barrières, distanciation sociale, etc — rendant sa tâche encore plus difficile à accomplir, tout en endossant prioritairement la responsabilité de la contamination. Il devient encore davantage le garant essentiel de la prévention de la maladie et des facteurs de risque. Ce n'est plus l'employeur, la société, le système de santé ou l'Etat qui sont responsables de la progression de la maladie, mais le travailleur ou la travailleuse, qui n'applique pas les bons gestes. Si, quand il s'agit de liberté, plus rien ne relève de l'individu, mais tout du social, lorsqu'il s'agit de responsabilité c'est l'inverse.

Là encore l'industrie nucléaire avait été précurseuse en la matière. Les travailleurs du nucléaire, soumis à des protocoles de plus en plus complexes et difficiles à tenir au quotidien, sont devenus les responsables des accidents et des contaminations, là où l'industriel ou l'Etat se retranchent derrière les normes sanitaires. Comme en agriculture, *les normes* ne servent pas tant à proscrire la maladie ou la contamination qu'à faire oublier la responsabilité des industriels et

des décideurs, et à précipiter par la complexité et le coût de nouvelles contraintes sanitaires la disparition des structures les plus fragiles au profit de concentrations capitalistiques et industrielles plus solides.

Dans ce contexte, la médecine du travail a apporté comme souvent sa pierre à l'édifice patronal sur cette question de responsabilité individuelle. Dans les boîtes, elle a préconisé, à l'image des autorités sanitaires et du gouvernement, et en suivant les intérêts des directions, des injonctions contradictoires aux salarié-e-s. A La Poste, elle a ainsi été jusqu'à tenter de dissuader les facteurs ou les trieurs de porter des masques ou des gants parce que l'employeur ne pouvait pas en fournir. Quant à l'inspection du travail, dont les prérogatives déjà bien minces sont le plus souvent de faire appliquer un droit du travail déjà défavorable au salarié-e-s, en traquant à l'occasion des illégaux précarisés, elle ne peut plus, épidémie oblige, intervenir sur le terrain... Bref, cet état d'urgence économique se propage sans même maintenir le moindre semblant de contre-pouvoir.

La vie sous contrainte sanitaire à laquelle le virus et l'Etat ont réussi à nous soumettre, qui est en fait une *vie sous contrainte économique et technologique* qui s'immisce dans notre intimité, nous habitue chaque jour un peu plus à une obéissance durable, à des gestes répétés, à une vie sur mesure, et à un principe de responsabilité individuelle qui déresponsabilise le pouvoir. Ces principes sont déjà partiellement transférables aux impératifs de l'économie : nos gestes, nos actions, deviennent les garants de la bonne santé de l'entreprise qui nous emploie. Ces modes opératoires, sous le contrôle d'un management agressif et culpabilisateur, vise alors à augmenter la productivité du travailleur sans jamais questionner la politique générale de l'employeur, et encore moins la cohérence du monde dans lequel nous sommes tous et toutes plongés. Le principe de responsabilité sert alors le projet libéral d'effacement des modes d'exploitation et de domination.

Si l'épidémie a permis au capital et à l'Etat de se saisir de l'occasion pour accélérer des mutations économiques profondes, déjà à l'œuvre de manière marginale, elle n'est en rien le produit d'une stratégie préétablie. Nombre de thèses critiques de ce grand confinement qui ont émergé ces derniers mois ont versé dans, ou flirté avec le complotisme. Il est absurde de prétendre que ce confinement est venu répondre à une *stratégie du choc*, si chère à Naomi Klein, préparée à l'avance pour nous faire avaler différents tours de vis économiques, technologiques, policiers.

Pour information ou pour mémoire, la théorie de Naomi Klein part de recherches subvention-

nées par la CIA qui ont contribué en 1963 à la rédaction d'un manuel de torture psychologique mêlant privation sensorielle, administration de drogues, électrochocs, facilitant la régression psychique de prisonniers, et provoquant leur soumission. Naomi Klein explique que *la stratégie du choc* consiste à précipiter et s'appuyer sur cette régression du sujet, lorsque la société tout entière est soumise à des chocs économiques, politiques, sociaux. Les désastres et autres crises économiques, politiques, terroristes, sanitaires ou industriels sont délibérément utilisés pour mettre en œuvre des mesures néolibérales et liberticides.

Pour les complotistes qui reprennent à leur compte en les déformant les thèses de Klein, ces crises sont même créées de toute pièce. L'époque n'a pas manqué de théoriciens et théoriciennes, avides de tireurs de ficelles, pour nous expliquer que le virus avait été créé dans le but de propager cette soumission durable. Les pseudo-révélation du professeur Montagnier, au bord du naufrage, affirmant que le Covid-19 est un virus génétiquement modifié sorti de laboratoires de *Wuhan*, ont par ailleurs alimenté la paranoïa.

Ce qui est certain, c'est que les gouvernants qui ont exercé depuis des millénaires leur domination sur le monde entier n'ont pas eu besoin d'attendre les études de la CIA et les révélations de Naomi Klein et ses amie-s altermondialistes pour comprendre qu'en période de grande peur collective, il était plus facile de soumettre des populations entières à leur « protection ». Le choc ou le désastre, en même temps qu'il fragilise la société, est un *effet d'aubaine* dont nombre de gouvernements se sont toujours saisis pour augmenter leur emprise et accélérer la mise en place de nombreuses mesures favorables à leurs propres intérêts. Le capital et l'Etat, de la Chine à la Corée en passant par la France, ont juste saisi, selon des modalités propres à chaque pays, l'occasion pour affiner leur manière d'administrer le monde et nos vies. La peur de la mort et l'emprise de la science ont également joué un rôle primordial dans cet évènement hallucinant.

Mais ce que le néo-gauchisme se refuse par idéologie à voir, c'est que ce choc n'accélère pas seulement les réformes néolibérales et l'application de lois liberticides, mais qu'il a souvent historiquement favorisé, du XIX^{ème} au XX^{ème} siècle, l'interventionnisme de l'Etat et la mise en place de mesures sociales. Cet Etat social, loin de remettre en cause l'économie de marché, est venu en fluidifier l'exercice, en propager l'emprise. Parce que l'Etat et le capital officient pour le maintien d'un même monde, soumis à leurs bons offices, un monde dont l'élite comme le personnel d'encadrement, souvent formés aux mêmes écoles, passent alternativement de l'un à l'autre.

L'Etat social est le complément de l'Etat policier qui affine par d'autres moyens la domination, et soutient activement un monde d'exploitation.

Si il y a bien une chose sur laquelle le clan Macron n'a pas menti, c'est lorsqu'il a annoncé qu'il y aurait un avant et un après Coronavirus. Ce qui apparaît clair, c'est que dans ces jours d'après, ce seront les mêmes qui paieront les dividendes de cette crise : pour nous les mesures d'austérité, pour eux et elles les gains et les concentrations capitalistiques ; pour nous les métiers exposés, pour eux et elles des conditions de travail protégées ; pour nous les mesures d'inquisition sanitaire et la responsabilité individuelle, pour eux et elles l'émergence de nouveaux marchés et de nouveaux modes de domination...



LE DÉ-CONFINEMENT QUI VIENT.

SAUF À JOUER LES NOSTRADAMUS, il est difficile de prévoir quelles mesures promulguées dans cet état d'urgence vont être prolongées durablement, lesquelles vont tomber en désuétude ou seront simplement repoussées à une gestion de crise ultérieure.

Il est tout aussi complexe et illusoire de prédire ce que ces mesures vont durablement fabriquer comme effets sur les esprits et les corps. Il y a fort à parier qu'il y aura quelques sociologues ou philosophes pour inventer pour l'occasion *l'homo-confinus* ou *l'ère de la distanciation sociale*. Sur le marché juteux des idées, le concept vaut parfois de l'or ou une place en chaire.

Il n'est pas certain que nos chers gouvernants soient eux et elles-mêmes parfaitement au clair sur ce qu'ils et elles entendent mettre en place : ça navigue à vue au sommet. Mais la manière dont l'Etat, le capital et la technoscience administrent le déconfinement nous donne quelques indices sur les orientations en cours.

Il est probable que ce qui nous attend économiquement, sanitaire, et du point de vue du contrôle social et policier, dans les prochains mois ressemble à un *tour d'écrou généralisé*. Un tour d'écrou qu'une bonne partie du corps social, prétendus révolutionnaires compris, s'apprête à aider à tourner, en renforçant l'emprise de la contrainte sanitaire sur le cours des évènements.

Le déconfinement nous rappelle que le confinement a un coût. Un coût économique et un coût social. La crainte de la maladie continue d'avoir un impact sur la consommation après le confinement. L'étape du déconfinement vise donc à faire

repartir la machine, maintenant que les masques et les tests sont disponibles, que les centres hospitaliers sont plus en mesure de répondre à la situation, que les mises en quarantaine sont possibles. Nous avons également appris à vivre sous contrainte sanitaire, à bonne distance sociale du monde qui nous entoure. Tout ceci donne des gages au pouvoir sur la limitation de l'impact de l'épidémie. Dorénavant, le calcul coût/bénéfice de la gestion de crise tourne à l'avantage du déconfinement, et d'une gestion de la maladie par la mise en quarantaine.

Pour sauver l'industrie du tourisme, les frontières sont même ouvertes et les restaurants et les bars reprennent du service rapidement. Business is business.

La Chine a été la première à imposer un déconfinement de masse. A Wuhan, épicerie de l'épidémie, comme à Pékin, le port du masque est obligatoire. Partout, des prises de températures se succèdent dans les transports et les magasins, des check-point sont tenus dans chaque quartier. Dans les écoles de Pékin, la température des enfants et des adultes est surveillée en permanence grâce à des montres connectées. Il faut aussi scanner dans chaque magasin, à chaque check-point, et dans les parcs et jardins, un QR code à l'aide de son Smartphone pour prouver que l'on est bien portant et pour permettre aux autorités de tracer ses déplacements. Un passeport numérique permet de vérifier les sorties de la province dans les deux dernières semaines. Les entrants de l'étranger sont soumis à un examen médical et mis en quarantaine durant 14 jours. Cette mise en quarantaine s'applique également aux personnes en provenance du Hubei, la province dont Wuhan est le chef-lieu. Elle s'accompagne à Pékin d'une surveillance de chaque instant. Des robots livrent même les repas et les médecins visitent quotidiennement les reclus en tenues intégrales.

C'est une *traçabilité autoritaire* à grande échelle que la Chine organise sous l'œil envieux des autorités sanitaires et des gouvernements de nombreux autres pays. Cette traçabilité s'organise autour d'une infrastructure technologique mêlant caméras thermiques, smartphones, objets et lieux connectés, Big data, mais également grâce à l'implication scrupuleuse des petites mains du Parti Communiste qui organisent le contrôle social des quartiers, qui s'occupent de la bonne tenue des check-points en complément de la police et de l'armée, qui veillent à la bonne application des protocoles.

Les déplacements entre provinces sont également contrôlés. On ne pouvait pas rentrer dans la province de Wuhan dans les premiers jours qui

ont suivi le déconfinement. Ces mesures, mises en avant par la propagande chinoise, n'ont sans doute pas été appliquées avec le même zèle, la même sévérité sur l'ensemble du territoire, mais elles ont été administrées aux principales métropoles urbaines, véritables centres névralgiques de l'économie chinoise, touchées par le virus. La Chine n'a également pas hésité à reconfiner des provinces du nord-est. Quelques 108 millions de personnes ont ainsi été confinées chez elles après la découverte d'un nouveau cluster à la mi-mai.

Taïwan ou la Corée du Sud, qui n'ont jamais fait le choix du confinement mais celui du dépistage massif, de la traçabilité et de la mise en quarantaine, ont mis en place des mesures similaires à la Chine. A Séoul, des clients d'une boîte de nuit dans laquelle une contamination avait eu lieu ont été pistés grâce à leurs téléphones portables. A Taïwan, la soustraction aux mesures de quarantaine ou de restriction des déplacements sont punies par de lourdes amendes. En Corée du sud et à Singapour des applications permettent, grâce aux connections Bluetooth ou GPS, de savoir si le porteur de l'application a été en contact ou non avec un malade ou si une personne contaminée se trouve dans les 100 mètres environnants.

D'autres pays ont opté pour une *traçabilité diffuse* ou *participationniste*. Au Japon, c'est une application qui permet d'organiser la traçabilité. Les tests ne sont pas massivement distribués, mais une application-test diffusée sous forme d'un questionnaire répertoriant les symptômes du virus sur l'application Line, très populaire au Japon, permet de mettre en place un diagnostique, et d'appréhender le nombre de personnes atteintes. En Allemagne et plus récemment en France, l'application Stop-Covid répond sur un mode participatif et prétendument anonyme aux mêmes critères que les applications développées sur le continent asiatique. Stop-Covid permet aux appareils munis de l'application de se connecter l'un à l'autre lorsque leurs propriétaires se croisent, d'enregistrer ce contact, et d'être prévenu en cas de diagnostique du virus d'une des personnes. En même temps qu'elle vise à limiter la propagation du virus en permettant d'identifier les chaînes de transmission, l'application sert également à nourrir de données les modèles prédictifs si chers à nos experts en statistique et modélisation.

Cette vie sous contrainte sanitaire, que le déconfinement est loin d'interrompre, s'accompagne sous différentes formes d'une *vie sous contrainte numérique*. La crise du Coronavirus offre l'occasion aux autorités sanitaires de transférer les compétences acquises dans la traçabilité des marchandises et du bétail à la gestion sanitaire du

cheptel humain. Une nouvelle fois, c'est pour notre bien et assurer notre sécurité sanitaire que ce suivi à la trace et le profilage qui l'accompagne se mettent en place, et bien évidemment à partir de notre propre volonté légitime d'éviter la maladie.

Il faut dire que pour nourrir notre soif de distraction, cela fait des années que nous offrons sur un plateau à de grandes firmes des tas de données personnelles qui leur permettent de calibrer pour nous des besoins artificiels *sur mesure*. Pourtant, pas plus que la traçabilité ou la prolifération de normes n'ont permis de mettre un terme aux scandales sanitaires dans l'agro-industrie, l'industrie alimentaire ou médicale, cette traçabilité ne sera en mesure de faire disparaître ni de juguler les épidémies.

Ce qui est au cœur de cette vie sous contraintes, c'est, transféré à la gestion de notre santé, l'application du *crédit social* si cher aux autorités chinoises et que les gouvernants du monde entier lorgnent avec avidité. Le crédit social, c'est la mise en notation de votre comportement à travers une comptabilité d'actes vertueux ou inciviques, d'habitudes nocives ou non pour votre santé, de bons comportements au travail ou en terme de gestion. Un éloge au Parti, un don du sang ou la dénonciation d'infractions augmentent votre crédit social, là où un feu rouge grillé, un travail bâclé, de mauvaises habitudes le font baisser. Cette notation débouche sur des classements qui vous donnent accès à certains privilèges ou certaines réductions si vous êtes citoyen-modèle, là où au contraire, il vous retire des droits si vous êtes un mauvais citoyen et que vous vous retrouvez sur liste noire. Vous ne pouvez plus contracter de crédit à la banque, plus voyager comme bon vous semble, etc. Le visage de certains de ces citoyens inciviques est même affiché en ville ou disponible sur internet.

Ce système de crédit social s'appuie sur un recueil de données, lui-même affiné par un ensemble *d'infrastructures technologiques*. Les caméras à reconnaissance faciale scrutent les comportements inappropriés, les données que banques et sociétés privées ont accumulées sont partagées et amassées dans un Big Data, les infractions et les délits sont stockés, les comportements sur les réseaux sociaux étudiés. Tout est passé au crible, des comportements aux habitudes de consommation, et géré par une intelligence artificielle.

Ici les caméras thermiques évaluent votre fièvre, les QR codes épient vos déplacements, notifient votre mise en quarantaine. Votre crédit social s'accompagne d'un *crédit sanitaire*, ajoutant aux systèmes de contraintes et de crédits déjà exis-

tants une emprise supplémentaire de l'Etat ou de l'employeur.

De manière moins spectaculaire, les banques, les assurances et certains réseaux sociaux appliquent en Europe ce système de crédit social à travers un ensemble de notation agrégeant tout un tas d'informations. Ces notations réduites à un ensemble d'algorithmes décident de l'accord de prêts, du montant d'une assurance, de votre popularité sur un réseau social, de votre probabilité de compatibilité sur un site de rencontres. Le recueil de données médicales et sanitaires, que les applications en cours développent, participe à réduire encore les zones d'ombre.

En France, cette traçabilité ne se déploie pas uniquement dans l'univers numérique. Des *brigades sanitaires* complètent la panoplie. Des équipes, constituées entre autres de spécialistes de l'humanitaire, de téléconseillers, de travailleurs sociaux, appliquent les directives nationales autour de la détection des malades et de leur mise en quarantaine : « *Dans chaque département, nous constituerons des brigades chargées de remonter la liste des cas contact, de les appeler, de les inviter à se faire tester en leur indiquant à quel endroit ils doivent se rendre, puis à vérifier que ces tests ont bien eu lieu et que leurs résultats donnent bien lieu à l'application correcte de la doctrine nationale* ».

Il s'agit de retrouver la trace de toutes les personnes-contact des cas positifs. Ils sont ainsi 51 dans le Calvados à traquer les cas Covid recensés par les médecins généralistes et les hospitaliers dans le logiciel SIDEP, à les interroger, à faire remonter les informations à l'assurance maladie dans le logiciel Contact covid, à tenter de convaincre les dépistés et leurs contacts de rentrer en quarantaine chez eux et elles ou dans des hôtels déjà spécialisés dans l'hébergement d'urgence et la collaboration avec la machine à expulser.

Ces brigades prolongent le travail de recensement des malades entrepris dans les hôpitaux et par certains généralistes, rémunérés pour faire remonter les informations. L'Etat, bégayant les procédures d'internement psychiatrique d'office, a même un moment envisagé la possibilité d'une mise en quarantaine forcée en cas de refus réitéré de mise à l'isolement. Avec ces dispositifs, il s'agit d'appliquer le nouveau bréviaire de la contrainte sanitaire : *tester, tracer, isoler*.

En Belgique, à l'identique, un nouveau métier est né, « *traceur Covid* ». Des chômeurs et des chômeuses sont recrutés en CDD pour appeler les personnes testées positives et établir une liste de leurs fréquentations sur une période d'une dizaine de jours.

Comme ces membres zélés du Parti communiste en Chine officiant dans chaque quartier, ces brigades offrent un visage humain au contrôle social. Ils et elles quadrillent le territoire, vaillants auxiliaires d'une police sanitaire qui ne dit pas son nom. Ces flics en blouses blanches imposent au nom de la santé une soumission totale à leurs dispositifs sanitaires. Ces derniers sont soumis à des considérations et des intérêts qui ne sont pas les nôtres, mais répondent aux besoins de ceux et celles qui nous dirigent.

L'ensemble de ces outils de contrôle s'agrège non plus seulement pour déployer un contrôle policier ou pour accumuler un ensemble de données marchandisables, mais pour répondre à un *souci thérapeutique*, au nom de *l'Etat social*. Pour gagner en sécurité, ici sanitaire, il s'agit une nouvelle fois de rogner nos libertés les plus élémentaires, comme celle de refuser *une vie sous surveillance médicale généralisée*. Cette vie sous contrainte sanitaire et le contrôle qu'elle exerce au profit du capital et de l'Etat sont d'autant plus compliqués à défaire qu'ils s'exercent également pour nous prémunir de la maladie, voir pour les plus fragiles d'entre nous de la mort, et qu'ils s'imposent au nom d'une autorité bien plus légitime pour nombre d'entre nous que celle des gouvernements et des flics.

Cette vie sous contrainte sanitaire se prolonge au travail à travers la soumission à des protocoles. Cette extension de l'expérience du crédit social au crédit sanitaire gagne les lieux de travail à travers la notion de responsabilité individuelle, et parfois par la mise en place d'un appareillage technologique.

Dans le port d'Anvers, les ouvriers et ouvrières du second port d'Europe sont équipés de bracelets connectés qui préviennent tout manquement aux règles de distanciation sociale par un bip électronique. Dans ce monde sous contrainte sanitaire, le sort réservé aux prisonniers « relâchés » sous bracelets de télé-surveillance s'étend à chacun-e.

Au Crédit Agricole l'application COPASS classe les employés selon leur risque de contamination. Ceux et celles-ci sont amenés à répondre à un questionnaire censé mesurer ce risque. Ils et elles reçoivent ensuite un QR code qui leur permet de rester en télétravail, de retourner sur site en horaires alternés, dans une unité réduite, ou d'être encouragés à faire un test de dépistage...

Cette vie sous contrainte sanitaire gagne également les écoles qui ressemblent en ces temps de déconfinement, encore davantage qu'à l'accoutumée, à des casernes. A Varese, en Italie, les enfants d'une école ont été munis de bracelets connectés qui vibrent lorsqu'ils et elles enfreignent les règles de distanciation sociale et vérifient les

contacts entre les petit-e-s. Plus archaïquement, les établissements scolaires ont rivalisé d'absurdité pour appliquer aux élèves les règles de distanciation sociale et d'hygiène sanitaire préconisées par le pouvoir. Le moindre cas répertorié donne lieu à des tests généralisés, voir des mises en quarantaine. L'école devient le lieu d'apprentissage de cette vie sous contrainte sanitaire, avec ses recommandations à appliquer, son gel hydro-alcoolique à l'entrée, son port du masque obligatoire, son discours formaté à diffuser, ses mômes parqués dans certaines cours de récré, son pistage des réfractaires... Ce meilleur des mondes sous contrainte sanitaire dévoile surtout à cette occasion toute son absurdité.

Cette expérience du crédit social se déplace parfois jusque dans les replis des relations inter-individuelles. Le soupçon d'irresponsabilité remplace la notation du crédit, le regard de l'autre l'algorithme. Il en faut parfois peu - une toux, des glaires, ou une petite fièvre - pour se retrouver confiné durablement sur une liste noire.

Ces premières semaines de déconfinement laissent également entrevoir certaines possibles évolutions ou mutations du système économique. C'est tout d'abord, l'intervention de l'Etat dans l'économie qui fait non pas son retour, puisqu'elle n'a jamais cessé depuis des années, mais qu'elle été orientée vers le soutien des intérêts des plus grosses entreprises.

A l'occasion de la crise, elle est réorientée, généralisée et renforcée. Des fonds sont débloqués en urgence, creusant la dette Covid, pour soutenir nombre d'entreprises. Certains commerces sont ainsi soutenus avec la mise au chômage technique des employés et parfois du patron. Des plans d'emprunts sont suspendus jusqu'à la reprise d'activité. Les grandes entreprises sont elles aussi soutenues. Des miettes sont également distribuées aux détenteurs et détentrices des minima sociaux. En Espagne, un revenu universel est mis en place.

Doit-on pour autant s'attendre à un retour de l'Etat providence et nous préparer à une mutation profonde des règles du jeu économique ? Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives, tant cette réorientation et intensification de l'intervention de l'Etat est liée à la situation de crise et vise, une nouvelle fois, à sauver l'économie d'un effondrement plus critique. Cette intervention devrait donc rester éphémère mais pourrait également s'imposer plus durablement si la crise dure.

Ce qui semble clair, c'est que l'Etat social, comme toujours, en même temps qu'il organise la redistribution économique, travaille à accentuer la mise sous contrôle des populations adminis-

trées et à pacifier la situation. Cet événement et la possible multiplication des crises épidémiques dans les prochaines années doivent nous pousser à creuser la critique révolutionnaire de l'intervention de l'État thérapeutique, de son intrusion au nom de la médecine et de la santé collective dans des sphères de plus en plus intimes de nos vies.

En ce qui concerne l'investissement de l'État dans la sphère médicale, les signes sont contradictoires. Si la gestion en flux tendus de stocks de matériel de protection, de tests et la relocalisation d'une bonne part de la production seront sans doute à l'ordre du jour pour mieux maîtriser l'apparition et la propagation d'épidémies dans les mois à venir, la politique libérale de réduction du nombre de lits dans les services hospitaliers n'a pas été freinée, alors même que l'épidémie frappait de plein fouet le pays.

En matière de santé publique, la priorité ne vise pas tant à sauver des vies que de protéger l'économie à travers un système de prévention et de contrôle des populations afin de juguler au mieux la propagation de la maladie sans gêner le bon fonctionnement de l'appareil de production et la consommation. L'investissement dans la télémédecine, soutenu par la mise en place de la 5G, ou dans la robotique médicale annonce également une nouvelle diminution des budgets au profit d'une médecine de plus en plus déshumanisée, concentrée dans les métropoles, et au détriment de la qualité des soins, surtout pour les plus pauvres.

Dans le même temps, des investissements conséquents dans la pharmacie, la médecine génétique ou l'artificialisation de l'humain continueront d'être opérés, pour générer des bénéfices, soigner les plus riches, et continuer la même fuite en avant dans la gestion technologique et scientifique des dégâts générés par cette même technique et cette même science asservies au capital et à l'État. Des industriels, comme le géant du nucléaire ORANO, ont ainsi pu investir dans le nucléaire médical, pour soigner les cancers auxquels leur industrie de mort contribuait à sa juste mesure.

Quelques inflexions ou évolutions de l'appareil de production seront sans doute accélérées par la situation, comme la relocalisation de certaines industries, d'une partie de l'agriculture, la sécurisation sanitaire d'industries, la mise en place du télétravail ou l'ubérisation accentuée de la main d'œuvre. Le gouvernement a même adopté, peut-être de manière mensongère, et assurément par opportunisme politique, des accents protectionnistes qu'on ne lui connaissait guère. Ceci augure peut-être d'un retour du *patriotisme économique* et du *protectionnisme*, que la crise du pétrole de

schiste, opposant les grandes industries du pétrole, soutenues par les États pétroliers, a remis au goût du jour.

A noter, que contrairement à ce que les tenants de la disparition des États-nations au profit de l'Empire et de la mondialisation n'ont cessé de propager, les États n'ont jamais disparu. Ils ont continué de jouer un rôle essentiel dans la politique énergétique apportant un soutien décisif à de grandes firmes nationales dans des secteurs stratégiques. La France n'a jamais interrompu, sous une forme néo-coloniale, ses interventions militaires en Afrique pour soutenir les intérêts d'ELF ou d'AREVA.

Par ailleurs, là encore à l'encontre de certaines idées reçues, la main d'œuvre prolétarisée reste en France primordiale pour faire tourner l'outil de production et le pays, d'autant plus que, contrairement à ce que la propagande patronale laisse entendre, la productivité du travail reste ici très forte. Là encore des évolutions conséquentes de la cybernétique sont en cours, et devraient augmenter encore significativement cette productivité. Le développement d'une nouvelle génération de robotique pilotée sous intelligence artificielle, d'outils connectés et d'un nouveau management impersonnel soumis à des algorithmes contrôlant les faits et gestes des ouvriers et des ouvrières en temps réel, devrait contribuer à intensifier l'exploitation des petites mains corvéables à merci. Le télétravail et l'ubérisation devraient de leur côté de plus en plus concourir à leur atomisation.

Aussi primordiale qu'elle puisse être pour faire tourner l'économie, cette main d'œuvre prolétarisée n'en est pas moins interchangeable dans ce monde de chômage de masse et de déqualification de son travail. Cette société produit une masse de travailleurs et travailleuses qui deviennent donc le plus souvent surnuméraires.

L'achat en masse de matériel sécuritaire et la construction en cours de nouvelles prisons visent à prévenir les révoltes individuelles ou les explosions collectives que la paupérisation de millions de crève-la-dalle promet, non sans transformer ces espaces d'enfermement en marchés juteux. L'économie chinoise se nourrit ainsi de la mise au travail forcé d'une bonne part de ses prisonniers et prisonnières. L'achat massif de lacrymogènes et de drones pendant la période de confinement confirme que le ministère de l'intérieur anticipe sans doute une intensification de la crise économique en cours et que le gouvernement craint que des révoltes n'éclatent.

Aux États-Unis, où le chômage a bondi à son taux le plus élevé depuis la grande dépression des années 30, des émeutes ont éclaté dans plusieurs villes suite l'assassinat de Georges Floyd par la

police. Des explosions sociales secouent de nouveau le Liban ou le Chili, et de nombreuses prisonniers et prisonnières se sont soulevés sur l'ensemble du globe. Ici, le pouvoir craint sans doute qu'à l'identique la situation déjà explosive depuis quelques mois ne vienne à nouveau à s'embraser.

Inutile de préciser que face à toute nouvelle épidémie de masse, les vies des indésirables qui peuplent prisons et centres de rétention, des forçats du travail qui s'entassent dans des usines sordides ou des tafs infects, des « improductifs » parqués dans des hôpitaux psychiatriques ou les EPHAD ne vaudront pas plus chères que ces derniers mois.



PRÉCIS DE DÉCOMPOSITION.

LA SOUMISSION À L'AUTORITÉ et surtout à l'autorité médicale ou scientifique est rarement dénoncée par les enfants perdus de la militance radicale. D'autant plus qu'en bon-ne-s apprenti-e-s gestionnaires, certain-e-s aspirent à en prendre leur part dans la société future. Bakounine était déjà bien seul en 1872 face au socialisme scientifique de Marx et ses disciples, pour s'opposer aux positivistes, lorsqu'il fustigeait le *gouvernement des savants*.

Il nous faut définitivement admettre, sauf à souscrire au délire transhumaniste, que la technique, la science et l'État ne peuvent pas en finir avec la mort. Ils peuvent juste, souvent selon les macabres critères de la rationalité capitaliste, d'État ou privée, en reculer l'échéance et en adoucir le terme, administrer cette échéance, le plus souvent en traitants les patients que nous sommes comme des choses, quantités mesurables, « sauvables » ou « exposables » selon leurs finalités propres, le plus souvent soumises aux critères de l'économie.

Pourtant, en ces temps de pandémies, cette promesse d'une *survie sous contrainte sanitaire* trouve étrangement preneurs, même parmi de fervents défenseurs et de ferventes défenseuses de la subversion de ce vieux monde.

En ces temps d'appel à la soumission durable, des révolutionnaires ont opté à juste titre pour l'*entraide*, en organisant des distributions de repas, en soutenant des compagnons et compagnones en galère. La situation s'annonçait et s'annonce toujours plus dure pour les plus démunis et les plus isolés. L'*entraide*, si chère à Piotr Kropotkine et aux anarchistes, est redeve-

nue effective à des tas d'endroits où l'atomisation était parfois la règle, ou s'est juste offerte une nouvelle occasion de se manifester là où elle existait déjà. La période du confinement a parfois été, en même temps qu'un temps d'isolement imposé, un moment de rencontres entre voisins proches, d'entraide et d'échange, de résistance aux logiques de contrôle social, de suspension du temps de la marchandise et du travail et ce bien au-delà des seuls cercles militants ou radicaux.

Ce ne sont pas seulement les villes qui ont repris un peu souffle une fois les nuages de pollution dissipés, nous avons également retrouvé le goût d'échapper à la routine qui étouffe nos vies : le travail, les transports en commun, les contrôles Pôle emploi ou CAF... Mais ce souffle retrouvé se payait le prix cher, celui du confinement et d'une dépossession accrue. Un confinement dont le prix à payer était plus cher pour les plus isolés ou les confinés de toujours, ceux et celles qui survivent enfermés entre quatre murs, en centre de rétention, en HP ou en cabane.

Dans les milieux militants, l'intervention individuelle ou collective s'est le plus souvent limitée à cette solidarité essentielle, se bornant même parfois à organiser des espaces *safe* pour les amis et les camarades, et surtout, même si c'est en s'en défendant, en se substituant trop souvent à l'État et aux défaillances des humanitaires.

Des *brigades de solidarité populaires* ont ainsi répondu à l'appel de militant-e-s milanais. Là-bas des militants, principalement issus de la mouvance désobéissante, ont joué les vaillants auxiliaires des services municipaux, en participant, en liaison avec les autorités locales et en bénéficiant de leurs infrastructures, à des distributions de nourriture, des livraisons de courses, de masques. Bref, ces brigades, dans la plus pure tradition des désobéissants italiens, ont derrière un discours d'antagonisme avec le capital opéré en toute complicité avec le pouvoir, et principalement joué les supplétifs d'autorités municipales débordées. A aucun moment ces brigades n'ont remis en cause les contraintes sanitaires que l'État italien et les autorités locales mettaient en place. Elles ont même propagé une obéissance servile aux injonctions sanitaires qui se déployaient.

En France, des brigades se sont créées à l'identique dans certaines villes comme à Nantes ou Paris. Moins institutionnalisées, elles ont également distribué de manière plus autonome des repas, des masques aux « *premières lignes* ». Reprenant le vocabulaire guerrier du pouvoir, elles ont cherché, tout en s'en défendant, à pallier sous la forme de l'autodéfense populaire les manquements de l'État et des institutions. Elles ont ainsi distribué des masques à des employés de la

grande distribution, vigiles compris, palliant à cette occasion, comme lors de distributions à des postiers ou des éboueurs, les insuffisances de leurs employeurs. Pour ne pas propager le virus, ces brigades ont appliqué et propagé à la lettre les recommandations des autorités sanitaires.

Si dans leur texte de présentation, elles ont stigmatisé la manière dont l'Etat profite de la crise pour affiner et déployer de nouvelles technologies de contrôle social, c'est pour lui opposer une autre manière, plus douce et alternative, de gérer la crise sanitaire. Cette fois non dans l'intérêt de l'oligarchie, mais dans celle de la classe qu'elles sont censées défendre, et dont les vigiles semblent donc faire partie : le prolétariat.

Si la protection sanitaire, qui s'est ainsi exercée, a sans doute bénéficié aux quelques personnes rencontrées, on a du mal à saisir en quoi elle peut être antagonique avec les intérêts de l'oligarchie qui est censée les employer.

Ce faisant, elles ont déployé à leur maigre mesure une *alter-gestion du désastre*, une autre gouvernance sanitaire, pseudo-autogérée, de la crise. Elles ont répondu au même appel à la responsabilité auquel les organisations écologistes ont répondu dans un Japon meurtri après la catastrophe de Fukushima en multipliant les outils de mesures de la radioactivité : pour vivre avec le virus, les brigades nous apprennent à autogérer nos vies sous contrainte sanitaire, mais *une vie sous contrainte sanitaire populaire*.

Ce milieu, se réclamant pourtant du matérialisme, doit croire au pouvoir performatif des mots. Populaire ou communautaire sont devenus des mots magiques, qui défont les rapports sociaux ou les pratiques que les mots qui les précèdent entretiennent d'habitude. Une police communautaire ou populaire n'est pas une police, une démocratie populaire n'est pas une démocratie expropriatrice, la justice populaire n'est pas une justice répressive, etc.

Elles ne mentent en rien lorsqu'elles annoncent vouloir donner une trajectoire *politique* à des pratiques sociales d'entraide déjà existantes et dispersées. Leur intervention s'inscrit bien dans une perspective gestionnaire, se construit comme un élément de ce qu'elles nomment la « *genèse d'un contre-pouvoir effectif* », et cherche à rassembler sous une même bannière un ensemble de pratiques sociales autonomes, pour leur donner une existence formelle, unifiée, « publicisable » et gouvernable. La mise en spectacle des activités devient primordiale pour récolter des dons, la langue de bois de la politique la plus classique se substitue à tout retour critique. Ce sont en fait, sous couvert d'entraide et de survie, et sans doute porté par les meilleures intentions du monde, les

vieilles ficelles de la Politique qui sont remises au goût du jour. Les brigades entendent *représenter* les classes populaires, travaillent pour elles, et leur transmettent leurs propres *modes de vie sous contrainte sanitaire*.

Ce nouveau milieu radical, obsédé par les *pratiques collectives* et *les réalités matérielles*, par le commun et la rencontre plus que par l'individualité et la liberté, s'est refusé à voir c'est que le temps du confinement et du déconfinement implique, autant que de nouvelles conditions d'existence encore plus précarisées, la fabrication de nouveaux rapports sociaux, dont la distanciation sociale, la mise en mesure du monde et des vies et la mise aux normes des espaces de travail sont quelques symptômes parmi d'autres. Ces rapports ne sont pas neutres, mais s'inscrivent dans des rapports au monde, à la technologie et à la médecine marqués par une histoire de domination et d'exploitation, qui font partie intégrante de notre aliénation et de notre dépossession.

Et malheureusement, ces interventions, si elles ont sans doute permis de nouer des contacts, d'informer des travailleurs et des travailleuses sur leurs possibilités de faire grève ou d'exercer leur droit de retrait, et aussi « populaires » qu'elles aient pu être, n'ont jamais visé à subvertir ces nouveaux rapports sociaux qu'Etat, capital et autorités médicales tentaient d'imposer. Elles ont même parfois, sans doute au corps défendant de leurs initiateurs et initiatrices, contribué à les renforcer.

Si l'entraide et l'attention aux autres sont primordiales pour résister au rouleau compresseur destructeur que la crise et sa gestion ne manquent pas de faire rouler sur nos sales trognes plébéiennes, il apparaît nécessaire qu'elles ne viennent pas renforcer des dispositifs ou des rapports sociaux qui en perfectionnent par ailleurs les rouages.

La véritable question étant alors, comment développer ces formes de résistances et d'entraides souhaitables, capables de remettre en cause l'emprise quotidienne de l'économie sur nos vies, tout en conservant l'ambition pratique qu'elles servent à subvertir ce vieux monde ? Comment éviter que ces formes d'entraide n'aient pas pour vocation essentielle de servir de pansement aux dégâts générés par la crise en cours, mais visent bel et bien à subvertir, par la solidarité immédiate, et l'attaque des mesures d'urgence qui renforcent la domination et l'exploitation, ce vieux monde fait de désastres et d'agonies ?

A Caen, cette entraide s'est entre autres exprimée par la mise en place d'une fiche-conseils. Outre quelques rappels de prudence face à la société de contrôle numérique qui se déploie et une

critique de l'instrumentalisation de la pandémie à ces fins, cette fiche éditée et distribuée par des anciens et des anciennes du squat du Marais, qui accueillait encore il y a quelques mois quelques centaines de migrant-e-s, condense quelques contacts et conseils. Pêle-mêle, on trouve le contact du syndicat SUD pour les conseils sur le droit du travail, d'associations comme le Plannig familial ou d'avocats contre les violences conjugales, le contact bienvenu du CROC— collectif anti répression caennais. La fiche y ajoute également le contact de toutes les associations humanitaires du coin pour les aides alimentaires, comme La Croix Rouge dont l'intervention cogestionnaire dans la machine à expulser les sans papiers n'est plus à rappeler. Cerise sur ce gâteau indigeste, pour les informations, la fiche nous conseille l'équipe de Racailles dont une majorité de personnes vient de se présenter au conseil municipal et dont l'un des animateurs historiques, nouvellement élu, a condamné le saccage des locaux LREM lors d'une manifestation en février dernier. Bref, cette fiche, loin d'encourager une réelle autogestion et l'entraide, favorise la mise en contact d'associations et de groupes qui n'ont de cesse de nous déposséder des luttes et de toute possibilité réelle d'entraide.

Dans ces temps de suspension de la normalité, les réseaux de l'économie sociale et solidaire ont également joué leur rôle de normalisation des comportements. Dans les AMAPS, sans trop de surprise au vu de la soumission aux normes écobio-logiques auxquelles ces réseaux ont accepté de se plier, et qu'elles n'ont même eu de cesse d'encourager, la vie sous contrainte sanitaire était souvent poussée à son paroxysme. *L'esprit citoyen* qui préside à ce genre de réseau ne peut que favoriser cette soumission durable aux normes sanitaires, qui le plus souvent en matière d'agriculture ne font pourtant qu'accélérer la disparition des plus petites exploitations au profit d'une agriculture locale et biologique industrielle, capable d'absorber le choc des lourds investissements que ces mises aux normes impliquent. Sans plus de surprise, la ZAD normalisée a suivi la même pente.

D'autres, parfois les mêmes, sont allés plus loin en appelant à *suspendre la lutte* le temps de l'épidémie. Une tribune diffusée simultanément sur Lundi matin, Médiapart, Reporterre, Bastamag, Politis, Mouvement, Regards, Rapports de force... c'est-à-dire toute la fine fleur de la « gauche radicale », et signée de sociologues, philosophes, syndicalistes, artistes, antinucléaires, c'est-à-dire toute la crème de l'intelligentsia qui l'accompagne, appelle quelques jours seulement après l'annonce du confinement à rejoindre le groupe

Covid-entraide France, pour organiser l'entraide d'une part et se préparer à organiser la lutte contre un monde devenu définitivement irrespirable d'autre part... mais après le confinement. Le tout « *en restant chez nous pour le moment, mais dans la rue dès que possible* » « *Le Covid-19 rend indispensable, pour l'heure, leur confinement. Mais révoltées ou confinés, nous mourrons d'un système qui recherche le profit et l'efficacité et pas le soin, le pouvoir et la compétition et pas l'entraide. (...) Nous appelons donc à renforcer la solidarité et l'auto-organisation pour faire face à la pandémie et la crise systémique, partout où c'est possible, sous toutes les formes imaginables, tout en respectant la nécessité absolue du confinement pour freiner la propagation. (...) Il y aura un avant et un après. Nous sommes pour l'instant confiné-e-s, mais nous nous organisons. Et, pour sûr, nous reprendrons les rues, les jardins, les outils de travail, les moyens de communication et les assemblées, ensemble.* » Il s'agit bien d'accepter leur confinement, comme si ce confinement imposé n'était pas régi par leurs intérêts.

La stratégie du *jour d'après*, énième avatar des tactiques publicitaires du spectacle militant construit une ligne politique qui vise à s'appliquer à l'ensemble du milieu. Quiconque n'entend pas déposer les armes en cette période de Grand Confinement, est un irresponsable, un puriste, voire un négationniste qui nie l'existence du virus.

Pendant que dans les prisons et les centres de rétention du monde entier, des confiné-e-s de toujours, exposé-e-s sans commune mesure au virus, se révoltent contre la restriction de leurs rares espaces de liberté, gagnent les toits, incendient des bâtiments, pour les plus chanceux ou chanceuses arrivent à se faire la belle, pour certain-e-s s'exposent à une répression inouïe conduisant même à la mort certains d'entre eux, nos cher-e-s militant-e-s nous demandent d'être patient-e-s et discipliné-e-s. Mais attention, après « *ça va barder !* », « *rien ne pourra plus être comme avant* ».

Comble du ridicule, ce milieu militant nous recommande non seulement les applaudissements de soutien au personnel hospitalier, mais également, cerise sur la tarte à la crème, appelle à manifester sur son balcon ou à sa fenêtre. La pose de banderoles hostiles à la gestion gouvernementale de la crise devient le nec plus ultra de la révolte. Le pouvoir répond avec un ridicule équivalent en perquisitionnant ou portant plainte, en faisant intervenir sa volaille pour faire décrocher les banderoles « rebelles ». De l'appel aux blocages économiques nous sommes soudainement retournés à *l'indignation* et à la *télé-protestation*. Des militants cybernétisés habillent même de slogans virtuels monuments, ministères et autres lieux sym-

boliques sur leur page Facebook ou leur compte Instagram, sorte de *militantisme second life* sous contrainte sanitaire.

Ces réseaux militants tissent leurs relations sur la toile, s'associent ou se fracturent au rythme des échanges numériques. Déjà avant le confinement, lors du mouvement des retraites ou des Gilets Jaunes, Telegram et autres Facebook ont commencé à jouer un rôle grandissant dans l'organisation collective des luttes. Les assemblées se sont transformées en chambres d'enregistrement de décisions déjà prises par des groupes. De nouvelles formes bureaucratiques et de nouveaux appétits gestionnaires ont émergé et fini de vider les assemblées de lutte de toute subversion, pour finalement les remplacer par des formes hybrides où des chefferies militantes, des inter-organisations ou des inter-syndicales ont le dernier mot.

Aux assemblées a succédé l'organisation numérique. Sous confinement, ce militantisme 2.0 peut d'autant plus s'imposer comme réponse à la situation, que se croiser devient complexe. Les groupes *Covid entraide* ou le mouvement *Le jour d'après* se sont constitués de cette manière. A Caen, la seconde dynamique réunit un cartel d'organisations et de collectifs, dont un énigmatique groupe Gilets Jaunes. C'est une accumulation d'identités de groupes qui composent entre elles, s'associent puis se fracturent au gré des situations et des clics. Chacun représente son groupe, dans la plus pure tradition politique ou syndicale, certains comme ce groupe Gilets Jaunes allant jusqu'à s'attribuer et confisquer l'identité d'un mouvement tout entier. On y trouve Extinction Rebellion, Unis pour le climat, les syndicats, les collectifs écologistes, Alternatiba, Attac.... Bref, c'est *la gauche d'hier* qui s'organise toujours comme hier mais sous contrainte numérique, en cherchant dans ces formes hybrides et numériques à retoucher son image à la palette graphique.

C'est de cela dont il est pour l'essentiel question quand il s'agit de faire composer des mondes. Ce que la composition fabrique, ce n'est qu'une forme déjà mille fois expérimentée par les autoritaires et les réformistes, qui consiste sous prétexte de « faire commun » à renoncer à tout discours et toutes pratiques réellement subversifs, et sous le drapeau du pragmatisme à renoncer à toute perspective révolutionnaire ici et maintenant. Dans la composition tout s'organise au sommet, entre bandes, groupes, collectifs, organisations. L'outil informatique, comme la composition et l'interconnexion/déconnexion des groupes, en rendant les modes de décision fuyants, favorise juste l'émergence de formes de bureaucratisation plus obscures et mouvantes, et le règne des chefs de

bandes et de groupes.

Par ailleurs, la soumission à ce militantisme connecté impose son propre rythme. Le problème n'étant pas seulement alors qu'il y aurait une inégalité due, comme la nomme les progressistes de gauche, à la « fracture numérique » qui sépare- raient les « branchés » des « débranchés », mais que cette façon de « réseauter » impose un rythme qui n'est soutenable que par le militant professionnel. Ça tombe bien, nombre de militants et militantes néo-gauchistes, même certains et certaines se réclamant encore de l'autonomie, se rêvent comme tels.

L'utilisation de l'outil numérique et téléphonique implique par ailleurs des comportements et des systèmes de surveillance et de contrôle qui ne jouent pas en faveur de l'émancipation. La traçabilité et le contrôle que favorise notre connectivité, que ce soit via nos téléphones portables, nos ordinateurs ou les objets connectés qui peuplent ou sont appelés à peupler nos vies, rendent encore plus vulnérables nos modes d'organisation et notre capacité à traduire nos idées en gestes et intensifient la surveillance et la répression surtout pour ceux et celles qui n'ont pas renoncé à rompre avec la légalité.

Cette traçabilité a permis de confondre nombre de gilets jaunes destructeurs ou incendiaires ou de pister et comprendre nombre de modes de fonctionnement subversifs. Les opposants et les opposantes à la poubelle nucléaire de Bure ont ainsi pu tester l'utilisation du logiciel ANACRIM de la gendarmerie qui permet de cartographier et d'analyser la densité d'un réseau de relations à partir de la mise sur écoutes ou de la captation des numéros de centaines d'antinucléaires. Depuis longtemps le pouvoir a démontré sa capacité à recueillir des données sur les milieux militants. Mais pendant quelques années, la progression de la surveillance policière a été retardée par sa difficulté à traiter, analyser ces données pour les rendre pertinentes et exploitables. Tout s'accélère aujourd'hui. L'exploitation et l'analyse des informations recueillies deviennent toujours plus précises, permettent de lever des nombreuses zones d'opacité et nécessite de moins en moins de ressources humaines pour reprendre leur expression.

Dans ce contexte favoriser l'outil numérique comme mode d'organisation, même emprunt de mille précautions et recommandations, reste dangereux tant cela tend à banaliser l'utilisation d'un outil de contrôle et de surveillance qui ne sert d'ailleurs pas que les flics et le renseignement, mais permet également d'affiner et de cibler l'arsenal publicitaire censé créer ou susciter en chacun et chacune d'entre nous de nouveaux besoins, toujours plus artificiels et marchandisables.

Rien ne peut remplacer l'auto-organisation à la base, en rapport direct de vis-à-vis. Les assemblées, les groupes d'affinités ou les collectifs, malgré les défauts qui les traversent et les rapports de pouvoir qui peuvent s'y jouer, laissent l'occasion de les déjouer en face à face. L'auto-organisation directe, sans les éliminer, limite la représentation à l'exceptionnel, permet de contester directement les postures politiciennes, les dépossessions, les prises de pouvoir.

Même l'Espagne franquiste ou la Russie tsariste ont connu, dans des conditions bien plus défavorables, leurs assemblées révolutionnaires et leurs groupes d'affinités à même d'attaquer l'existant. D'août 1882 à novembre 1884, la *bande noire*, une organisation anarchiste diffuse, organise la résistance ouvrière à l'exploitation à Montceau-les-Mines, dans un bassin minier tenu de mains de fer par le patronat, les contremaîtres et l'Église, en ayant recours à la dynamite. Les ouvriers révoltés, opposés aux thèses syndicalistes de l'époque et acquis aux idéaux anarchistes, s'organisent au cœur des bois, en société secrète, pour préparer leur riposte, échapper à la répression, nouer des liens subversifs. Le pouvoir qui craint encore l'influence des communards et des communardes, et la reconstitution de l'Internationale dissoute, imagine un mouvement puissant, et administre la répression.

Renoncer à l'auto-organisation pour répondre à une situation exceptionnelle, c'est s'exposer à de fortes déconvenues en terme de dépossession et de prises de pouvoir. Rien dans la situation que nous avons vécue n'implique ce renoncement. Même si ces périodes de ruptures, encadrées par les gouvernements et les appareils de propagande, favorisent toutes les autorités.

Les vieux modes d'organisation anarchistes par groupes d'affinités, complétant des assemblées qui n'ont pas forcément pour but de prendre des décisions, mais de discuter, se coordonner, sont d'autant plus pertinents dans ces situations.

Mais le plus inquiétant dans ce *précis de décomposition du sens critique* en milieu militant reste encore sa soumission à la double autorité de la médecine et de l'État que la situation a fini de révéler, en laissant exploser une foi irréductible dans la protection qu'est censée apporter l'État social et le service de soin public. La sommaire fiche de conseils éditée sur Caen nous recommande par exemple de nous organiser pour « *imposer au gouvernement un système de santé indépendant de la recherche de profits financiers* »

Cette foi révèle une incapacité à penser en quoi *l'État social* lui-même est un produit de la domination et de l'exploitation sous leurs différentes dimensions et formes historiques, en quoi il en

renforce l'emprise et en quoi par ailleurs *la médecine* produit son propre pouvoir renforcé par l'industrie pharmaceutique et la figure de l'expert, bref une profonde incapacité à penser la liberté et l'individu. En ce sens les références omniprésentes et unidimensionnelles à Marx et Spinoza de toute une part de ce milieu ne pouvait déboucher que sur ces impensés. Pour l'un comme pour l'autre, l'individu n'existe pas, la liberté est un leurre.

Il n'est d'ailleurs, preuve en est, pas nécessaire d'être fin marxiste pour comprendre ce que cette foi en l'État social doit au milieu professionnel dans lequel exercent nombre de protagonistes de ce néo-radicalisme militant, universitaire jusqu'au bout de la langue, et ce qu'elle doit à la pensée de la gauche politique.

La plupart des manifestations post-confinement se tiennent devant les hôpitaux, soutiennent les soignants et soignantes, mais sans questionner le pouvoir des blouses blanches. Certaines répondent même aux injonctions gouvernementales de déconfinement sous contrainte sanitaire en exigeant le port du masque, le maintien de la distanciation sociale dans les manifestations. Une raison supplémentaire de s'en tenir à bonne « distance sociale ».

La soumission à l'État a également trouvé des alliés chez les souverainistes et les citoyennistes, qui ont trouvé quelques adeptes dans le soulèvement des Gilets Jaunes, et qui demandent le retour d'un État souverain, réellement au service du peuple, un État social, interclassiste, réunissant illusoirement les intérêts de tous et toutes, la critique de l'État se voyant remplacer par celle de l'oligarchie. Ce ne serait pas l'État qui oppresse mais sa confiscation par une élite corrompue, par la finance pour les souverainistes de gauche, par l'étranger pour les souverainistes racistes d'ultra-droite. Il ne resterait plus alors qu'à remplacer la mauvaise élite par une nouvelle, au service du peuple, comme par magie uni dans ses intérêts.

Pourtant que ce soit en matière de catastrophe nucléaire, de désastre industriel ou de scandale sanitaire, l'État a démontré en maintes occasions qu'il pouvait rivaliser, sans rougir de la comparaison, avec les grands capitaines d'industrie. Des sacrifices massifs de liquidateurs à Tchernobyl au scandale du sang contaminé, les technostructures d'État du monde entier ont prouvé à chaque occasion leur manque de sagacité et la réalité de leur désintéressement. Les experts d'État ont rappelé lors de la gestion de chacun de ces désastres qu'ils n'échappaient pas davantage que leurs homologues du privé au cynisme utilitaire et à cette « imbécilité technologique » si chère à l'anthropologue de la médecine Jean-Dominique Michel.

Rien ou si peu ne distingue les différents modes d'administration du désastre en ce qui concerne leur soumission à la raison utilitaire et à la logique de l'économie.

Le citoyennisme qui depuis quelques années reprend du poil de la bête et a fini, pour répondre à l'idéologie de la composition, par contaminer la sphère autoproclamée «radicale» et «autonome», maintient l'illusion que l'Etat peut être garant de l'intérêt général et d'une gestion de crise sanitaire débarrassée des conflits d'intérêt et de sa soumission aux lois de l'économie de marché. Seulement l'Etat n'a jamais été cet organe neutre et désintéressé que la fiction républicaine n'a eu de cesse de nous vendre.

Dans nos régimes, l'Etat défend les intérêts d'une *classe sociale*. Toutes ses fonctions sociales s'exercent dans le sens du maintien de cette classe au pouvoir, et du développement de l'économie. La fonction publique n'y est en rien un rempart au développement du capitalisme. Les grandes structures de recherche, les grandes firmes industrielles d'Etat, soutiennent la construction des grandes infrastructures techniques et technologiques qui permettent au capital de prospérer. La flicaille et la justice, en organisant le maintien de l'ordre existant, ne font que renforcer l'emprise capitaliste. La foi dans la technique et la science ne fait de son côté que raffermir la soumission à l'expertise et à son pouvoir intrinsèque. Dans nos régimes, cette séparation entre les deux sphères, publique et privée, est d'ailleurs toute relative, tant leur personnel d'encadrement est le plus souvent interchangeable. Ce sont souvent les mêmes technocrates qui, du nucléaire à la santé en passant par la finance, basculent des grands corps d'Etat aux grandes multinationales, des ministères aux cabinets conseils, selon leurs succès, leurs déboires, leurs envies.

Lorsqu'il prend totalement place comme dans les régimes dits « populaires » ou « ouvriers », l'Etat fabrique une classe spécifique, nouvelle classe dominante et exploiteuse, *la bureaucratie*, avec ses intérêts propres, distincts de ceux de la plèbe qui continue à faire tourner l'outil de production, ayant troqué les patrons d'hier pour ceux d'aujourd'hui.

Des deux côtés du spectre de l'organisation économique de l'exploitation, capitalisme d'Etat ou capitalisme privé, toujours des technostructures, toujours l'organisation scientifique du travail, toujours l'exploitation, toujours des prisons, et toujours un système de santé soumis aux intérêts de la domination.

C'est l'Etat et le capitalisme dans leur entièreté qu'il faut abattre, et l'économie qui ne fait que perpétuer un rapport au monde fait d'exploitation

et de transformation des êtres et du monde en ressources. *L'utilitarisme* n'est pas l'apanage du capital ou de sa fraction financière, c'est un rapport au monde beaucoup plus profond, ancré dans la manière même dont l'économie ou le pouvoir appréhendent le monde, et donc beaucoup plus complexe à défaire.

Il a présidé en milieu militant, durant cette longue mise sous écrou sanitaire, une ambiance beaucoup trop *gestionnaire*, incapable de rompre radicalement avec l'esprit de gouvernabilité sanitaire du moment. Ce n'est pas de telles propositions et une telle ambiance collective, ni en terme de solidarité, ni en terme de proposition collective de résistance, de lutte et d'attaque, qui était en mesure de répondre à la situation. Pour les plus gestionnaires, la situation n'a fait que renforcer un goût pour la discipline, une *pulsion d'ordre*. Ceux et celles-là, enfants perdus et hébétés de la gauche autoritaire, parfois inconscients de leur héritage, se rêvent en *alter-gestionnaires* de crise, califes à la place du calife.

Dans ce contexte, une bonne partie de ce milieu passe le plus clair de son temps à déterminer et énumérer les précautions que nous devrions prendre, parfois en culpabilisant ceux et celles qui se refusent à répondre à ces injonctions, le plus souvent paradoxales.

Une nouvelle fois le milieu militant, qu'il s'auto-définisse comme autonome ou libertaire, n'a été que rarement à la hauteur des événements. Ce milieu et ses différentes composantes ont été incapables de penser cette situation, inédite à son échelle, autrement qu'en la faisant rentrer de force dans ses propres catégories idéologiques. L'événement n'y fabrique alors rien d'autre qu'une *sidération* accompagnée d'une reprise de la routine déjà à l'œuvre.

Ces quelques considérations acides ne doivent pas nous exonérer de reconnaître que nous avons nous-mêmes parfois été confinés, malgré quelques analyses partagées entre compagnons et compagnones, à l'impuissance durant ces quelques semaines, avec tout le sentiment de relative dépossession que cela induit et que nous avons fini parfois bon gré, mal gré, par accepter, faute de complices suffisants et de perspectives ouvertes.



J'IRAI CRACHER SUR VOS MASQUES.

COMMENT OUBLIER L'EXPÉRIENCE que Stanley Milgram réalisa au début des années 60 sur la soumission à *l'autorité* ? Comment oublier cette

majorité de personnes à qui l'on demandait d'infliger des chocs électriques à des élèves qui ne savaient pas répondre à leurs questions, et qui acceptaient par soumission d'appliquer ces gestes de torture ? Comment oublier que la force de l'autorité scientifique faisait plier des consciences pourtant bien peu enclines à se transformer en tortionnaires ? Comment oublier également que cette autorité de la science a servi à légitimer les pires théories et les pires crimes de l'ère moderne, que des techniques et des technologies, dont la science moderne a précipité les découvertes, leur ont servi d'ossature ? Comment oublier que la technique et la science imposent des rapports sociaux et l'architecture d'un monde de domination et d'exploitation, sous l'emprise de l'Etat et du capital ?

Cette suspension du temps soumise à une *normalité sous contrainte sanitaire* donne envie de cracher sur les masques qui couvrent les visages, sur la distanciation sociale qu'ils maintiennent. Non pas de cracher sur les objets qui permettent de se prémunir légitimement de la maladie, mais sur le rapport social et humain dont ils sont les symboles omniprésents, de la rue au travail, et dont la crise sanitaire a révélé l'emprise profonde dans nos imaginaires ; de cracher pour se révolter contre notre dépossession effective face aux maladies que ce monde participe sinon à créer, au moins à propager ; de cracher sur les masques que l'Etat impose de porter sous peine de sanctions dans certains endroits ou refuse de fournir à d'autres, sur cette traçabilité que la soumission à l'ordre médical tente de justifier, sur ces prises de température imposées dans certains établissements, sur les brigades sanitaires et leur traque des malades, bref sur cette vie sous contrainte sanitaire que l'épidémie est venue légitimer.

Cette emprise médicale agit comme un *fait social total* comme aiment à les nommer les anthropologues. Aucun aspect de nos vies, qu'il se rapporte au travail, à notre soumission à l'appareil étatique ou à notre vie la plus intime, ne doit plus lui échapper.

Apparaît encore plus évidente a posteriori la nécessité de déjouer les impératifs de ce confinement administré. Pour combattre la situation, il y avait une autre manière, plus offensive que celle de propager l'entraide et multiplier les prises de position de principe ou de préparer le jour d'après, notamment de délégitimer dès les premiers jours du confinement les mesures policières prises, de propager les grèves et les sabotages en solidarité avec les travailleurs-ses confiné-e-s à des turbines qui ne sont utiles qu'à l'économie, de soutenir en gestes comme en mots les luttes de prisonnier-re-s et de sans papiers, d'encourager la

grève des loyers lancée aux Etats-Unis, bref en refusant de renoncer à saboter ce vieux monde et de désarmer notre conflictualité.

Briser ce rapport social de soumission à l'autorité reste une urgence aujourd'hui. Plus il se prolonge sans anicroche, plus il fabrique un monde dont il sera difficile de s'extraire, d'autant plus que toutes ces autorités, qu'elles soient médicales, scientifiques, étatiques ou économiques auront pris leurs aises, feront partie de notre paysage familier.

Nous avons déjà accepté de nous soumettre à notre traçabilité numérique. Nous en sommes mêmes les principaux promoteurs et promotrices. Si nous l'avons ainsi accepté si facilement c'est que cette traçabilité ne s'est jamais présentée sous le masque de la société de contrôle qu'elle ne manque pas de propager, mais sous les habits beaucoup plus ludiques de la convivialité. Nombre de technologies se sont imposées de la sorte dans notre quotidien, sans coercition explicite mais avec au contraire notre pleine et entière complicité.

La médecine a cette particularité supplémentaire qu'elle prétend agir, et agit réellement au quotidien, dans notre intérêt. Ce sont réellement les médecins, les soignants et soignantes qui ont sauvé des vies, qui se sont confrontés à l'horreur répétée du tri et de cette médecine de guerre. L'autorité de la médecine, confondant soin d'urgence et gestion de masse des populations, est d'autant plus difficile à défaire qu'elle apparaît et est à bien des égards légitime, qu'elle est garante de notre survie biologique.

La question essentielle n'a donc jamais été de choisir individuellement ou collectivement de se confiner ou non, mais celle de se soumettre ou non à un confinement et un déconfinement administré, de se soumettre ou non à l'autorité de l'Etat, mais également à l'autorité médicale.

Le véritable scandale a été d'entendre de prétendu-e-s révolutionnaires recommander de suspendre en ces temps de pandémie la guerre sociale que nous menons à l'Etat et au capital, alors que des millions de travailleurs, des milliers d'incarcéré-e-s étaient soumis à la contagion et à une privation de liberté encore plus drastique que d'habitude, que l'Etat intensifiait, pas uniquement sur le terrain policier, ses outils de contrôle, et que le patronat, soutenu par des mesures d'exception économiques, amplifiait l'exploitation.

La moindre des dignités et des solidarités imposait alors bien de dénoncer *ce grand confinement comme forme de domination*, cette dénonciation n'impliquant pas la décision individuelle ou collective de se prémunir de la maladie en se confinant, ou d'appliquer des mesures de protection

simples, moins lourdes et contraignantes, pour protéger des proches ou éviter la contagion. A noter tout de même que, même moins violentes, nombre d'épidémies, causes d'une mortalité loin d'être anodine, n'amènent pas des camarades ou des compagnons et compagnonnes à faire leurs mesures aussi drastiques. Enfin la réelle aberration était celle de partir à la chasse aux irresponsables en « dénonçant » les petits et petites camarades qui refusaient de se soumettre à ce confinement administré.

On ne peut que comprendre le stress et les angoisses légitimes qui se basent sur les effets réels de cette pandémie, comprendre ceux et celles qui ont choisi un confinement strict, mais il était nécessaire de refuser de s'organiser à partir d'une généralisation de ce rapport au monde qui ne peut rien promettre de plus qu'une *alter-gestion de crise*.

S'il est important dans ces moments de crise d'organiser et propager l'entraide, de prendre soin les un-e-s des autres, la prépondérance de cette prise en soin sur l'analyse de la situation et l'action directe contre les formes d'autorité, d'exploitation et de domination, qui promettaient de se développer, aurait dû être primordiale pour ceux et celles qui entendent participer à bouleverser ce monde.

Cependant, aussi total soit son emprise, ce monde administré ne réussit pas à enrégimenter tout le monde. A cette demande de soumission répond une *résistance diffuse*, et à maintes occasions une *révolte* plus profonde et déterminée. L'appétit de contrôle du pouvoir que cette épidémie a suscité n'atteint pas forcément ce qu'il vise. Toutes ces autorités, aussi suivies qu'elles soient, sont regardées avec suspicion et critique. Les règles et les outils de contrôle sont souvent détournés ou évités, chacun et chacune fabriquant, aujourd'hui comme hier, son propre rapport à la médecine et au soin.

Chacun et chacune a joué avec les autorisations dérogatoires de déplacement pour se soustraire à la règle. Les autorités étaient dans l'impossibilité concrète d'appliquer totalement un suivi des déplacements. La traçabilité des malades que les brigades sanitaires sont censées organiser fait par ailleurs face à une résistance de ces derniers et dernières. Nombre d'entre eux et elles semblent refuser de retracer leur réseau de relations, pour des raisons sans doute surtout personnelles, mais pas moins légitimes que celles de se révolter. Quant à l'application Stop-Covid, elle est loin de trouver massivement preneur, et devient de fait inopérante. Les données récoltées ne devraient pas permettre d'affiner la gestion des prochaines crises sanitaires.

Même sous la menace de l'épidémie, le *goût de la liberté* reste bien vivant. La *tension* entre ce goût, dont la restriction n'est pas vécue théoriquement mais touche à notre expérience la plus intime, et la volonté de contrôle et de domination du pouvoir, est loin d'être brisée. Elle s'exprime de manière diffuse ou finit par éclater de manière plus antagonique. Résistances et incendies se sont propagés durant des semaines comme autant de lucioles dans la nuit.

A Caen, dans de nombreux quartiers HLM, même en temps de confinement, la vie normale, non sans précautions et traversée d'une entraide préexistante ou revivifiée, a repris assez rapidement son cours. À la Grâce de Dieu et à Hérouville-Saint-Clair, les refus de se soumettre à la contrainte sanitaire ont donné lieu à des descentes de la BAC et des contrôles réguliers des flics. Selon les quartiers, les zones géographiques, la promiscuité de la menace épidémique, la surcharge des services hospitaliers, ce sont parfois des réactions inverses qui ont eu lieu. Dans certains quartiers populaires parisiens, face à la forte menace épidémique, des tas de personnes ont bricolé leurs propres mesures de précaution.

En tout en France, c'est plus d'1 million d'amendes qui ont été balancées, le plus souvent à l'entière discrétion des flics, pour quelques 20 millions de contrôles. Mais partout, ce sont les conditions d'exercice de cette contrainte sanitaire qui ont fait émerger l'insoumission et la révolte.

Sur les lieux de travail, des formes de résistance se sont également manifestées pour dénoncer ou fuir des conditions de travail dégradées par l'état d'urgence, une sur-exposition à la menace épidémique. Difficile d'expliquer à ces millions de travailleurs et travailleuses prolétarisées, méprisé-e-s au quotidien, que la promiscuité sociale qui leur est interdite lorsqu'ils et elles sortent du turbin leur est vivement conseillée lorsqu'il s'agit de trimer pour que ce monde ne s'effondre pas et que quelques actionnaires continuent de toucher leur pognon.

Des grèves, des débrayages ont éclaté de manière minoritaire dans la grande distribution, la logistique, sur les chantiers navals de Saint-Nazaire. Mais c'est également de manière plus diffuse, par l'exercice du droit de retrait, les arrêts maladie ou l'absentéisme que cette résistance à la mise au travail sous contrainte sanitaire et économique s'est manifestée. Dans certains secteurs, comme le nettoyage, l'absentéisme est monté certains jours jusqu'à 40%.

Aux États-Unis, sauvages ou appelées par les syndicats, des grèves commencent à se multiplier. Au Bangladesh, des manifestations et des grèves ont éclaté dans le textile. Des manifestations

contre la pauvreté et la faim ont été réprimées au Honduras. Au Liban comme au Chili, le confinement n'a pas réussi à endiguer les révoltes en cours.

Mais même si partout pour le moment c'est autour des conditions élémentaires de survie que les grèves s'organisent, que ce soit pour refuser la surexposition au virus ou pour s'opposer à la dégradation des conditions de travail, et non pour remettre en cause l'exploitation et la domination dans leur essence même, cette époque épidémique ne manque pas de révoltes.

Dans certaines régions du monde, comme au Mexique, en Sicile, au Honduras ou Mozambique, où dominent une économie informelle et le travail illégal, l'épidémie a généré des formes de réappropriation par des pillages ponctuels de marchandise. Ce qui ne signifie pas que nous ayons pour le moment affaire à une vaste vague d'auto-réductions, comme dans l'Italie des années 70, ni qu'elles soient motivées par un même esprit antagonique, et le même désir furieux d'en finir avec ce vieux monde et ses désastres.

Mais cette crise, par son surcroît d'administration des vies et de domination, sa boulimie de contrôle, mais également par l'accentuation de l'exploitation et de la précarité qu'elle génère, suscite l'intensification de *tensions* parfois anciennes, parfois plus neuves, dont il est encore difficile de mesurer l'explosivité.

S'il n'existe pas, comme l'affirme la téléologie marxiste, de contradictions menant inéluctablement à la révolte, puis à la révolution, ni d'eschatologie messianique de l'insurrection comme le psalmodie le Comité Invisible, il existe bien des tensions qui rendent des situations plus propices à la révolte et à l'insurrection. L'époque n'en manque pas. Savoir si ces situations seront propices à un regain de liberté ou au contraire à une soumission plus forte et plus durable, c'est une toute autre histoire, mais une histoire ouverte.

Dans cette période, les confiné-e-s de toujours qui peuplent prisons et centres de rétention ont été les plus prompts à se révolter. Alors que le confinement signifiait pour eux et elles, la fin de tout contact avec l'extérieur, la généralisation de conditions de détention similaires à la mise à l'isolement, mais à 3 ou 4, voir plus par cellule, sans plus aucune activité, sans revenus, sans parloirs, avec une réduction drastique des promenades et des possibilités de rencontres et d'échanges, des conditions d'hygiène et de protection sanitaire réduites à néant, et l'enfermement dans de possibles incubateurs à Covid, nombre d'entre eux et elles ont gagné les toits, incendié leurs cellules, gueulé leur rage, et même pour quelques trop rares chanceux ou chanceuses réussi à se faire la belle.

Des prisons aux centres de rétention en passant par quelques révoltes spontanées contre les contrôles policiers, et quelques gestes d'insoumission, des révoltes n'ont cessé d'exploser. Elles ne sont pas ou peu venues du « milieu radical », mais bel et bien de ceux et celles que ce grand confinement vient mettre encore plus qu'hier à mal. Ce que le confinement et l'administration de la contrainte sanitaire sont venus confirmer, c'est leurs caractères profondément inégalitaires et carcéraux, comment ils ne faisaient qu'opérer un tri entre les personnes à exposer et celles à isoler, selon les critères déjà bien trop connus de la domination et de l'exploitation.

C'est avec ces révoltes, ici et maintenant et non en attendant les calendes grecques du jour d'après, et avec toutes les contradictions qu'elles ne manqueront pas de fabriquer, qu'il est primordial aujourd'hui d'entretenir des affinités.

Par ailleurs, si cette période épidémique a accéléré et légitimé le recours à de nouveaux modes de production, outils de contrôles et raffinements technologiques, elle a également rendue manifestes certaines de ses vulnérabilités. En même temps que ces évolutions rendent sur bien des aspects les possibilités de nous organiser et de nous approprier la lutte plus complexes, elles révèlent ou accentuent également de nouvelles fragilités.

Il suffit par exemple d'une disquette ou de produits incendiaires pour attaquer des nœuds névralgiques d'un monde sous confinement ou d'une société où le télétravail s'est généralisé. Le 5 mai dernier, une partie du Val de Marne se réveillait dépourvue d'accès à Internet. En une vingtaine de lieux, des câbles de fibre optique ont été sectionnés à la disquette, occasionnant la mise à l'arrêt de Data Center, de la connexion d'un commissariat, mais également du site de Paris en ligne WINAMAX. Il faudra plusieurs jours aux techniciens d'Orange et d'autres opérateurs pour rétablir la connexion.

Depuis plusieurs semaines, c'est également le réseau 5G en cours d'installation sur l'ensemble du territoire qui est régulièrement attaqué, laissant libre court aux journaflics pour nous refaire le coup de la nébuleuse d'ultra-gauche ou des terroristes anarcho-autonomes, et de préparer la répression qu'ils ne manquent jamais, comme des vautours, d'annoncer.

Ce monde hyper-connecté, que la vie sous contrainte sanitaire n'a fait que rendre encore plus pesant, est fait d'infrastructures, de réseaux fragiles et encore vulnérables. En même temps qu'il rend plus difficile la possibilité d'organiser une grève dans une boîte ou une grève de masse, le télétravail nécessite ces infrastructures. Il est

donc encore possible d'interrompre et de porter atteinte à ce monde, notamment en touchant ces infrastructures.

Ne nous leurrions pas pour autant, contrairement à ce qu'ont pu laisser croire les *théologiens de l'insurrection qui vient*, ce monde ne tient pas que par ses infrastructures. Le moment que nous venons de traverser l'a une nouvelle fois souligné, il tient sa solidité du tissu de relations de dominations et de soumissions qu'il réussit, non sans soubresauts et résistances, à entretenir. Comme le signifiait Kropotkine, « *on ne détruit pas un édifice fondé sur des siècles d'histoire avec quelques kilos de dynamite* », même si la destruction matérielle peut être sacrament utile à un mouvement de révolte, et nécessaire à toute perspective révolutionnaire.

C'est bien la volonté de tisser un ensemble de relations subversives, visant elles-mêmes à attaquer l'existant dans sa réalité matérielle, mais également dans ses réseaux de relations, qui doit continuer de guider nos perspectives révolutionnaires.

Ne nous leurrions pas également, le pouvoir protégera ces infrastructures. Ce qui est vulnérable aujourd'hui le sera sans doute moins demain, et aucune volonté individuelle, ni aucun groupe d'affinité ne sera jamais en mesure de remplacer un mouvement généralisé. Mais ce que ces événements remettent au goût du jour, c'est que le sabotage et la destruction restent des armes d'une haute portée subversive.

Le mouvement des gilets jaunes avait déjà été marqué par le retour du sabotage et de la destruction. Des péages, des préfectures, des hôtels des impôts avaient été incendiés, des centres commerciaux bloqués. Mais le mouvement avait également été marqué par son incapacité à généraliser le conflit et à propager la grève. Les luttes qui ne manqueront sans doute pas d'éclater dans les temps qui viennent nous contraindront d'autant plus à régénérer nos modes opératoires que

les conditions qui entouraient les vieux mouvements sociaux sont aujourd'hui caduques, et que les outils de contrôle et de domination des populations n'ont eu de cesse de se perfectionner.

La période que nous venons de vivre nécessite de repenser toute intervention révolutionnaire, de comprendre les modifications significatives qui sont en jeu dans l'époque, de saisir comment de nouveaux mécanismes d'autorité se combinent à des mécanismes plus anciens pour forger un monde où les raffinements de la domination et de l'exploitation se densifient encore, gagnent encore davantage de terrain.

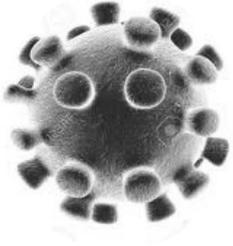
Pour ce faire, nous pouvons puiser dans notre vieille critique de l'autorité, notamment de l'autorité scientifique et médicale, et dans notre refus de nous soumettre à toute domination, fût-elle exercée au nom de la vie et par des êtres qui ont troqué les uniformes pour des blouses blanches.



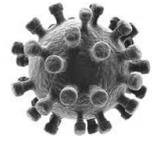
SI QUELQUES BATTEMENTS D'AILES de chauves souris croisant fortuitement quelques pangolins d'élevages à Wuhan suffisent à faire vaciller ce vieux monde dans une claustration radicale, pourquoi ne serions nous pas nous-mêmes, aussi frêles soyons nous, en mesure à notre tour de le faire tomber ? Il suffit parfois d'un rien, que rien n'annonce pourtant, pour qu'un monde ayant basculé dans les affres de l'absurdité et de l'enfermement balance, sous l'effet de vents contraires, vers la *liberté* •

• Un rétif,
Juin 2020.





LE PIRE DES VIRUS... L'AUTORITE



LE DÉCOMPTE MACABRE des décès augmente de jour en jour, et dans l'imaginaire de chacun prend place la sensation, d'abord vague puis toujours un peu plus forte, d'être toujours plus menacé par la Grande Faucheuse. Pour des centaines de millions d'êtres humains, cet imaginaire n'est certainement pas nouveau, celui de la mort qui peut s'abattre sur n'importe qui, n'importe quand.

Il suffit de penser aux damnés de la terre sacrifiés quotidiennement sur l'autel du pouvoir et du profit : ceux et celles qui survivent sous les bombes des États, au milieu de guerres infinies pour le pétrole ou pour les ressources minières, ceux et celles qui cohabitent avec la radioactivité invisible provoquée par des accidents ou des déchets nucléaires, ceux et celles qui traversent le Sahel ou la Méditerranée et qui sont enfermés dans des camps de concentration pour migrants, ceux et celles qui sont réduits à des morceaux de chair et d'os par la misère et la dévastation générée par l'agro-industrie et l'extraction de matières premières... Et même dans les terres que l'on habite, à des époques pas très lointaines, on a connu la terreur des boucheries à échelle industrielle, les bombardements, les camps d'extermination... toujours créés par la soif de pouvoir et de richesse des États et des patrons, toujours fidèlement mis en place par des armées et des polices...

Mais non, aujourd'hui on ne parle pas de ces visages de désespérés que l'on cherche constamment à garder loin de nos yeux et de nos têtes, ni d'une histoire désormais passée. La terreur commence à se diffuser dans le berceau du royaume des marchandises et de la paix sociale et il est provoqué par un virus qui peut attaquer n'importe qui - bien que, évidemment, tout le monde n'aura pas les mêmes possibilités de se soigner. Et dans un monde où l'on est habitué au mensonge, où l'usage de chiffres et de statistiques est l'un des principaux moyens de manipulation médiatique, dans un monde où la vérité est constamment cachée, mutilée et transformée par les médias, on ne peut que tenter de mettre ensemble les morceaux, de faire des hypothèses, de tenter de résister à cette mobilisation des esprits et se poser la question: dans quelle

direction est-on en train d'aller?

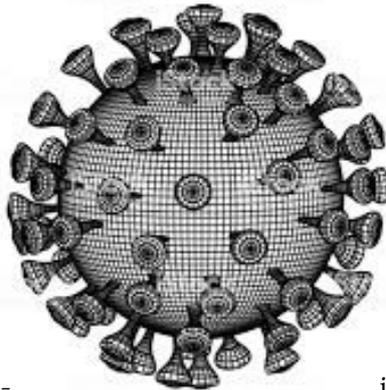
EN CHINE, PUIS EN ITALIE, de nouvelles mesures répressives ont été imposées jour après jour, jusqu'à arriver à la limite qu'aucun État n'avait encore osé franchir : l'interdiction de sortir de chez soi et de se déplacer sur le territoire sauf pour des raisons de travail ou de nécessité stricte. Même la guerre n'aurait pu consentir l'acceptation de mesures d'une telle portée par la population.

Mais ce nouveau totalitarisme a le visage de la Science et de la Médecine, de la neutralité et de l'intérêt commun. Les entreprises pharmaceutiques, celles des télécommunications et des nouvelles technologies trouveront la solution.

En Chine, l'imposition de la géolocalisation pour signaler tout déplacement et tout cas d'infection, la reconnaissance faciale et l'e-commerce aident l'État à garantir l'enfermement chez soi de chaque citoyen. Aujourd'hui les mêmes États qui ont fondé leur existence sur l'enfermement, la guerre et le massacre, y compris de leur propre population, imposent leur "protection" à travers des interdictions, des frontières et des hommes armés.

Combien de temps durera cette situation? Deux semaines, un mois, un an? On sait que l'État d'urgence déclaré après les attentats a été renouvelé plusieurs fois, jusqu'à l'intégration définitive des mesures d'urgence dans la législation française. À quoi nous mènera cette nouvelle urgence ?

Un virus est un phénomène biologique, mais le contexte où il naît, sa propagation et sa gestion sont des questions sociales. En Amazonie, en Afrique ou en Océanie, des populations entières ont été exterminées par les virus apportés par les colons, pendant que ces derniers imposaient leur domination et leur manière de vivre. Dans les forêts tropicales, les armées, les commerçants et les missionnaires poussèrent les gens - qui auparavant occupaient le territoire de manière dispersée - à se concentrer autour des écoles, dans des villages ou des villes. Cela facilita énormément la diffusion d'épidémies ravageuses.



Aujourd'hui la moitié de la population mondiale habite en ville, autour des temples du Capital, et se nourrit des produits de l'agro-industrie et de l'élevage intensif. Toute possibilité d'autonomie a été éradiquée par les États et l'économie de marché. Et tant que la méga-machine de la domination continuera de fonctionner, l'existence humaine sera toujours plus soumise à des désastres qui n'ont pas grand chose de "naturel", et à une gestion de ceux-là qui nous privera de toute possibilité de déterminer notre vie.

À MOINS QUE... dans un scénario toujours plus sombre et inquiétant, les êtres humains décident de vivre

comme des être libres - même si c'est juste pour quelques heures, quelques jours, ou quelques années avant la fin - plutôt que de s'enfermer dans un trou de peur et de soumission. Comme l'ont fait les prisonniers de 30 prisons italiennes, face à l'interdiction de parloirs imposé à cause du Covid-19, en se révoltant contre leurs geôliers, dévastant et brûlant leurs cages et, dans certains cas, réussissant à s'évader.

MAINTENANT ET TOUJOURS EN LUTTE POUR LA LIBERTÉ.

Anonyme,
Mars 2020.

Nouvelles du jour d'après,

Infos et réflexions spontanées sous confinement.

« La catastrophe dans laquelle se débattent les japonais n'est pas seulement un aperçu de ce qui nous attend partout ailleurs, c'est aussi le miroir grossissant de notre condition présente, celle de prisonniers d'un monde clos. »

- **Arkadi Filine, Oublier Fukushima.**

COMME À FUKUSHIMA il y a quelques années, la catastrophe se déploie, cette fois-ci sous la forme d'un virus et à l'échelle de la planète. Comme là-bas, l'Etat fait ce qu'il sait faire : tri de qui doit vivre et mourir selon des critères abjects, mesures sécuritaires, confinement de la population et plans de sauvegarde de l'économie au profit des classes dirigeantes.

Il paraît que « nous sommes en guerre »... C'est aussi et surtout une crise économique, annoncée, attendue et que l'épidémie n'a fait que précipiter, d'une bien plus grande ampleur que celle de 2008. La planche à billets tourne déjà à plein (300 milliards en France, 500 milliards en Allemagne, 1800 milliards aux Etats-Unis, etc.). On sait à qui les classes dirigeantes essaieront de faire payer cette crise... Les plans d'austérité et les mesures renforçant l'exploitation se dessinent déjà. « Il y aura un avant et un après », préviennent les gouvernants et gouvernantes. Nous voilà prévenus.

Face à cet évènement soudain, exceptionnel, et même inédit pour beaucoup d'entre nous, c'est d'abord la sidération. Faire face en prenant soin des uns, des unes et des autres sans laisser le pire des mondes d'hier s'étendre par ceux et celles-là même qui n'ont eu de cesse de propager les désastres. Beaucoup sont pris dans des sentiments contradictoires, entre la crainte de voir des proches tomber, terrassés par la maladie, une certaine satisfaction de voir la méga-machine s'interrompre face à un simple virus, et la nécessité de continuer la lutte dans une situation de contrôle social

se densifiant comme jamais et exacerbant les inégalités.

C'est à partir de là qu'est venue la volonté d'écrire. Ecrire, à la fois pour prendre de la distance et mieux appréhender ce qui nous arrive, mais aussi pour transmettre infos et analyses, pour ne pas rester seul. Le capitalisme et l'industrie peuvent bien ralentir ; il n'en est pas question pour la révolte. La seule guerre à laquelle il est souhaitable de répondre est la guerre sociale, et non celle des généraux en uniforme ou en costume cravate. Après tout, la lutte et l'entraide ont bien des vertus thérapeutiques.

La crise dans laquelle nous sommes plongés a de multiples facettes. C'est d'abord celle d'un monde absurde, cynique, inégalitaire et liberticide. Et par la même occasion ravageur pour tout ce qu'il y a de vivant. Elle crée une situation nouvelle, où peut-être risquer sa vie deviendra une réalité perceptible y compris sous nos latitudes. Peut-on seulement affirmer qu'on préfère continuer à vivre et à lutter au risque de sa santé plutôt que de s'isoler à ne rien faire pour peut-être y passer quand même ? Y avait-il une vie avant la mort ? Face à nous-mêmes, de nouvelles possibilités et de nouvelles déterminations peuvent se faire jour. Beaucoup remettent déjà en question le monde dans lequel cette épidémie a vu le jour. Certains et certaines en profitent pour fourbir leurs armes. Ce journal clôt une séquence, celle de l'appréhension d'une nouvelle situation. Place désormais à l'action. Sans attendre.

MARDI 17 MARS,

DEPUIS CE MIDI la France est donc elle aussi à l'heure du confinement. Chacun et chacune est sommé de rester chez soi et d'appliquer la "distanciation sociale", c'est-à-dire l'isolement décliné à la sauce médicale. Les seules sorties autorisées sont pour faire ses courses, se dégorger les jambes ou celles de son compagnon canin (mais seuls, le maître mot de la société postseu-doapocalyptique), le sacro-saint travail - même si l'économie est moribonde et que d'ores et déjà les plans de sauvetage étatiques au patronat se multiplient, mais pas pour les salariés, encore moins les précaires comme les intérimaires, travailleurs intermittents et autres qui se retrouvent cloîtrés chez eux avec des pertes substantielles de revenus. Tout cela nous annonce des plans d'austérité fort sympathiques...

Les contrevenants au confinement risquent des amendes de 38e pour le moment, et rapidement de 135e, et probablement plus ensuite. En Italie, c'est 200e et jusqu'à 3 mois de prison ferme... Enfin, comme les prisons ont brûlé...

A Caen, dans un quartier éloigné du centre-ville, tout est calme. Le jour d'après est même plutôt agréable. Pas de flics, pas de contrôles, peu de voitures. Les mômes jouent dehors. Il faut dire que sinon c'est l'enfermement dans une cage à lapins... Les gens continuent de se promener et de faire du sport au bord du canal. Alors qu'hier un tas de gens ont cédé à la psychose en prenant d'assaut (malheureusement au sens figuré) les supermarchés et les bureaux de tabac du coin, aujourd'hui tout est calme. 3 bagnoles sur le parking de Liddl, plus d'employés que de clients, une ambiance chaleureuse. Pour une fois, ces salariés auront

un rythme un peu plus tranquille. Les gens se sourient, se parlent. On respecte une certaine distance, plusieurs ont des masques, mais on sent que la vie sociale et l'attention aux gens qui nous entourent n'a pas encore cédé aux appels à l'isolement.



Hier, c'était les économistes qui appelaient à la guerre de tous contre tous pour le bonheur de tous - ben voyons - et aujourd'hui c'est la médecine qui appelle à la guerre contre l'invisible par l'isolement. Comme si l'entraide n'était pas, une fois encore, la solution. Comme si l'isolement ne laissait justement pas, comme d'habitude, les mêmes petites gens, seuls, engagés dans des logements merdiques ou à la rue, se prendre les effets les plus morbides dans la gueule. Sans parler de celles et ceux qui n'ont pas le bon papier administratif et qui devaient déjà vivre cachés et qui aujourd'hui le doivent encore plus.

L'urgence n'a jamais à être l'excuse de la remise à plus tard de la lutte pour la liberté. D'ailleurs, pour info, une mutinerie a débuté à la prison de Grasse aujourd'hui, suite à la suspension des parloirs. Des tirs d'armes à feu de la part des gardiens ont été entendus. En Italie, une bonne partie des prisons

ont été touchés par des mutineries. Une centaine de prisonniers a réussi à s'évader. Un signe positif dans des temps incertains.

Que crève la société industrielle et ses ravages ! Vive l'autonomie !

MERCREDI 18 MARS,

C'EST DONC SOUS UN SOLEIL radieux et dans un silence complice que les libertés formelles des démocraties bourgeoises s'effacent. Elles avaient déjà été mises à mal par l'état d'urgence et les lois antiterroristes rentrés dans le droit commun, et là la crise sanitaire et la science viennent y redonner un coup.

Le confinement n'était qu'un premier pas, et voilà maintenant la création d'un "état d'urgence sanitaire". L'Etat pourra légiférer par décrets et ordonnances. Bah ouais, "c'est la guerre" (dixit Macron) ! La prorogation au-delà de douze jours de l'état d'urgence sanitaire, déclaré par décret en conseil des ministres, ne pourra être autorisée que par la loi. L'état d'urgence sanitaire « *donne pouvoir au premier ministre de prendre par décret, pris sur le rapport du ministre chargé de la santé, les mesures générales limitant la liberté d'aller et venir, la liberté d'entreprendre et la liberté de réunion et permettant de procéder aux réquisitions de tous biens et services nécessaires afin de lutter contre la catastrophe sanitaire.* »

Pendant ce temps là, c'est un peu compliqué dans les hostos. Il faut dire qu'avec 17 000 suppressions de lit ces dernières années, les gouvernements successifs - qui aujourd'hui se présentent comme nos sauveurs - ont bien préparé la gestion de crise... A Caen par exemple, les urgences de nuit de la Miséricorde ont été fermés par l'ARS en septembre. Bon timing.

SAMEDI 21 MARS,

J'APPRENDS CE MATIN que les sans-pap' de Ouistreham, après avoir été laissés sans accès à l'eau potable pendant plusieurs jours, ont été emmenés depuis leur rond-point vers Tailleville (j'imagine à Emmaüs) par la Croix-rouge sous ordre de la Pref. La Croix-rouge a dû se débrouiller avec ses propres moyens pour multiplier les navettes et évacuer les 60 soudanais à la rue, privés d'eau potable avec la fermeture des sanitaires.

Plus que jamais, la catastrophe approfondit les inégalités, et le confinement ne loge pas tout le monde à la même enseigne. Les pétages de plomb, les violences conjugales, les maltraitements sur les mômes vont être d'autant plus fréquents chez les personnes confinées dans des petits espaces clos.

De jour en jour, les gens se rendent compte du besoin de rencontres et de contacts physiques. Une vie aseptisée sous contrôle n'est pas une vie. Ça donnera peut-être envie de se révolter contre une société sécuritaire qui fabrique les ravages industriels et sanitaires...

Nice a depuis longtemps été un laboratoire de la surveillance en France. C'est fort logiquement la première à mettre en place un couvre-feu et à utiliser des drones dotés de hauts-parleurs qui vont marteler les consignes aux passants et passantes. Toute ressemblance avec des films de science-fiction est volontaire.

Il y aurait par ailleurs eu 18000 verbalisations pour 226000 contrôles et 2,4 millions d'euros par la police nationale (hors gendarmerie donc). En tout, Ouest-france annonce 38994 verbalisations au 21 mars matin. La Seine-St-Denis semble particulièrement touchée par ces amendes (10% des amendes

du pays). En même temps, quand tu vis dans une cage à lapins, ton choix se résume à péter les plombs chez soi ou à sortir prendre un bol d'air au risque du virus et de la ficaille...

Par ailleurs, le gouvernement qui dirige par ordonnance réfléchirait à suspendre une partie des droits du travail, notamment droit de retrait et CHSCT/CSE (commissions santé au travail dans les entreprises). Il faut dire que dès fin février des circulaires ministérielles rappelaient que les possibilités de recours étaient très limitées concernant le coronavirus.

Plus que jamais, il s'agit de sauver leur économie qui se casse la gueule, et quand Macron parle de guerre, il a surtout ça derrière la tête. Ça n'a pas empêché les débrayages massifs, les grèves sauvages et les pratiques collectives du droit de retrait dans de nombreuses boîtes. (...)



DIMANCHE 22 MARS,

COMME CHACUN ET CHACUNE devrait le savoir, la seule guerre qui existe est la guerre sociale. Certains et certaines tomberont dans les pièges de l'unité et du patriotisme, le gouvernement qui décide par ordonnances et décrets, lui, ne s'y trompe pas.

De nouvelles mesures économiques et sécuritaires affinent à quelle sauce on va être mangé... durablement. Sur le plan économique, une loi est en train d'être

votée en deuxième lecture et, ô surprise, toute date limite et tout renvoi à une situation exceptionnelle ou d'urgence ont été retirés. Pour les congés payés, le but est de favoriser à ce que les entreprises puissent obliger les salariés à prendre jusqu'à 6 jours de congés pendant le confinement (c'est-à-dire 6 j de moins à prendre). Ce sera suspendu à un accord d'entreprise ou de branche. Le texte de loi prévoit la possibilité de réduire le nombre de jours de congés à terme.

Le Medef demande d'ores et déjà de réduire à 3 semaines de congés payés en tout, au lieu de 5. Par ailleurs, des dérogations "aux règles d'ordre public et aux stipulations conventionnelles relatives à la durée du travail, au repos hebdomadaire et au repos dominical" pour des secteurs jugés stratégiques vont pouvoir être prises. Les employeurs pourront contraindre les salariés de bosser jusqu'à 60 heures par semaine dans les transports, l'énergie, les télécommunications, la logistique, l'agroalimentaire et l'agriculture. C'était déjà pénible les vendanges 8 heures dans la journée, alors 10 heures ! Et en plus faudra bosser le dimanche...

Bref, il s'agit de sauver leur économie à tout prix et de réduire encore plus chacun et chacune au rang d'agent économique au service du capital.

Sur le plan sécuritaire, l'état d'urgence sanitaire est décrété pour au moins 2 mois, restreignant la liberté de circulation, la liberté de réunion, la liberté d'entreprendre et donnant possibilité de réquisitions. Les amendes sont de 135e, et 1500e en cas de récidive dans les 15 jours. Certains parquets y ajoutent "mise en danger d'autrui", donc jusqu'à 1 an de prison et 15000e d'amende. Pour les refus de réquisitions (par exemple un

salarié qui refuserait d'être réquisitionné), c'est jusqu'à 6 mois de prison et 1000€ d'amende.

En outre, en région parisienne, à l'île de Ré et à St Malo, comme probablement partout ailleurs bientôt, drones et hélicoptères surveillent le respect du confinement et guident les équipes au sol. De quoi nous habituer au monde d'après...

Le petit point bon élève du jour d'après : les délations semblent se multiplier pour balancer son voisin et sa voisine qui ne respectent pas strictement le confinement, les gens qui continuent de vouloir vivre un tant soit peu malgré tout en se faisant une petite soirée, etc. Au rang des bons élèves, les magasins Intermarché méritent une palme. Si dans certains endroits des affiches expliquent le refus des couples et des familles (1 caddie = 1 client), à Coutances cadres et salariés s'entendent pour s'en prendre carrément aux gens qui arrivent à 2 ou 3 !

Une bien belle époque où il faut se cacher pour retrouver son beau ou sa belle et s'embrasser, ou le fait de se faire une belote entre amis devient un défi aux autorités... (...) Le jour d'après devient chaque jour plus plaisant...

LUNDI 23 MARS,

LE MOUVEMENT ANARCHISTE a depuis bien longtemps son lot d'autoritaires responsables et citoyens. Dans la situation actuelle, la gestion de crise sanitaire a par conséquent ses relais dans les milieux dits radicaux, justifiant les attestations de sortie et les mesures d'isolement au détriment de l'entraide. Il y a des moments propices pour que les masques tombent.

Le site Socialisme libertaire, qui diffuse des contenus variés et de tendances fort contradictoires, a ainsi trouvé que c'était le bon mo-

ment pour diffuser un vieux texte de Pierre Bance, apôtre acritique sur le Rojava et du municipalisme libertaire en France, où il est question de Droit, de Justice et de Police libertaires. Le titre est évocateur : Maintien de l'ordre en anarchie.

"Ainsi faudrait-il qu'en société communiste, il y ait un droit, s'indigne le naïf. Un droit mais aussi une justice et une police pour le faire appliquer." J'ajoute : à coups sûrs il y aura aussi des anarchistes et des rebelles pour les combattre, et c'est tant mieux. (...) Les frères de la forêt combattant le tsarisme ont quant à eux refusé la discipline. Après avoir élu un chef, puis pris les décisions collectivement à la majorité, ils ont finalement décidé de ne rien décider pour les autres. Les décisions collectives ne s'imposaient jamais à qui que ce soit et tout un chacun pouvait refuser de s'y plier.



Se replonger dans cette histoire (cf Vive la révolution, à bas la démocratie, Mutines séditions), comme beaucoup d'autres, serait plus judicieux que d'apposer les oripeaux libertaires sur des institutions autoritaires et étatiques. A leur maintien de l'ordre, quel qu'il soit, il y aura toujours des individus pour y opposer la conflictualité contre toute domination.

La peur est rarement bonne conseillère. L'isolement n'ouvre aucune perspective émancipatrice. La crise dans laquelle nous sommes

plongés n'est pourtant pas une crise sanitaire provenant d'un virus arrivé là par hasard de façon toute naturelle. C'est une crise aux multiples facettes qui est d'abord celle d'un monde absurde, cynique, inégalitaire et liberticide. Et par la même occasion ravageur pour tout ce qu'il y a de vivant.

Les choses sont claires : les cadres télétravaillent pendant que les ouvriers et ouvrières taffent et s'exposent à la maladie (dont le coronavirus n'est qu'un aspect plus immédiat) ; les sans-papiers et sans-abris sont "oubliés" ; le gouvernement commence déjà à profiter de la situation pour renforcer les conditions d'exploitation à la demande du patronat et pour accélérer une société de contrôle toujours plus technologisée, etc.

Il y aurait par ailleurs beaucoup à dire et réfléchir sur la question du rapport à la mort et à ce qui fait une vie plutôt que rester "confiné" à la survie. Peut-on seulement affirmer qu'on préfère continuer à vivre et à lutter au risque de sa santé plutôt que de s'isoler à ne rien faire pour peut-être y passer quand même ?

Il serait idiot de nier la gravité de la catastrophe en cours. Il y a d'ores et déjà des tas de morts, et il y en aura d'autres. Il faudra y ajouter les tas de gens qui ne pourront pas payer leurs factures et qui se retrouveront dans des situations de merde, des gens traumatisés, des gens embastillés.

Il est toutefois certain que la révolte et l'entraide ont bien des vertus thérapeutiques ! Encore et toujours pour la liberté !

MARDI 24 MARS,

LE 26 AVRIL 1986, le réacteur numéro quatre de la centrale nucléaire de Tchernobyl explosait. C'était une autre catastrophe, qui

créait elle aussi un effet de sidération. Plus de 100.000 personnes étaient alors évacuées de la région entourant la centrale.

Cette explosion du réacteur a provoqué une contamination massive par césium et strontium pour plusieurs centaines d'années, et par plutonium et radionucléides à vie longue pendant plusieurs milliers d'années. Le « nuage » a survolé l'ensemble du continent européen, disséminant une contamination massive au-delà des frontières. Il a même saturé l'atmosphère de la planète en radioactivité. 150.000 km² sont contaminés à plus de 37.000 becquerels de césium 137/m². Un quart de la Biélorussie est fortement contaminé. L'Ukraine et la Russie sont également très touchées.

Une zone étendue autour de la centrale a même été baptisée « zone d'exclusion » et reste interdite. C'est en fait un territoire invivable qui se découvre où huit millions d'habitants et d'habitantes doivent s'adapter pour survivre en zone contaminée. L'eau, la terre et le bétail sont contaminés dans une région essentiellement agricole. La vie est placée sous le signe de la contamination.

La "vie sous contrainte radiologique" est testée comme dans un immense labo. Les experts ne sont pas des poètes. Quelques antinucléaires s'auto-organisent alors au sein du Comité Irradiés de tous les pays unissons-nous. Les analyses qu'ils font alors du rôle de l'Etat et des nucléocrates en situation de gestion de crise sont parfaitement concordantes avec la situation actuelle.

Il était alors affirmé que : *"le nucléaire a placé les individus dans une situation de plus grande dépendance par rapport à l'Etat. Après leur avoir imposé ces*

monstres que sont les centrales et autres lieux de production et de stockage de matières fissiles, il se présente comme la seule force ayant les moyens sinon d'empêcher, du moins de juguler leurs principes, et recommande à tout chacun de le laisser s'occuper de la sécurité, sans discuter la moindre des décisions prises au nom de cette sécurité. C'est ainsi que l'Etat et les nucléaristes, ayant mené l'humanité à un stade d'insécurité jamais atteint auparavant, se prétendent les seuls habilités à protéger l'humanité des dangers dont ils sont la cause. Partout, ils se présentent comme l'unique recours possible contre la dégradation, qu'ils produisent, des conditions d'existence, et invitent les populations à venir se ranger en bon ordre sous leur bouclier fissuré. Ce qui reste de réactions humaines, de réflexes de solidarité, en cas de catastrophes est transformé en participation civique à un processus dont l'Etat reste le maître exclusif. S'il suggère aux individus de se jeter aveuglément dans ses bras salvateurs, c'est avec la force de sa police et de son armée, par le quadrillage militaire des régions et la déportation ou le « confinement » des populations, seules solutions qu'il ait prévues en cas de catastrophe. C'est d'ailleurs bien normal puisque le même déploiement militaro-policié sert déjà à réprimer les révoltes des « citoyens » bafoués contre les décisions qui les affectent."

Il en est de même avec l'épidémie du coronavirus aujourd'hui. Ce genre d'épidémie est directement lié aux activités industrielles et aux fortes concentrations croisées d'humains et d'animaux. Il faut y ajouter les difficultés à la réguler du fait de la circulation des marchandises à travers le monde, au

délabrement organisé des services de santé, au démantèlement de toute parcelle d'autonomie et au renforcement de la dépendance à des systèmes industriels et économiques finalement bien fragiles.

L'Etat et les classes dirigeantes qui ont organisé cet état du monde sont les mêmes qui se proposent aujourd'hui de nous "sauver". Au même moment, leur pouvoir ne cesse de s'étendre à coups de lois d'exception et d'état d'urgence. Nous voilà pris dans le maillage de l'Etat, dans les fils de la toile de la gestion post-catastrophe, dont l'objectif est de sauver un monde, leur monde, avec leurs privilèges, leur pouvoir, leurs délires technoscientifiques, leur règne de l'argent.

La police surveille, l'armée investit les rues, les médias relaient sans arrêt les discours officiels, les collabos balancent les réfractaires. Les gendarmes verbalisent même les gens qui se rendent à une inhumation, comme à Falaise le 19 mars. (...)

L'Etat suspend chaque geste à son contrôle. Le but est surtout d'éviter que cette situation suscite d'autres désirs, d'autres imaginaires. Que certains et certaines s'emparent de cette situation pour ouvrir d'autres possibles. C'est pourtant la chose la plus sensée.

JD,
Caen, Mars 2020,
Extrait de la brochure
Nouvelles du jour d'après.





Le corona ou l'Etat ? Ni l'un, ni l'autre !

CES DERNIERS MOIS, le coronavirus se propage. En France, il a d'abord été vu comme lointain, avec un racisme dégueulasse contre les personnes asiatiques. Mais maintenant il est bien là. Et bien évidemment l'Etat se place en position de sauveur, il nous dit qu'il a la solution, qu'il faut lui faire confiance.

Mais comment est-ce qu'on pourrait avoir confiance dans ces états qui prétendent vouloir notre bien ?!

Ces états qui font partie du problème car ils sont là pour protéger l'ordre établi, un ordre au service des riches et des puissants et qui écrase la gueule de tellement de personnes. Ces états qui sont en permanence responsables de milliers de mort-e-s, sur leurs territoires, aux frontières, et partout sur la planète (la France est le 3ème exportateur mondial d'armes). Ces mêmes états qui sont aussi en partie responsables du fait que ce virus existe et se soit propagé de cette manière (parce qu'ils sont acteurs du capitalisme, de la mondialisation et de la fragilisation des systèmes immunitaires de tout le monde, par la pollution, le réchauffement climatique...).

Ces états qui font des choix en fonction de leur logique et de leurs intérêts (par exemple fermer tous les bars et magasins mais maintenir les élections municipales en France).

C'est vraiment du foutage de gueule.

L'état, la science et les médias ne sont jamais neutres. Ils font monter la peur du virus, la peur de la mort en fait. Tout en cherchant à éviter la panique, le chaos, pour garder le contrôle.

Comme d'habitude c'est une réponse unique qui est imposée à tous et toutes : arrêt de tout ce qui est considéré comme non nécessaires (selon eux) et surtout... le confinement !

Ça serait pour notre bien. Mais le bien de qui ?

SÛREMENT PAS DES FEMMES (et toutes les autres personnes) qui vivent des violences conjugales

Pas celui des enfants bloqués avec des parents nocifs

Ni celui des personnes qui vivent à plein dans des petits espaces.

Pas celui de celles en prison ou qui restent enfermées dans des CRA (prison pour sans papiers), dont les conditions sont encore pire que d'habitude (pas de visites, de linge, moins de bouffe...)

Pas pour le bien de personnes travailleuses du sexe qui n'ont plus aucun moyen de gagner de la thune

Ni pour ceux qui pètent des câbles quand ils peuvent pas sortir.

Pas pour celles qui n'ont pas les bons papiers et qui ont encore plus que d'habitude peur de sortir.

Ni pour ceux qui dépendent des distributions de bouffe qui sont annulées

PAS POUR LE BIEN DE TELLEMENT D'AUTRES que ce système capitaliste, patriarcal, raciste, transphobe... écrase déjà quotidiennement...

Mais si si, c'est pour notre bien ! Et donc notre santé mentale, nos libertés... plus rien n'a d'importance. Pour la santé physique, la fin justifie les moyens : Contrôles, surveillance, amendes ou même peines de prison si on ne se plie pas aux règles. L'idée se répand que les personnes

qui ne les respectent pas seront responsables si le confinement dure plus longtemps. Ça crée une figure de l'ennemi intérieur, comme si ceux qui n'obéissent pas aveuglément étaient irresponsables et « du côté du virus ».

Donc la méfiance monte, certain-e-s deviennent le relai de l'état : son propre surveillant et puis aussi celui de ses proches, de ses voisins. À certains endroits les

lignes téléphoniques des flics sont saturées tellement des gens appellent pour dénoncer ! On peut se demander ce que les gens qui balancent se mettent en tête pour justifier leurs actes ? Les personnes qui deviennent des keufs pourraient bien en subir les conséquences...



ON EST QU'AU DÉBUT DU CONFINEMENT, les libertés vont être de plus en plus restreintes, ça va vite mais les mesures sont prises au fur et à mesure, une bonne technique pour que ça soit plus accepté. Et au-delà de la question de la propagation du virus, interdire les balades en forêt ou au bord de l'eau, les

couvre-feux... en réalité c'est uniquement du maintien de l'ordre.

Et même si le confinement dégage du temps à celles et ceux qui d'habitude en ont peu, à cause du travail, même si on peut voir des animaux revenir dans des zones désertées depuis longtemps, même si la pollution a largement baissé ces dernières semaines... Est-ce que au lieu de glorifier le confinement obligatoire on pourrait pas plutôt se demander comment faire pour vivre dans un monde un peu moins horrible ?

OUI CE VIRUS IL EST FLIPPANT, ça fait pas envie de le chopper, surtout les formes les plus avancées. Les hôpitaux risquent effectivement d'être débordés et on sait que la médecine privilégie la vie des personnes plus jeunes, valides et donc productives pour la société capitaliste. C'est assez ironique que ce soit ce même état qui a défoncé le service de la santé qui vienne maintenant nous demander de prendre en charge le manque de lits en hôpital en nous responsabilisant individuellement. Qu'ils se prétendent « sociaux » ou pas : crèvent tous les états !

Avec ce confinement, l'état impose une ligne de conduite unique pour des dizaines de millions de personnes. Tout est fait pour nous déposséder de notre capacité à réfléchir par nous même, de connaître comment fonctionnent nos corps et comment en prendre soin. Mais on a quand même assez de bon sens pour se demander comment faire face à des virus, éviter de les propager, en parler entre nous, respecter nos choix, prendre soin les un-e-s des autres.

Bien sûr les conséquences du virus sont plus grave pour certaines personnes que pour d'autres et c'est important de le prendre en compte. Mais faire une seule catégorie qui serait « les personnes fragiles », qu'il faudrait protéger pas dessus tout, c'est complètement condescendant. Il y a des personnes qui préfèrent prendre le risque de mourir plutôt que de ne plus voir/toucher personne. L'état et la médecine, comme toujours, nous empêchent de vivre et mourir comme on le choisit.

Ceux qui répriment les mutineries en taule et préfèrent laisser entassé-e-s dans des cellules des dizaines de milliers de personnes n'ont RIEN à nous apprendre en terme de solidarité.

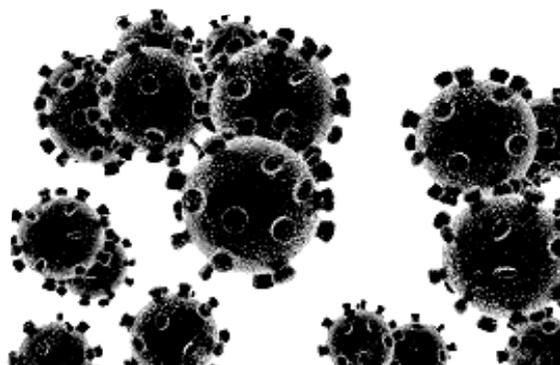
La crise vient réaffirmer ce qui est considéré comme base de la société : la maison, la famille et le couple (cishétérosexuel surtout ! Cishétérosexuel : Qui se reconnaît dans le genre qu'on lui a assigné à la naissance et qui est hétéro). Mais nos affections et nos solidarités ne veulent pas se limiter à ces modèles étroits. Plein de pratiques de résistance autonomes existent. Faire exister et diffuser la critique, refuser le confinement généralisé obligatoire, s'attaquer à la société de contrôle et de surveillance, s'organiser pour contourner les contrôles, se filer des coups de mains... En parallèle, dans les taules et autres lieux d'enfermement, de nombreuses mutineries éclatent.

C'EST CLAIR : il n'y aura pas de retour à la normale. Cette normalité déjà bien gerbante risque de s'empirer. Il pourrait être imposé un « effort national » pour reconstruire le pays après la crise, de nouveau un bon argument pour les coupes budgétaires, l'installation sur le long terme d'outils technologiques, sécuritaires, la fermeture encore plus forte des frontières, de l'ultra hygiénisme...

On est au cœur d'une crise mais c'est probable qu'il y en aura d'autres. Où d'autres peurs amèneront à d'autres formes de contrôles et de privation de libertés. Ils sont en train de tester des modes de surveillance et de gestion de population à une échelle mondiale. Le fait que les mesures soient si bien acceptées cette fois-ci pourra en faire un précédent, une assurance qu'en cas de besoin il est possible de contrôler et d'imposer une seule marche à suivre à des milliards d'humain. On nous habitue à un monde géré militairement. Quand la menace c'est la mort tout est légitimé pour préserver la vie. Mais jusqu'à quel point ? Ce monde était déjà inacceptable, mais elle est où la limite ?

Pour que la vie ne se résume pas à de la survie, auto-organisons nous contre le virus et rejetons l'autorité !

Affiche anonyme,
Mars 2020





—A voix haute.

AILLEURS. Pandémie mondiale et acceptation sociale. Pas de Grand Confinement aux Pays-Bas, en Suède et en Allemagne. Autodiscipline ? Scientifiques lunatiques ? Intérêts économiques bien compris face la Chine ou aux Etats-Unis qui sont loin d'être à l'arrêt ? Pas non plus de Grand Confinement durable sur d'autres continents lorsque la survie dans l'économie informelle n'est pas suffisamment garantie par des miettes étatiques. Là on y couvre-feu de nuit ou dès l'après-midi mais on laisse survivre de jour, là on tente de confiner en alternance, une semaine sur deux, les hommes ou les femmes, une zone puis une autre, ... Là comme partout l'Etat improvise sans le dire, militarise pour garder le pouvoir, scientifie comme ça l'arrange, propagandise pour faire passer la pilule. Spectre d'émeutes de la faim. Spectres de guerres civiles. Gestion autoritaire pragmatique qui s'adapte selon les résistances qu'elle pense trouver en face. Là comme ici, d'ailleurs.

ALTERNATIVE. Le dire simplement : face à un virus ou à n'importe quel désastre, il n'existe pas de gestion de masse qui puisse être anti-autoritaire. Quelles que soient les bonnes intentions de quiconque entendra s'occuper de tous et de chacun, il restera un berger transformant de gré ou de force les autres en troupeau. Dans un rapport anarchiste où prime la liberté, la réciprocité et l'unicité, l'auto-organisation généralisée des individus ne souffre aucune uniformité, aucune gestion, aucune séparation déléguée à des spé-

cialistes, aucune solution (encore moins technique ou médicale) valable pour tous et toutes, et disons-le un peu cruellement : aucune efficacité quantitative. Ce qui compte n'est pas la certitude ou la sécurité, ce n'est pas la date d'une mort inévitable depuis que nous sommes nés, mais *la qualité individuelle*, pleine et entière, de la vie telle que chacun entend l'explorer. Face au covid-19 comme à toute chose, la perspective anarchiste reste de s'auto-organiser en toute autonomie des institutions pour prendre soin les uns des autres à l'échelle des individus, de leurs coordinations, et de continuer à saper les bases de la domination.

Réclamer *de fait* un grand confinement (et demain un déconfinement) différent — quand ce n'est carrément pas le même que celui de l'État —, réclamer une exploitation ou une éducation un peu plus ou un peu moins à distance, voire des flics plus désarmés ou des prisons plus vides, n'est pas se battre pour la liberté. C'est promouvoir une autorité alternative, une simple reconfiguration du même plutôt que son impitoyable destruction. Ce n'est rien d'autre qu'un misérable réalisme sans moyens qui ne pousse pas son raisonnement effrayant jusqu'au bout. Hauts les cœurs ! Listez donc de façon un peu détaillée les entreprises non-essentielle que l'État devrait encore fermer, selon vous. Pour notre part, c'est l'ensemble de l'économie que nous entendons ruiner. Continuez d'avocater qui doit sortir de façon urgente de taule, et qui doit par conséquent y rester. Pour notre part, nous les voulons rasées au sol avec tout le monde dehors. Expliquez-nous donc enfin quelles mesures de police militante seraient envisagées contre tous les réfractaires à un confinement alter-

natif ou à un traçage bio (pas de gestion de masse sans suivi, n'est-ce pas ?, sinon c'est l'anarchie).

Quand on ne se paye pas de mots, être favorable à des mesures de confinement de masse, celles-là ou d'autres plus indolores, c'est-à-dire à des mesures d'enfermement collectif, cela ne peut que signifier discipline, contrôle et administration des individus, écrasement de leurs possibilités variées d'auto-organisation autonome, et répression des réfractaires. Le tout au nom de l'urgence et du bien commun, ça va de soi.

ATTAQUER. En cette période où l'État et le capitalisme se restructurent plutôt rapidement, mais où ils ne sont pas assurés pour autant de la même stabilité pour affronter les nouvelles turbulences sociales qui pourraient surgir, ne pas rester confinés et attaquer est plus que jamais important. En plus de leurs dispositifs de contrôle et de surveillance, les nœuds de circulation d'énergie et de données restent une piste fondamentale à l'heure où la pandémie technologique fait intégralement partie de cette restructuration.

DEMAIN. Le déconfinement ne sera assurément qu'un autre moment du confinement et durera de très longs mois. Il sera peut-être un peu moins dur pour les citoyens les plus travailleurs et les plus exemplaires, mais certainement plus dur pour l'ensemble des autres, en traçant de nouvelles lignes de démarcation entre les deux. Autorisations de circulation intérieure différenciées, tests sanguins ou de chaleur sous contrainte, traçage numérique recoupé, quarantaines forcées, contrôles d'identité couplés à du fichage médical, limitation des rassemblements, masques dans les transports,

mise au travail forcée pour relancer l'économie, chasse accrue aux recontamineurs potentiels. Et frontières toujours verrouillées au-delà des seuls indésirables, comme avec l'Espagne qui entend le faire tout l'été afin de prévenir une deuxième vague d'épidémie à l'automne.

ENFERMEMENTS. Toutes et tous reclus dans la grande prison sociale. Le type, la taille et la couleur des cages varie et peut se cumuler comme autant de poupées gigognes. Hôpitaux psychiatriques, bagnes à sueur, centres de rétention, casernes de la domestication, camps de réfugiés, temples de la soumission, laboratoires du consentement, cellules familiales ou taules. C'est de ces dernières, où les conditions sont pourtant parmi les plus drastiques, que ne cessent de partir des signaux de fumée aux quatre coins du monde. Contre le confinement d'abord avec la fin des parloirs, contre la peur d'être contaminés et de mourir entre quatre murs surpeuplés ensuite, pour exiger la liberté enfin, comme le proclamait une banderole des mutins de la prison de San Juan de Pasto (Colombie). Et nous, dehors, qui pensons que la liberté consiste à nous auto-enfermer et à obéir aux ordres du pouvoir, nous qui n'avons ni barreaux pour voiler l'horizon, ni barbelés pour lacérer nos chairs, ni guérites pour nous tirer à vue, n'avons nous donc vraiment aucune structure à saccager, aucune cage à incendier ?

ETAT. A l'exception des imbéciles notoires qui estiment qu'encourager à briser le confinement revient à nier la contagiosité du covid-19 ou à poser un geste enfantin de défi, il est évident qu'aucun agir ou aucune auto-organisation (dans différents domaines) ne peut se réaliser virtuellement. Qui plus est, le confinement de masse est structurellement une mesure rendue possible par une gigantesque concentration autoritaire de force et de moyens qui renvoie directement à l'État. Face à une menace aussi générale contre laquelle il se pose en souverain protecteur des petits comme des grands, on peut même imaginer

qu'il ressortira comme celui qui a fait, malgré toutes ses erreurs, *le minimum nécessaire*, ou pire encore, *l'inévitable*, en préservant et en organisant la survie du plus grand nombre quitte à suspendre quelques droits de base. Ce dernier terrain n'est bien entendu pas celui des ennemis de l'autorité, qui connaissent depuis longtemps ces jeux d'équilibres suspendus entre les urgences décrétées par le haut et l'intensité de la guerre sociale. Si on désire ardemment détruire l'État, attaquer sa toute puissance confineuse qui exacerbe et renforce les rapports de servitude comme de citoyennisme, une perspective anarchiste ne peut que lutter pour une liberté démesurée.

GANTS. Pour se protéger de la porte qu'on fracture. Du grillage qu'on cisaille. De la marchandise qui change vite de main. De la vitrine qu'on éclate. De l'objectif qu'on incendie. Gants et masques pour se protéger des empreintes et de l'ADN, pour garder une distanciation vitale avec les labos scientifiques du virus policier.

POMPIERS. Ici une partie du cortège de tête parisien distribue des masques de protection aux vigiles, au Chili une partie de la Primera Linea nettoie le métro. Supermarchés à exproprier ? Métros à incendier ? Après, oui après, les lendemains chanteront. Peut-être. Ou pas du tout. Quand le pouvoir allégera ses autorisations de sortie. En attendant on autogère le confinement. On humanise les carences de l'État. S'auto-organiser pour attaquer les flics, piller les entrepôts de nourriture ou saboter les artères technologiques de la prison sociale serait trop risqué. La révolte pourrait être plus contagieuse que le virus, qui sait ? Planificateurs du moindre mal. Contre-pouvoir tout contre le pouvoir.

PRINTEMPS. Le présentateur météo qui t'insulte tous les jours en prévoyant un temps radieux avant de t'ordonner de rester chez toi. Les nuages au césium de la forêt de Tchernobyl, qui flambe depuis une semaine, seraient peut-être plus convaincants. Mais on sait qu'ils s'arrêtent aux frontières.

RESPONSABILITÉ. On ne peut pas être responsable du passé qui nous préexistait, ni de tous les humains qui peuplent la terre, le continent, le pays, la région, la ville, le village, le quartier, le voisinage. Par contre, malgré l'océan de domination dans lequel nous baignons —un océan imposé par la servitude de beaucoup et la répression des autres—, on peut être responsable de nos propres actions pour le combattre. Là où toute vie est sacrifiée sur l'autel du profit et de l'autorité, la seule responsabilité individuelle possible par rapport à ce qui nous entoure est la cohérence entre l'idée anarchiste qui nous meut et nos actes qui la rendent vivante. Aucun petit geste ne sauvera la planète, aucun auto-confinement n'empêchera la propagation du virus. Identifier l'ennemi dans le progrès industriel, la technoscience ou l'État en frappant leurs structures sans reproduire leurs mécanismes de domination serait par contre déjà plus salubre. Si on entend sauver quoi que ce soit, bien entendu.

RETOUR À LA NORMALITÉ. Il n'y aura pas de ce genre de retour en arrière. Parce que nous n'en voulons pas (cette normalité antérieure était déjà le problème). Parce qu'ils n'en veulent pas non plus (ah, qu'il était encore plein de rigidités trop humaines et de petits formalismes, cet avant). Parce que la normalité c'est le laboratoire géant du présent, avec ses drones et sa survie numérisée, avec ses militaires et son productivisme forcené. Parce que comme on a pu dire que le 20e siècle avait réellement débuté en 1914 avec la Première grande boucherie industrialisée mondiale, le 21e siècle vient définitivement d'effectuer un tournant en cette année 2020, avec des conséquences encore incertaines pour tous. A nous de faire en sorte que tous leurs calculs et prévisions de nouvel ordre technologique déraillent pour de bon.

TROUPEAU. Au bout du compte, certains estiment que la plupart des individus seront touchés par ce nouveau virus. Les jeux de confinements et de déconfinements ne servent alors pas à éviter une contamination générale (il

faudrait une gestion à la chinoise pour cela, et encore) mais sont plutôt des mesures de masse destinées à ralentir sa progression, en écrétant les pics hospitaliers tout en maintenant l'économie à flot. Plus il y a de monde qui reste chez soi, mieux l'État peut gérer la désorganisation temporaire dans l'industrie et les services qui lui importent ou chez ses indispensables larbins armés. Le confinement/déconfinement est avant tout une question de continuité et de maintien de l'ordre, pas de protection d'une population contre laquelle il se prépare à se défendre en cas de crise sociale qui découlerait d'une crise sanitaire. Concernant le virus, il gère le troupeau en espérant qu'une partie suffisante de la population (60%) finira, certes le plus lentement possible, par être *définitivement* immunisée pour qu'il cesse de se propager en ne trouvant plus d'hôtes (ce qui est une hypothèse très relative, vue que la durée de vie des anticorps contre le covid-19 semble courte, conduisant plutôt à envisager une série de vagues infectieuses). Et si cela n'arrive pas, l'État compte gérer son troupeau avec le même type de mesures drastiques jusqu'à l'arrivée promise pour 2021 d'un

futur éventuel vaccin (ce qui revient, soit dit en passant, à inoculer artificiellement une partie de virus, sans garantie que les anticorps perdureront assez longtemps ou que l'original ne mutera pas).

Du premier confinement initial par la peur et la servitude volontaire jusqu'aux déconfinements par algorithmes en blouse blanche, avec plusieurs allers-retours, on est très loin d'être sortis de l'auberge. Pour échapper à la statistique des grands nombres, peut-être faudrait-il commencer par renverser la table sans rien attendre du pouvoir, et ne plus se comporter comme un troupeau qui se considère vivant juste parce qu'il n'est pas mort.

VIVRE. Tout était déjà là, et tout s'accélère. Que signifie respirer dans un monde bâti sur des fleuves de sang, de souffrances, de misères, de guerres et d'empoisonnement généralisé du vivant. Mort lente ou mort rapide. Vie en sursis et fade survie partout. « *Vous ne pouvez pas nous tuer, parce que nous sommes déjà morts* ». Révolte kabyle, militaires en face, 2001, début du millénaire. « *Ils nous ont tellement pris, qu'ils nous ont même dérobé la peur.* »

Soulèvement chilien, 2019, militaires en face, vingt ans plus tard. C'était avant. Lorsque quelque chose de visible, de palpable et d'attaquable nous faisait face. Pas une dose radioactive ou un micro-organisme. Et pourtant, les rapports sociaux auraient-ils magiquement disparus avec ce Covid-19 qui n'est pas une catastrophe naturelle ? Meurt-on globalement de ce nouveau virus ou du monde qui le génère tout en permettant sa prolifération rapide sur toute la planète : déforestation massive, métropolisation et concentration urbaine, nourriture industrielle standardisée, ingestion à haute dose de chimie pharmaceutique, empoisonnement sans précédent de la terre, de l'eau et de l'air, hypermobilité, etc. ? Sortir pour tout arrêter plutôt que de contempler le désastre derrière un écran est alors bien le minimum si on souhaite un monde totalement différent. Plutôt vivre en liberté que mourir confinés. La révolte, c'est la vie.

Anonyme,
Avis de tempête,
28 mars-15 avril 2020.
avisdetempetes.noblogs.org



LETTRE À MON AMI CONFINÉ.

IL Y A QUELQUES MOIS, toi comme moi, refusions et avons toujours refusé la logique de guerre. Aujourd'hui, les choses ont changé. Tu m'as dit être resté sur ces mêmes positions, mais je t'ai vu t'enfermer dans ta maison, avec tes colocataires, dans ton couple... Et quelque part, accepter pleinement cette guerre, qui n'en a que le nom.

Je ne t'en veux pas. Et même je comprends cette réaction. Mais regarde autour de toi, regarde moi, ton amie, et ouvre les yeux sur les immenses souffrances que l'acceptation total du confinement a engendré, infiniment plus grandes que le virus lui-même.

Ton amitié m'est précieuse. Si l'État refuse de la considérer, s'il refuse de voir cela comme une dérogation possible à mes déplacements, j'ai cru qu'elle nous serait évidente pour tou-tes les deux. Mais quel choc lorsque tu as prononcé ces mots : *"Dans la maison, nous avons décidé d'appliquer le confinement le plus strict"*. Avant d'ajouter : *"Tu peux venir nous voir, évidemment. Tu restera derrière le portail"*. Toi qui n'y voyais qu'une décision collective presque banale, pour moi cela m'a éclaté froidement au visage : notre amitié n'est que secondaire, non vitale. Et vous vous êtes ainsi enfermées dans vos couples respectifs. J'ai failli te dire que j'aimerais te faire un câlin, mais je n'ai rien dit. Il n'y aura plus de gestes affectifs entre nous, je n'ose même pas en faire le deuil verbalement.

Entre temps, le contrôle social s'est accéléré. La police à continué à tuer, blesser, humilier dans les quartiers populaires, encore plus qu'elle ne le faisait déjà. La rue lui appartenait déjà beaucoup, aujourd'hui elle en a fait son terrain de jeu (meurtrier). Elle en ressortira encore plus compétente pour manier à bien sa logique répressive, et nous encore plus craintif-ves.

Entre temps les soignant-es se retrouve encore plus seul-es que lorsqu'ils luttait pour avoir plus de moyen dans les hôpitaux publics.

Entre temps les pauvres de tous les pays se retrouvent sans travail ni possibilités de subvenir à leur besoins.

Entre temps les femmes se font encore plus battre par leur maris.

Nos échanges ont continué, par Signal. La discussion atterrira souvent sur l'affirmation que le confinement est fait pour sauver les personnes fragiles. Qu'il faut se responsabiliser par rapport à elles. Mais en cherchant plus loin, tu n'en connais pas tant de personnes si fragiles. Tu utilise un épouvantail pour clore la discussion. En vérité, nous serions beaucoup plus enclin à les aider, en prenant toutes les précautions sanitaires, si

nous n'étions pas enfermé-es dans nos maisons à nous dépatouiller avec nos angoisses (créées principalement par la réaction étatique). Et aussi, pourquoi devrions-nous tou-tes épouser cette logique sacrificielle du confinement quand nous connaissons les types de personnes que le virus cible ?

La pire des hypocrisies, est de dire que nous avons sauvé des vie. Non. Nous avons simplement choisi nos morts. Parfois il faut en effet choisir, et la moindre des honnêteté politique serait de l'exposer ainsi. Mais tu sais, ce confinement tue 1 000 fois plus de personnes par la faim, détruit des millions de vies par le chômage de masse, rend des gens malheureux par l'isolement, etc. Regarde l'état du monde, mais ne me ressert plus cet argument qui tente de justifier le délire actuel.

Et puis au fil du temps, mon état psychologique s'est dégradé. Je n'avais déjà pas eu beaucoup de chance sur mon environnement de confinement, un appartement pour 5. Mais cela a empiré lorsque s'est installé une détresse amicale et affective. Car tou-tes mes autres ami-es ont évidemment fais le même choix que vous. Je retentais une approche. Les mêmes réponses, à quelques mots près. Mais cette fois-ci, je n'ai pas voulu me laisser faire. Ce confinement engendre déjà trop de violence, pour que j'en accepte celle-ci.

Je t'ai exposé l'absurdité de la situation. Je t'ai mis devant le nez toutes vos dérogations sanitaires que vous acceptez quand il s'agit de relation amoureuse, mais que vous refuser catégoriquement pour celles qui ne sont "que" amicales. J'ai tenté d'exposer que le confinement est un choix politique parmi tant d'autres, avec toutes les conséquences horribles qu'il engendre. Ça ne t'as pas fait réagir. Pire, ça nous a éloigné, et je me suis senti comme une irresponsable.

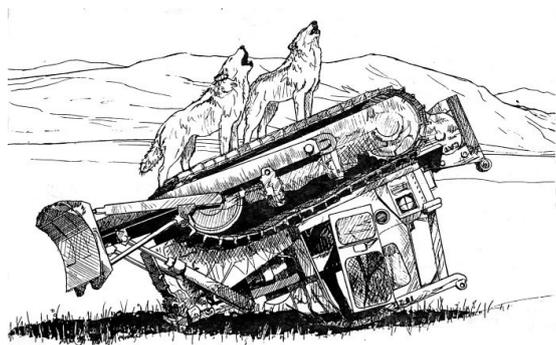
Pourtant, toi aussi tu sais que ça n'est pas tenable à long terme. Voilà déjà 6 semaines de confinement, et je sens poindre des petits changements dans tes pratiques, dans tes discours. J'espère simplement que la situation sociale ne soit pas trop désastreuse quand nous sortirons de la torpeur. Quand nous ferons comme d'habitude et que nous irons boire une limonade au soleil avant d'aller manifester.

Ton amie.

[Glané sur Manif-Est.info]



Arrêter de vivre ? Plutôt mourir !



VOILÀ PLUSIEURS SEMAINES DÉJÀ que l'état d'exception du confinement sanitaire est imposé à l'ensemble de la population, avec son lot d'interdits inédits, d'hypocrisie quotidienne et de promesses de salut.

Moi, je ne voulais pas mourir de peur et d'ennui perfusé devant Netflix. Durant ce mois passé, la rage et la consternation de vivre en temps réel un mauvais roman d'anticipation sont devenus pour moi, plus qu'un poison, un antidote. J'ai donc décidé d'attaquer.

En étendant les frontières de l'illégalité, en s'imposant partout sur les routes, les flics et les citoyens vigilants ont transformé la géographie en un espace dans lequel il a fallu réapprendre à se déplacer, et à retrouver le chemin d'autres complices.

Puisque les croix sur les montagnes ont été remplacées par des pylônes de réseaux GSM et de 5G, cela dit quelque-chose de la forme que prennent actuellement le pouvoir et nos croyances de salut. Il était temps alors de rallumer les feux sur les collines pour diffuser des messages plus essentiels et directs à cell-eux qui voudraient bien les percevoir, de brûler ces croix nouées de câbles de fibre optique et de réseaux électriques.

Je suis seul-e, quelque-part au dessus de la vallée de l'Ouvèze, entre le Pouzin et Privas, dimanche 3 mai vers 2 h du matin. Il a beaucoup plu durant les dernières heures et les ultimes panaches de brume évaporés du sol s'élèvent face aux halo d'une demi lune. La nuit est douce et si calme.

Ces dernières années, semblait croître dans les discours, l'impression que l'État laissait sa place progressivement à des formes de gouvernementalité plus libérales et économiques, qu'à un pouvoir vertical, se substituait déjà des formes plus diffuses, invisibles.

Mais l'état n'a pas disparu. Il est au centre des réalités dans les guerres lointaines contre le terrorisme au Mali, dans la promotion d'un quotidien connecté, dans la répression généralisée des mouvements sociaux, dans la production de cadres de vie de plus en plus normatifs et technologisés.

A l'aube du printemps nouveau, la guerre est de nouveau déclarée, comme ultime motif de rassemblement, comme cause commune, comme devoir d'allégeance. Au nom de la santé et de la sécurité de tous et toutes, nous étions voué-e-s à être rassemblé-e-s, compté-e-s, partitionné -e-

s, rangé-e-s, assigné-e-s, surveillé-e-s et étudié-e-s.

Quiconque dérogerait à la règle imposée par les ministres, experts de la santé de tous poils, par les préfets et leur police, serait traité d'irresponsable menaçant la santé des plus faibles. Ce n'est pas une aventure inédite qu'au nom des personnes jugées et classées comme « fragiles », le pouvoir se taille sa plus belle pièce. Le pouvoir est ambidextre. Il tend la main qui protège, celle qui sauve et cajole. Dans le même temps, il frappe et mutile. Bientôt, on entend qu'il y aurait de meilleures gestions étatiques de la crise que d'autres. On compare ce qui se déroule sous différentes latitudes. On incrimine les pouvoirs plus totalitaires comme en Chine et au Brésil. On se félicite du fait qu'au Portugal, les institutions offriraient des papiers à tous les demandeurs d'asile. Bientôt, on ne se sent pas si mal, finalement, par chez nous.

J'avance calmement dans la pénombre, quelques litres liquides de combustible dans mon sac, une pince monseigneur lourdement calée contre ma colonne vertébrale. Je suis comme absent-e à moi même, absorbé-e par le silence et les murmures nocturnes, happé-e par la minutie de la tâche, déclinant mes pas sans laisser de traces. Le sommet est paisible. Une brise légère balaye la crête d'où je perçois, partout en contrebas, les clignotements de diverses installations électriques du secteur, champs d'éoliennes, antennes relais et plaines industrielles.

Je m'ouvre un chemin parmi les grilles en brisant une chaîne qui entrave la porte de l'enceinte principale de la plus importante des deux antennes. Je range mon matériel et prends soin de rester à l'abri d'éventuels regards sous mon passe-montagne.

En avançant, je continue de penser : comme dans toute « crise », qu'elle soit produite de toute pièce par le pouvoir, ou subie et gérée au mieux, la situation crée un contexte inédit, support à constituer les chaînons manquant dans la machinerie du progrès. Ils étaient des centaines de scientifiques, de médecins et de bio-ingénieurs à venir proposer pour notre bien, des recettes d'apothicaires miracles de charlatans du vingt et unième siècle. Bien plus que de nous vendre une médecine quelconque, ils nous vendaient des raisons de continuer de l'avant, des manières de vivre. Dans sa réponse aux courroux des dieux, la science s'est offerte en renfort de promesses, apportant des solutions innovantes, aux problématiques produites par le progrès.

Le dispositif sanitaire opère également un tri entre des façons de mourir acceptables ou non. Les risques nucléaires et industriels, alors qu'ils sont organisés et constitutifs de l'activité humaine, contrairement à la plupart des risques biologiques, produisent vraisemblablement la

mort et la souffrance chaque année, de manière extrêmement importante. Où est-il l'état protecteur et bienveillant quand il s'agit de protéger ses citoyens des technocrates du nucléaire?

Face aux discours et aux mots qui peuvent sembler vains ou manquer parfois, mes mains gantées glissent des paquets d'allume-feux industriels sous des lianes de câbles.

J'y répands également du gel inflammable et me tourne vers la sortie de l'enceinte pour m'approcher du second pylône. Une mini-pelle stoppée pour la nuit est échouée à l'orée du site. Je regrette de ne pas m'y attaquer et de manquer de matériel. Je place de nouveau des dispositifs incendiaires sur les câbles plus frêles et retourne à ma première antenne.

Sur place, j'arrose copieusement le tout d'essence et allume de part en part de l'installation deux départs de feu que la brise gonfle progressivement.

Je descends au second pylône et opère de la même manière.

Je m'écarte du site et m'évapore dans la nuit.

La santé et la sécurité sont devenues petit à petit les valeurs suprêmes justifiant à elles seules, les efforts et les égarements les plus absurdes.

Le virus et le combat contre sa propagation, dans le fait qu'il incarne la mort qui plane et qui frappe au hasard, imprévisible et soudaine est devenu le spectre à pourchasser sans trêve repoussant sans cesse les limites des endroits dans lesquels nous sommes prêts à nous rendre pour ne pas mourir.

Ce qui a été intériorisé, peut-être définitivement, comme expérience collective, c'est le goût et la nécessité du sacrifice. A partir de maintenant, on nous demandera

sans cesse de solder les lambeaux restants de notre vie pour ne pas la perdre.

Après coup, je ne sais pas si cette attaque a occasionné des dégâts importants. Peut-être seulement quelques câbles ont-ils été sectionnés. Ce qui a compté pour moi c'est d'avoir réussi à agir, même seul-e, d'être parvenu-e à surmonter durant cette nuit arrachée à l'absurde, mes doutes et mon angoisse et d'avoir frappé ce qui apparaît pour moi aujourd'hui, comme un nœud essentiel de la société actuelle : le réseau mobile et l'ensemble du monde connecté qu'il permet de produire.

Contre la société de contrôle et la dictature sanitaire.

J'ai une pensée de rage envers les tablettes tactiles et les robots assistants qu'il convient désormais de distribuer en nombre dans les mouiroirs pour personnes âgées. Que les dernières personnes qui ont traversés ce siècle sans technologie meurent entourées de robots et d'applications de toute sorte me fout la gerbe. Les trains de satellites lâchés par milliers qui sabotent les mystères du ciel nocturne ne seront jamais des promesses de paix.

Une pensée pour les portes qui restent volontairement ouvertes durant cette période difficile, à celles et ceux qui tentent, coûte que coûte de ne pas sacrifier leur vie face à la peur. Aux coups rendus et aux coups de mains. Aux mauvais coups et aux coups ratés. A cell-eux qui tentent. A cell-eux qui ne n'attaquent pas forcément mais qui aident à continuer et qui brisent les évidences.

Alors quoi : arrêter de vivre ? Plutôt mourir !

Anonyme, 12 mai 2020.

Source : Indymedia Nantes.



Esquisses pour une critique du confinement.



Le fil sur lequel se tient l'entièreté de ce texte, c'est le confinement, comme réalité vécue et comme outil de pouvoir. L'enjeu, l'ambition, n'est absolument pas de produire une réflexion sur la situation dans son ensemble - ce dont nous aurions été bien incapables, et encore moins dans un format comme celui-ci. "Variations sur le le confinement" aurait pu constituer un autre titre.

UN TABLEAU UBUESQUE.

Le confinement généralisé a été décrété du jour au lendemain. Mot inconnu, pratique étrange quelques jours auparavant, le confinement s'est imposé comme une évidence, sans aucune remise en cause corporelle ni théorique. Depuis, l'obéissance est générale.

La rhétorique de la guerre. C'est la forme que choisit le pouvoir pour faire appel à l'effort national. Il fait du personnel soignant ses nouveaux soldats, applaudit chaque soir par celles et ceux qui ne sont pas au front. L'État semble découvrir les conditions lamentables dans lesquelles sont tenues de travailler ces infirmières tout à coup glorifiées. Il supplie l'hôpital de tenir la main de la police pour sauver la Nation. La Nation, cette vieille idée que l'on espérait morte et enterrée. Le tour de force est remarquable ; dans la grande pièce nationale, chacun tient son rôle.

L'État met en scène les discours médicaux pour légitimer son gouvernement. Jusqu'à nouvel ordre, nous n'obéirions donc plus aux

hommes politiques mais aux ordonnances médicales agencées par le pouvoir. Face à l'alarme sanitaire et à la dépossession du savoir scientifique, nous n'avons d'autre choix que de nous en remettre aux prescriptions du gouvernement. La peur au ventre, on manifeste à sa fenêtre, pour demander que le personnel soignant soit aussi bien armé que les policiers ; on s'indigne face aux politiques libérales de dislocation de l'hôpital public ; on en appelle à un État plus fort, un État qui enfin prendrait ses responsabilités ; on voudrait remplacer les mauvais politiciens par de bons médecins... Ce sont les seules revendications qui arrivent à émerger dans cette situation de pacification tendue. Démunis, c'est comme si l'arrivée du coronavirus nous avait ôté tout raisonnement critique face à la domination absolue de l'État. L'ordre du confinement est bien gardé.

Pourtant, le confinement à la sauce de l'État ne répond pas à l'exigence médicale préconisée. D'autres l'ont bien montré, les jonctions qui structurent le confi-

Confinement : n.m.

Fait d'être retiré, enfermé dans des limites étroites.

Maintien d'un être vivant dans un milieu de volume restreint et clos.

Syn. « réclusion ».

nement n'ont aucun sens pratique. Absurdité et incohérence, voilà les sentiments qui nous prennent lorsque l'on sait que l'on doit aller travailler à la centrale Amazon mais qu'il est défendu de se promener sur la plage, ou lorsque l'on voit les grandes surfaces fonctionner à plein régime et les marchés à ciel ouvert interdits de se tenir. La liste des contradictions est longue...

Finalement, cette déraison prend tout son sens si l'on comprend que le seul impératif qui motive ces règles de conduite est le maintien d'un contrat social libéral, qui doit jongler entre logiques sanitaires et intérêts économiques. Il s'agit à la fois de laisser le temps et la possibilité au capitalisme de s'adapter et de laisser une relative liberté au citoyen de consommer comme bon lui semble ; et à la fois de préserver l'apparence d'un « État providence » qui ne laisse pas ses sujets mourir dans la rue, comme ailleurs on a pu le voir.

La mondialisation du confinement et son exécution identique sur la moitié de la population de la Terre renforce encore l'absurdité de cet outil. Le confinement est un produit destiné aux sociétés complètement rationalisées par l'économie et déjà préparées à la séparation des individus. L'application du confinement dans des villes ou des territoires où l'économie n'a pas normalisé tous les espaces et toutes les interactions est impossible sans recours à l'ultra-

violence. Ainsi au 20 avril, au Nigeria, le Covid-19 a tué 12 personnes à l'hôpital, la police en a tué 18 dans la rue pour non respect du confinement. Toutes proportions gardées, la violence du confinement est néanmoins partout et la police se défoule dans les quartiers des grandes villes de France.

À la violence et à la peur de la répression s'accompagne le désarroi dans lequel chacun est plongé tant à l'échelle individuelle que collective. L'espace est complètement réduit, complètement vide. Le confinement nous ouvre le temps, le néant qu'il produit nous en prive. Nos journées sont creuses et nous n'avons prise sur rien. Le temps s'étale et nous échappe à la fois. Apathie, ennui, égo-centrisme décuplé, peur d'être empoisonné par autrui, perte de repères, approfondissement des solitudes... c'est tout un environnement affectif et sensible qui est dissous par l'injonction à rester chez soi.

S'APPROPRIER LE DANGER.

Il ne s'agit ni d'oublier les innombrables morts du Covid, ni de nier les conditions infernales dans lesquelles les malades sont soignés, ni d'affirmer bien sûr qu'il ne faut rien faire face à la maladie et à sa propagation. Seulement, le confinement ressemble à s'y méprendre à la prescription d'une forte dose d'antibiotiques à spectre large. L'antibiotique en effet tue la bactérie nocive mais dévaste tout par ailleurs. Il peut s'avérer nécessaire dans certains cas, mais tout le monde sait qu'il n'est plus automatique, et que la réparation suite à de tels traitements peut parfois être longue et pénible. La question est alors la suivante : comment répondre à la maladie sans tuer le vivant ?

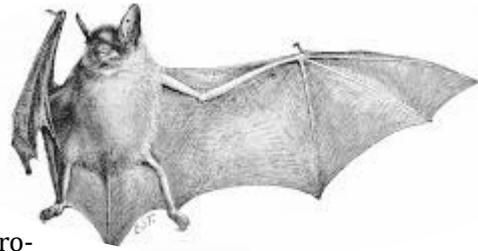
Si le danger biologique est bien réel, l'enjeu est de ne pas se retrouver terrassé par la peur du virus et de sa diffusion. Mais pour cela, encore faudrait-il que l'on soit en mesure de comprendre la

maladie, de cerner les conditions de sa transmission et ses capacités meurtrières. S'appropriier les informations transmises par voie médiatique et produites par la frange des institutions médicales et scientifiques inféodées au pouvoir semble le seul moyen - certes insatisfaisant - de construire nos propres pratiques pour faire face au risque épidémique. Car le Covid-19 n'est pas la peste, et il semble possible de trouver des manières de vivre - et non de survivre - avec l'épidémie.

À nous donc de produire nos propres règles sanitaires pour nous protéger et protéger les autres, à commencer par les personnes vulnérables : trouver nos propres « gestes barrière » et les respecter avec sérieux ; nous voir, discuter, réfléchir ensemble ; déterminer les activités à réduire, à arrêter, à poursuivre... le début d'une liste de préoccupations à appréhender et d'applications à concrétiser. Tout ceci, à l'échelle de collectifs ou de groupes singuliers, en fonction de leurs formes, leurs contraintes et des enjeux qui les animent.

Finalement remettre en question le confinement est peut-être la manière la plus sérieuse de considérer la gravité de l'épidémie et de réfléchir aux moyens d'y parer. C'est en se confrontant au virus qu'on développe une intelligence de la situation ; c'est comme si respecter sans le questionner le confinement rendait idiot face au danger.

Il est primordial de s'approprier les manières de faire face à une épidémie. Au vu de la situation environnementale et des formes de vie capitalistes, des coronavirus risquent fort de venir nous visiter tous les ans. Il nous faudra bien vivre avec eux et ne pas nous barricader chez nous à la moindre alerte. Le risque de la peur de la contagion, c'est la peur de la vie



même. Soyons inconfinables !

UN INSTRUMENT DE POUVOIR.

Assignation à résidence généralisée, le confinement répond davantage à des logiques de pouvoir qu'à des logiques philanthropiques de santé publique. Il devient l'outil privilégié du rêve politique de l'État en situation d'épidémie de coronavirus. Ce rêve, il faudrait pouvoir le décrire précisément. Mais ses contours sont encore flous, et à tout moment ses bordures peuvent se redessiner. Il est néanmoins possible d'affirmer que contrôle et discipline en sont les deux personnages principaux.

La période actuelle ne signe pas une rupture stricte avec un quelconque monde d'avant fantasmé, elle accélère plutôt des processus déjà enclenchés. Le confinement, en tant qu'outil de pouvoir, creuse la séparation entre les individus, renforce le primat de la santé et du médical, confirme la dépolitisation des espaces publics et la primauté des espaces privés, donne une belle occasion pour le législateur de réduire les libertés publiques, poursuit l'intrication des moyens cybernétiques et policiers, permet à l'économie de se reconfigurer une nouvelle fois.

Les pratiques habituelles de maintien de l'ordre ne suffisent pas à expliquer le succès du confinement. C'est bien davantage parce que la règle est intégrée et l'autocontrôle général que nous restons chez nous. Le phénomène d'épidémie mortelle ne peut générer que de l'obéissance. La peur généralisée de perdre sa vie fait de la seule solution proposée la seule solution envisageable.

Si l'épidémie est une crise, les

moyens imposés pour y faire face semblent calibrés pour s'inscrire dans le temps. Autant que les virus reviendront, le confinement sera remis en place à la moindre occasion. Il n'y aucune raison que l'État ne réutilise pas l'outil tant il lui a permis de régir facilement de manière inconditionnelle nos vies. Et ça, le pouvoir même devait en douter avant cette année. Mais peut-être n'aurons-nous pas besoin d'attendre un nouveau virus pour que la logique du confinement, quelque forme qu'elle prenne, s'intègre au plus profond de notre quotidien.

Rappelons-nous le surgissement des Gilets Jaunes, ce « *profond et brusque mouvement de déconfinement de la société française, un moment historique où des mondes intérieurs qui n'étaient plus sortis, ne s'étaient plus croisés depuis des années, ont soudain décidé de se rejoindre dans un nouvel espace commun, en dehors des cadres et normes qui régulaient normalement leurs interactions sociales confinées* ». La tendance était alors à percer l'ordre établi de la séparation et de l'enfermement. Une année a passé, et c'est comme si nous prenions désormais le chemin inverse, celui du retour à la maison.

Rester chez soi. Y goûter le confort adéquat. Y trouver de quoi rendre la situation vivable... Rester chez soi, c'est toujours réaliser - même à son insu - le paradigme absolu de l'économie, l'administration de la maison. Oikos, la maison ; et nomos, la gestion, voilà comment l'économie considère sa raison d'être. Confortablement confinés, nous invitons plus que jamais l'économie, sa rationalisation, ses contrôles, dans nos intérieurs. Le télétravail comme norme à venir c'est le stéréotype de la vie à domicile. Et l'économie libérale, avec ses flux de marchandises et de capitaux, se satisfera tout à fait de sujets consommateurs et gestionnaires de leurs domiciles. Au plus, l'économie trouvera là l'occasion d'une petite reconfiguration :

moins de restaurants, plus de livreurs.

Finalement, avec le confinement, le fossé se creuse entre deux dimensions, pourtant inséparables, de ce qui constitue la vie. D'un côté, notre vie biologique, nue ; de l'autre, notre vie collective, mise en partage. Mais là, il apparaît clairement que le pouvoir fait le choix de circonscrire nos existences à ce qu'elles ont de biologique, pour préparer nos corps à une configuration toujours plus pacifiée et quadrillée de la société. C'est notre survie qui est en jeu, et c'est pour notre bonne santé que le confinement annule le collectif. Peu importe ce que l'on peut en penser, peu importe que cela relègue au second plan nos existences politiques. Ce processus, encore une fois, n'est pas nouveau. Le confinement ne fait que l'accélérer, c'est l'intérêt ultime du pouvoir - ses contrôles, ses disciplines - que de le maintenir.

PRENDRE DU SOUFFLE.

Nous pensions tous que le confinement aurait un début et une fin. Nous savons maintenant que c'était un leurre. Le confinement perdurera, sous d'autres formes. Le déconfinement tel qu'il semble prévu par l'État ne sera pas la fin du confinement mais sa continuité. « *Rien ne sera plus comme avant, et avant longtemps* », de la bouche même d'un de ses hauts-lieutenants. Nous ne sommes donc qu'au début d'une longue période de mutation de la gouvernabilité, dont la larve est connue, mais dont nous ne pouvons pour le moment que pressentir les formes et l'étendue de ce qu'elle deviendra. Alors, comment prendre la mesure de ce qui va changer de manière durable ? Comment comprendre que cette situation impactera sur toute activité politique et de quelles manières ?

Envisager des réponses nécessitera de trouver comment sortir de chez soi, et vite. Il s'agit de ne pas attendre ni la fin du confinement

ni la fin du risque épidémique ordonnées par l'État. Il s'agit au contraire de trouver dès maintenant les manières d'y résister, collectivement, et individuellement. Individuellement d'abord pour conjurer la possibilité de s'habituer aux logiques du confinement, voire d'y prendre goût ; collectivement ensuite pour contrecarrer les dispositifs de séparation et d'isolement en ayant des perspectives politiques dans un monde qui les cantonne toujours plus.

Aucune fin à attendre ; des tas de solitudes à conjurer par l'enthousiasme du collectif ; autant d'espaces pacifiés et confinés à enflammer... et mille autres choses à réactiver ou à inventer pour arrêter cette mécanique qui fait que nous sommes sans arrêt apathiques et terrassés.

Anonyme,
Indymédia Nantes,
28 avril 2020.



Sur-mesure.

Pour en finir avec la mise en mesure du monde.

DANS LES FORÊTS DE TCHERNOBYL OU LES PLAINES DE LA RÉGION DE FUKUSHIMA, il ne suffit pas d'être attentif pour percevoir le danger. Quand la pluie tombe, quand le vent se lève, quand on chute, la figure à même le sol, ce qui nous vient à la gueule, ce n'est pas une nature brute, mais l'effet d'une technologie qui nous pénètre. Nous ne sentons pas plus notre peau brûler que nos vêtements mouillés, nous ne voyons pas de loin un nuage de poussière s'approcher, nous ne respirons pas l'odeur d'un incendie. En territoire contaminé, c'est l'invisible qui porte le danger pour qui n'a pas les moyens de lire les signes de cet imperceptible. Notre relation est dénaturée. Le paysan qui connaît la terre qu'il travaille, sait lire son acidité, sa fertilité, tandis que l'ignorant ne voit que de la terre indistinctement. L'ami sait lire dans les traits de l'autre son inquiétude ou son mensonge. Nous pouvons apprendre à lire les nuages, à reconnaître ceux qui portent la pluie de ceux qui apportent le beau temps. Rien de tout cela en territoire contaminé, vous aurez beau plisser les yeux, rester des mois entiers à renifler l'air, vous ne percevrez jamais rien, n'apprendrez jamais rien : votre corps et votre expérience ne suffiront jamais à vous faire comprendre ce qui vous environne. Vous marchez dans un monde en étranger, en tumeur que la nature viciée s'efforce de répandre. Pour comprendre ce monde dans lequel vous errez, il faut se mettre à sa mesure. À la mesure d'un monde qui est créé par la technologie dans laquelle vous êtes sommé de devenir un de ses outils, un produit de sa production. Agir selon les instructions d'une machine ou bien être maudit par l'imperceptible : voici ce qu'offre la vie en territoire contaminé.



DEPUIS QUELQUE TEMPS, le monde médiatique réurgite le thème de la vie en territoire contaminé, films et livres se font ainsi l'écho de territoires fascinants. Entre retours de notre monde à un état sauvage post-apocalyptique et témoignages selon lesquels on survit tout de même dans ces territoires, les représentations morbides nous inondent. Depuis Fukushima, l'heure n'est plus à cacher toutes les

conséquences de la catastrophe pour les apôtres du nucléaire, il s'agit maintenant d'approfondir cyniquement les effets de son extension. Nous ne verrons plus des blouses blanches nous assurer à la télé, sans sourciller et légèrement déconfites, qu'il n'y a pas de catastrophe tout en organisant notre 2^e évacuation. Mais des experts nous inviteront tout sourires à regagner nos foyers, puisque le pire est prévu. Si, à Fukushima, il existe effectivement des zones interdites au retour, le gouvernement incite néanmoins leurs exilés à retrouver leurs maisons et la population japonaise à consommer à nouveau les produits de la région. Dès les premières semaines, l'État japonais avait présenté la catastrophe nucléaire sur le registre du séisme qui l'avait précédée : celui d'une catastrophe naturelle. À ce titre, il fallait aider provisoirement les victimes en rendant leurs foyers habitables au plus vite. Mais la différence est de taille. Si le séisme et le tsunami dévastent les terres et les corps, cette eau s'en retourne dans l'océan et la culture humaine peut s'établir à nouveau, tandis que les explosions des réacteurs engendrent un dégagement radioactif qui perdure et se fiche dans les terres, dans les corps et dans l'océan en les empoisonnant pour des millénaires. C'est pourquoi la culture humaine appelée à retourner sur ces terres s'en voit elle aussi radicalement transformée. S'adapter en subissant ou subir en s'adaptant, choisis ton camp citoyen !



LA CONTAMINATION DU TERRITOIRE, c'est bien là l'entreprise nucléaire. Nous ne pouvons pas la comprendre sans les structures qui permettent une technologie si poussée, une spécialisation des tâches où certains et certaines peuvent être des physiciens nucléaires, d'autres des ingénieurs, et d'autres encore des exploités de l'industrie et des mines de cobalt, d'or, d'uranium, de coltan, etc. qui permettent aux appareils de mesure et aux laboratoires d'exister. On peut vivre dans un territoire contaminé. L'État y organise notre quotidien et s'occupe de notre santé. La catastrophe ne gêne pas l'État, bien au contraire, elle le rend incontournable. Et il nous faut accepter, comme dans les villes japonaises, de

croiser des dosimètres plantés dans les rues, d'entendre les consignes quotidiennes rythmant les massages de salades et les moments où il est recommandé d'étendre son linge. Il faut accepter de faire analyser régulièrement son urine, de craindre la pluie porteuse de radioactivité, d'écouter les préconisations gouvernementales, de nous fier au dosimètre qu'on porte autour du cou. Oui ! Vous pourrez rire et aimer en zone contaminée, mais à la merci d'un savoir qui vous dépasse comme jamais. La médiation scientifique devient le tissu de toute expérience. Vous pourrez boire un verre là où le bar n'est pas trop soumis aux radiations selon les mesures rendues publiques par les autorités civiles ce soir-là. Vous pourrez manger au restaurant, mais vous éviterez les champignons puisque vous avez mangé de la salade à midi, ce que votre « dosimaître » n'a pas aimé. Quand vous embrasserez quelqu'un sous la pluie vous aurez peut-être un instant de frayeur en entendant biper vos dosimètres. « Pure radiophobie », dira votre coach en développement personnel. L'expertise d'autrui dominera toute votre existence. Sans elle vous n'oserez pas sortir. Et qui se risquerait à la remettre en cause ?



L'ENTREPRISE NUCLÉAIRE EST CLAIRE, d'une certaine transparence... Nous présenter la vie en territoire contaminé c'est nous habituer à l'état de catastrophe. Ne sommes-nous pas déjà habitués à vivre en territoire où la mesure élabore la norme ? À calculer la qualité de l'air, de l'eau dans laquelle on nage ou que l'on boit, l'empreinte carbone de nos achats, le débit d'électricité que nous consommons ? À pucer nos poubelles pour contrôler le tri des déchets, les animaux pour vérifier leur conformité sanitaire ? La transparence pour le contrôle, c'est la mesure du conforme, de l'ordre, de la norme. Et cette norme nous échappera toujours, elle n'est que ce que la science peut mesurer. Un poisson normal doit mesurer tant, n'avoir pas plus de tant en métaux lourds. Une eau normale ne dépasse pas tel seuil de pollution. Comment pourrions-nous, sans ces intermédiaires, reconnaître la pollution de l'eau du robinet que nous buvons si son goût n'en est pas altéré ? Quoi répondre au scientifique qui nous dit de cette eau : « C'est normal qu'elle ait trop de bidule mais en termes du trucs, elle est dans la norme : y-a-pas-d'souci ! » ? Nous avons appris à laisser d'autres avoir prise sur notre environnement. Cette dépossession résulte du capitalisme et de l'État. Ce couple permet la réalisation de cette mise en mesure du monde et s'y déploie sans limite. La

représentation a avancé d'un pas : le monde ne se regarde plus, il se mesure. En territoire contaminé cet énoncé ne relève ni de la théorie ni de l'idéologie, mais de la réalité quotidienne la plus commune.

Au fond, ce que le désastre permet c'est d'en arriver directement au moment où la mise en mesure du monde est la nécessité dictée par l'État pour « survivre ». La gestion du nucléaire aura révélé l'essence même du monde qui l'aura rendu possible. Nucléarisé, le capitalisme ne laisse exister le monde qu'au travers de la mesure, il n'offre pas de choix entre une existence dans une société ou une autre, par exemple primitiviste ou communiste. Il est univoque. Le nucléaire est un signal de l'expansion continue de l'économie à tous les aspects de l'existence. « Soyez, en toutes choses, les petits comptables de vos existences et de vos productions ! » nous dit l'économie. C'est ainsi que Rifkin, le paragon de l'économie connectée, a beau jeu de prédire la fin capitaliste du capitalisme. Il propose aux gouvernements son modèle social, horizontalement démocratique, où chacun sera libre de vendre l'énergie électrique de son éolienne et pourra louer sa friteuse et ses chemises, son puits, son potager et son poumon droit, nous libérant ainsi - en mode BlaBla Car - d'EDF, de H&M et de Veolia puisque nous serons devenus nous-mêmes des entreprises à visage humain. Le monde connecté de l'hyper-horizontalité n'est jamais que le monde où tous les rapports sont médiés par un référentiel universel auquel nous serions tous étrangers. Après le temps de travail pour le capital, après le temps de travail et le temps de loisir, pour le capital, toute la vie au service du capital. Tous les rapports sont désormais perçus sous l'angle de la rentabilité. Quel argent perdu quand je sors de chez moi sans louer mon appartement, et à quoi me servent ces pantalons si je ne les porte pas, et ma voiture, mon savoir ? Dans ce monde hyperconnecté seuls le sont ceux et celles qui ont quelque chose à étaler sur le plan de la mesure, les autres restent en dehors. La vie au stade technologique est une vie sous assistance numérique, basée sur l'anticipation des comportements et la programmation du devenir. Ce qui est absent de cette communauté interconnectée, c'est la vie avec ses inutilités, son désordre et ses frictions. L'étalage universel de la mesure est le schème du monde de l'économie. Le maillage du vivant.



NOUS RESTE-T-IL À NOUS MORFONDRE de notre défaite totale en comptant les derniers soubresauts

d'une vie abandonnée ? Certainement pas. Nous croyons au contraire que la vie ne peut pas se laisser enserrer dans les cages de la mesure et qu'il nous est possible d'attaquer ces dernières. Que nous ayons à faire avec les désastres nucléaires pour des millénaires est un fait, et nous n'entendons pas les auto-gérer. Ce que pourront faire les individus libérés de l'économie et de l'État leur appartiendra. Préservation des connaissances nucléaires en vue de son éradication ? Signalement des zones néfastes pour la vie ? Les idées ne manqueront pas, et s'il faut mettre des nucléocrates à la piscine pour qu'ils se mouillent dans le démantèlement nous saurons leur trouver un maillot. Dénoncer ces instruments pour ce qu'ils sont. Saboter les machines. Détruire leurs relais de

comptabilité. Quand les puces de poubelles sont désactivées, quand les pointeuses sont brisées à coups de masses, quand les capteurs d'air sont détruits, l'emprise se relâche. Quand on refuse le puçage des brebis ou les normes d'hygiène, les normes sanitaires et les pesticides, quand on refuse d'être évalués, quand on brûle les piquets de repère à la construction d'un pylône THT ou d'une prison, l'emprise se relâche.

La mesure est partout, chacun saura où la trouver.

Septembre 2016,
Groupe sanguin rhésus négatif

Foi dans la science.

DANS CE CONTEXTE, il semble que la science a pris les commandes de la situation, que c'est elle qui vient apporter des certitudes au milieu du chaos, nous sauver de la catastrophe. Mais il nous faut rompre définitivement avec cette idée, certainement cinématographique, d'une science déployant tout son potentiel pour garantir la santé des personnes. La technoscience, telle que nous caractérisons l'état actuel des connaissances rationnelles, est un système complexe entrepreneurial—technico-scientifique et constitue l'une des multiples facettes simultanées qu'articule la machinerie capitaliste. Elle n'est absolument pas neutre. Il n'y pas de science séparée du Capital. Ils se sont développés en synergie, en s'alimentant mutuellement.

NOUS NE POUVONS OUBLIER que ces envoyés de la Science sur Terre sont les mêmes qui justifient l'utilisation de produits agrottoxiques dans la région, qui développent non seulement les armes pour les guerres, mais aussi les médicaments qui nous rendent malades et nous tuent, ainsi qu'une liste interminable d'éléments qui étayent ce système apparemment irrationnel.

LE CAPITAL PRODUIT DES EXPERTS scientifiques comme pleine expression de la division du travail. Ils définissent le problème et tracent la stratégie,

profitant de l'une des multiples dépossessions qui sous-tendent la société moderne : la privation des savoirs du soin et de la préservation de la dynamique du vivant. Les spécialistes quantifient le monde, exercent une réduction mathématique du réel, créant des modèles de compréhension-domination de la nature humaine et non-humaine. Un savoir qui, en dépassant le plan discursif pour devenir action concrète, brutalise la matérialité de manière irréversible.

CETTE FORME DE COMPRÉHENSION du monde assigne des "propriétés" aux "objets d'étude", dans ce cas au virus, qui posséderaient certaines caractéristiques absolues, indépendamment du milieu ou ils surgissent et déploient leur existence. Tout se focalise sur l'agent. L'opération efface les conditions matérielles ou l'action a lieu. On parle du virus, de la maladie et des mesures pour en réduire les effets, mais jamais des rapports sociaux de production et de reproduction qui incubent les événements.

UN AUTRE ASPECT de la codification que le savoir dominant fait du monde est l'identification de l'étrange(r) en tant qu'ennemi. C'est le totalitarisme imposé par la métaphore militaire, le jeu macabre de la défense et de l'attaque, la destruction systématique de l'autre. Les

gouvernements appliquent la tactique, le comment faire du que faire imposé par l'armée rationnelle, et ainsi se prennent des décisions déterminantes comme déclarer une quarantaine, arrêter telle ou telle ligne de production, fermer un établissement ou un autre, obliger à ou interdire de travailler, poursuivre, enfermer et torturer quiconque ne se conforme pas à leur directives.

LA SUBORDINATION DES ACTIONS à une branche technoscientifique spécifique est temporaire et changeante. Dès qu'un autre type d'action sur le réel sera nécessaire, le savoir expert s'adaptant le mieux à la gestion de cette situation sociale particulière prendra les manettes. Ils sont aussi facilement interchangeable que l'on remplace une roue de secours. Parce qu'ils font partie de la même chose. Engrenages de ce système qui se mettent alternativement aux commandes ou à disposition. Qui parlent si nécessaire des personnes, de l'environnement, du passé, du futur ou de la vie, mais toujours la calculette à la main.

La Oveja Negra.
Bulletin de la bibliothèque
et archives d'histoire sociale
« Alberto Ghirardo »,
Rosario, Argentine
Avril 2020.

Contre le gouvernement des savants

LE GOUVERNEMENT DE LA SCIENCE et des hommes de la science, s'appelassent-ils même des positivistes, des disciples d'Auguste Comte, ou même des disciples de l'école doctrinaire du communisme allemand, ne peut être qu'impuissant, ridicule, inhumain, cruel, oppressif, exploiteur, maléfisant.

Un corps scientifique auquel on aurait confié le gouvernement de la société, finirait bientôt par ne plus s'occuper du tout de science, mais d'une tout autre affaire ; et cette affaire, l'affaire de tous les pouvoirs établis, serait de s'éterniser en rendant la société confiée à ses soins toujours plus stupide et par conséquent plus nécessaire de son gouvernement et de sa direction.

Ce que je prêche, c'est donc, jusqu'à un certain point, *la révolte de la vie contre la science, ou plutôt contre le gouvernement de la science. Non pour détruire la science - à Dieu ne plaise ! Ce serait un crime de lèse-humanité - mais pour la remettre à sa place, de manière à ce qu'elle ne puisse plus jamais en sortir.*

Dans leur organisation actuelle, monopolistes de la science et restant comme tel en dehors de la vie sociale, les savants forment certainement une caste à part et qui offre beaucoup d'analogie avec la caste des prêtres. L'abstraction scientifique est leur Dieu, les individualités vivantes et réelles sont les victimes, et ils en sont les immolateurs consacrés et patentés.

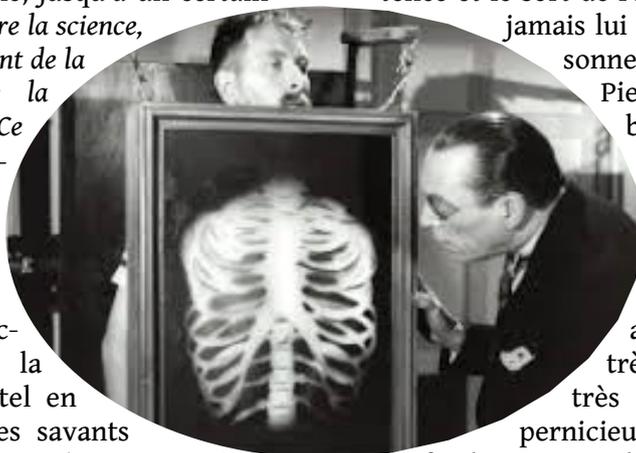
La science ne peut sortir de la sphère des abstractions. Sous ce rapport, elle est infiniment inférieure à l'art, qui, lui aussi, n'a proprement à faire qu'avec des types généraux et des situations générales, mais qui, par un artifice qui lui est propre, sait les incarner dans des formes qui, pour n'être point vivantes, dans le sens de la vie réelle, n'en provoquent pas moins, dans notre imagination, le sentiment ou le souvenir de cette vie ; il individualise en quelque sorte les types et les situations qu'il conçoit, et, par ces individualités sans chair et sans os, et, comme telles, permanentes ou immortelles, qu'il a le pouvoir de créer, il nous rappelle les individualités vivantes, réelles, qui apparaissent et qui disparaissent à nos yeux. L'art est donc en quelque sorte le retour de l'abstraction dans la vie. La science est au contraire

l'immolation perpétuelle de la vie fugitive, passagère mais réelle, sur l'autel des abstractions éternelles.

Et pourtant, ce ne sont pas ces individualités abstraites, ce sont les individus réels, vivants, passagers, qui font l'histoire. Les abstractions n'ont point de jambes pour marcher, elles ne marchent que lorsqu'elles sont portées par des êtres vivants. Pour ces êtres réels, composés, non en idée seulement, mais réellement de chair et de sang, la science n'a pas de cœur. Elle les considère tout au plus comme de la *chair à développement intellectuel et social. Que lui font les conditions particulières et le sort fortuit de Pierre et de Jacques ?*

Puisque sa propre nature la force d'ignorer l'existence et le sort de Pierre et de Jacques, il ne faut jamais lui permettre, ni à elle ni à personne en son nom, de gouverner Pierre et Jacques. Car elle serait bien capable de les traiter à peu près comme elle traite les lapins. Ou plutôt, elle continuerait de les ignorer ; mais ses représentants patentés, hommes nullement abstraits, mais au contraire très vivants, ayant des intérêts très réels, cédant à l'influence pernicieuse que le privilège exerce fatalement sur les hommes, finiront par les écorcher au nom de la science, comme les ont écorchés jusqu'ici les prêtres, les politiciens de toute couleur et les avocats, au nom de Dieu, de l'État et du droit juridique.

Mais tant que les masses ne seront pas arrivées à ce degré d'instruction, faudra-t-il qu'elles se laissent gouverner par les hommes de la science ? A Dieu ne plaise ! il vaudrait mieux pour elle se passer de la science que de les laisser gouverner par des savants. *Le gouvernement des savants aurait pour première conséquence de rendre la science inaccessible au peuple et serait nécessairement un gouvernement aristocratique, parce que l'institution actuelle de la science est une institution aristocratique. L'aristocratie de l'intelligence au point de vue pratique la plus implacable, et au point de vue social la plus arrogante et la plus insultante : tel serait le régime d'une société gouvernée par la science. Ce régime serait capable de paralyser la vie et le mouvement dans la société. Les savants, toujours présomptueux, toujours suffisants, et toujours impuissants, voudraient se mêler de*



tout, et toutes les sources de la vie se dessécheraient sous leur souffle abstrait et savant.

Supposez une académie de savants, composée des représentant les plus illustres de la science ; supposez que cette académie soit chargée de la législation, de l'organisation de la société, et que, ne s'inspirant que de l'amour le plus pur de la vérité, elle ne lui dicte que des lois absolument conformes aux plus récentes découvertes de la science. Eh bien, je prétends, moi, que cette législation et cette organisation seront une monstruosité, et cela pour deux raisons. La première, c'est que la science humaine est toujours nécessairement imparfaite, et qu'en comparant ce qu'elle a découvert avec ce qui lui reste à découvrir, on peut dire qu'elle en est toujours à son berceau. De sorte que si on voulait forcer la vie pratique, tant collective qu'individuelle, des hommes à se conformer strictement, exclusivement, aux dernières données de la science, on condamnerait la société aussi bien que les individus à souffrir le martyre sur un lit de Procuste, qui finirait bientôt par les disloquer et par les étouffer, la vie restant toujours infiniment plus large que la science.

Le seconde raison est celle-ci : une société qui obéirait à une législation émanée d'une académie scientifique, non parce qu'elle en aurait compris elle-même le caractère rationnel - auquel cas l'existence de l'académie deviendrait inutile -, mais parce que cette législation, émanant de cette académie, s'imposerait à elle au nom d'une science qu'elle vénérerait sans la comprendre, une telle société serait une société non d'hommes, mais de brutes. Ce serait une seconde édition de cette pauvre république du Paraguay qui se laissa gouverner si longtemps par la Compagnie de Jésus. Une telle société ne manquerait pas de descendre au plus bas degré d'idiotisme.

Mais il est encore une troisième raison qui rend un tel gouvernement impossible. C'est qu'une académie scientifique revêtue de cette souveraineté pour ainsi dire absolue, et fût-elle même composée des hommes les plus illustres, finirait infailliblement et bientôt, elle-même, par se corrompre moralement et intellectuellement. C'est déjà aujourd'hui, avec le peu de privilèges qu'on leur laisse, l'histoire de toutes les académies.

Notre estime pour les savants sera à la mesure de leurs mérites, mais pour le salut de leur intellect et de leur moralité, nous ne leur accorderons aucun privilège social et nous ne leur reconnaitrons par d'autre droit que le droit commun de propager libre-

ment leurs convictions, leurs idées et leurs connaissances. Il n'y a pas lieu de leur donner, pas plus qu'à d'autres, de l'autorité, car qui en est investi devient infailliblement, selon une loi sociale invariable, un oppresseur et un exploiteur de la société.

Comment résoudre cette antinomie ?

D'un côté la science est indispensable à l'organisation rationnelle de la société ; d'un autre côté, incapable de s'intéresser à ce qui est réel et vivant, elle ne doit pas se mêler de l'organisation réelle ou pratique de la société. Cette contradiction ne peut être résolue que d'une seule manière : par la liquidation de la science comme être moral existant en dehors de la vie sociale de tout le monde, et représenté, comme tel, par un corps de savants patentés, et sa diffusion dans les masses populaires. La science, étant appelée désormais à représenter la conscience collective de la société, doit réellement devenir la propriété de tout le monde. Par là, sans rien perdre de son caractère universel, dont elle ne pourra

jamais se départir, sous peine de cesser d'être la science, et tout en continuant de ne s'occuper exclusivement que des causes générales, des conditions générales et des rapports généraux des individus et des choses, elle se fondera dans le fait avec la vie immédiate et réelle de tous les individus humains. Ce sera un mouvement analogue à celui qui a fait

dire aux Protestants, dans le commencement de la Réforme religieuse, qu'il n'y avait plus besoin de prêtres, tout homme devenant désormais son propre prêtre, tout homme, grâce à l'intervention invisible, unique, de Notre Seigneur Jésus-Christ, étant enfin parvenu à avaler son bon Dieu. Mais il ne s'agit ici ni de Notre Seigneur Jésus-Christ, ni du bon Dieu, ni de la liberté politique, ni du droit juridique, toutes choses soit théologiquement, soit métaphysiquement révélées, et toutes également indigestes, comme on sait. Le monde des abstractions scientifiques n'est point révélé ; il est inhérent au monde réel, dont il n'est rien que l'expression et la représentation générale ou abstraite. Tant qu'il forme une région séparée, représentée spécialement par le corps des savants, ce monde idéal nous menace de prendre, vis-à-vis du monde réel, la place de Dieu, réservant à ses représentants patentés l'office de prêtres. C'est pour cela qu'il faut dissoudre l'organisation sociale séparée de la science par l'instruction générale, égale pour tous et pour toutes, afin que les masses, cessant d'être des troupeaux humains paîtrés et tondus par des pasteurs privilé-



giés, puissent prendre désormais leurs propres destinées historiques en leurs mains.

Aujourd'hui l'enseignement et la science, dans l'immense majorité des écoles et des universités d'Europe, se trouvent précisément dans [un] état de falsification systématique et prémédité. On pourrait croire que ces dernières ont été établies exprès pour l'empoisonnement intellectuel et moral de la jeunesse bourgeoise. Ce sont autant de boutiques de privilégiés, ou le mensonge se vend en détail et en gros. [...]

On peut dire sans exagération que tout jeune homme qui sort de l'université, imbu de ces sciences ou plutôt de ces mensonges et de ces demi-mensonges systématisés qui s'arrogent le nom de science, à moins que des circonstances extraordinaires ne viennent le sauver, est perdu. Les professeurs, ces prêtres modernes de la fourberie politique et sociale patentée, lui ont inoculé un poison tellement corrosif, qu'il faut vraiment des miracles pour le guérir. Il sort de l'université un doctrinaire achevé, plein de respect pour lui-même et de mépris pour la canaille populaire qu'il ne demande pas mieux que d'opprimer et d'exploiter surtout, au nom de sa supériorité intellectuelle et morale. Alors plus il est jeune, et plus il est malfaisant et odieux.

Dans tous les Etats de l'Europe, la bourgeoisie, y compris la noblesse qui n'existe plus aujourd'hui que de nom, la classe exploitante et dominante seule reçoit une instruction plus ou moins sérieuse. En outre, il se dégage de son sein une sorte de classe à part, et naturellement moins nombreuse, d'hommes qui se dédient exclusivement à l'étude des plus grands problèmes de la philosophie, de la science sociale, et de la politique et qui constituent proprement l'aristocratie nouvelle, celle de l'intelligence patentée et privilégiée. C'est la quintessence et l'expression scientifique de l'esprit et des intérêts bourgeois.

Les universités modernes de l'Europe, formant une sorte de république scientifique, rendent actuellement à la classe bourgeoise les mêmes services que l'Église catholique avait rendus jadis à l'aristocratie nobiliaire ; et de même que le catholicisme avait sanctionné en son temps toutes les violences de la noblesse contre le peuple, de même l'université, cette Eglise de la science bourgeoise explique et légitime aujourd'hui l'exploitation de ce même peuple par le capital bourgeois. Faut-il s'étonner après cela que, dans la grande lutte du socialisme contre l'éco-

nomie politique bourgeoise, la science patentée ait pris et continue de prendre si résolument le parti des bourgeois ?

Le plus grand reproche que nous ayons à adresser à la science et aux arts, c'est précisément de ne répandre leurs bienfaits et de n'exercer leur influence salutaire que sur un portion très minime de la société, à l'exclusion, et par conséquent aussi au détriment, de l'immense majorité. On peut dire aujourd'hui des progrès de la science et des arts ce qu'on a dit déjà avec tant de raison du développement de l'industrie, du commerce, du crédit, de la richesse sociale en un mot, dans les pays les plus civilisés du monde moderne.

Ces progrès sont immenses ! Oui, c'est vrai. Mais plus ils sont immenses, et plus ils deviennent une cause d'esclavage intellectuel, et par conséquent aussi matériel, une cause de misère et d'infériorité pour le peuple ; car ils élargissent toujours davantage l'abîme qui sépare déjà l'intelligence populaire de celles des classes privilégiées.

Ne nous en prenons pas aux effets, attaquons toujours les causes : la science des écoles étant un produit de l'esprit bourgeois, les hommes représentant de cette science étant nés, ayant été élevés et instruits dans le milieu bourgeois et sous l'influence de son esprit et de ses intérêts exclusifs, l'une aussi bien que les autres sont naturellement opposés à l'émancipation intégrale et réelle du prolétariat, et toutes théories économiques, philosophiques, politiques et sociales ont été successivement élaborées dans ce sens, n'ont au fond d'autre fin que de démontrer l'incapacité des masses ouvrières, et par conséquent aussi la mission de la bourgeoisie, qui est instruite parce qu'elle est riche et qui toujours s'enrichit davantage parce qu'elle possède l'instruction, de les gouverner jusqu'à la fin des siècles.

Pour rompre ce cercle fatal, que devons-nous conseiller au monde ouvrier ? C'est naturellement de s'instruire et de s'emparer de cette arme si puissante de la science, sans laquelle il pourrait bien faire des révolutions, mais ne serait jamais en état d'établir, sur les ruines des privilèges bourgeois, cette égalité, cette justice et cette liberté qui constituent le fond même de toutes ses aspirations politiques et sociales.

Mikhaïl Bakounine.



Les blouses blanches à la rescousse !

DEPUIS PLUS DE DEUX SIÈCLES, l'État fait appel à la médecine pour justifier la coercition qu'il exerce sur les populations qu'il administre et leur faire accepter l'inacceptable, en particulier dans les situations de crise, de guerre et de catastrophe. La sécurité qu'il est censé leur garantir, alors même qu'il participe à la destruction de leurs conditions de vie, avance sous le masque débonnaire de la sécurité sanitaire. A condition d'endosser la blouse blanche, la main qui tue serait aussi celle qui soigne. C'est ainsi que le pouvoir de police de l'institution médicale est assuré à travers son rôle de thérapeute pour le bénéfice de l'État et de l'industrie, y compris l'industrie nucléaire.

DÉSORMAIS, il est impossible de cacher l'ampleur du désastre nucléaire. C'est pourquoi les troupes de choc du corps médical montent au créneau sous l'uniforme aseptisé des médecins de catastrophe, kit de survie en milieu contaminé au poing, en dignes héritiers des pères fondateurs de l'institution médicale. Depuis l'aube de l'industrialisation, la fonction thérapeutique de celle-ci a consisté, dans le meilleur des cas, à rechercher des palliatifs plus ou moins momentanés aux diverses maladies, entre autres épidémiques, qui proliféraient sur le terrain de l'environnement social dégradé par le capitalisme. Cela non pas pour combattre leurs causes sociales mais, au contraire, afin de soumettre les damnés de la Terre aux nouvelles conditions d'exploitation et de domination,

quitte à affaiblir leur organisme, et même à en exterminer pas mal à titre préventif. A la fin du XVIII^{ème} siècle, la naissance de la médecine moderne coïncida avec l'apparition de la variolisation, forme antédiluvienne de vaccination, organisée de façon autoritaire par l'État, en Angleterre, pour juguler, d'après lui, les pandémies qui décimaient la population. L'inoculation estropia et tua des masses incalculables de nourrissons afin que les rescapés, immunisés, puissent travailler dans les premiers bagnes industriels, la base même de la «société civile» en gestation, et être enrôlés dans les armées des États modernes en formation. En France, le rapporteur de l'Académie royale des sciences ne cachait d'ailleurs même pas l'objectif de l'opération: *«Je n'ai pas peur de dire que, même si nous devons supposer que le risque dû à l'inoculation était suffisamment important pour emporter 100 enfants sur 943, il en résulterait de grands bénéfices pour la société [...]. Car m'importe non pas la naissance, mais la naissance civile, l'âge auquel les personnes deviennent utiles à la société et à l'État.»*¹ Par la suite, les thérapies de masse préventives et curatives rencontrèrent parfois quelques succès partiels, malgré leur côté mortifère, mais ce fut toujours avec le même objectif : plier les individus aux nécessités sociales. Aujourd'hui, la société capitaliste, équipée de moyens technologiques sans précédent, a généré de telles dégradations de la vie humaine à l'échelle planétaire que les prétentions thérapeutiques de la médecine sont revues à la baisse par ceux-là même qui la portait hier aux nues. Ainsi, dans les propos des médecins de catas-

Le Bulletin de la coordination contre la société nucléaire est un bulletin qui connut deux numéros entre janvier 2006 et le printemps 2007 et qui accompagna les activités d'une coordination associant des opposants et des opposantes à la société nucléaire.

1 *«Nouvelle analyse de la mortalité causée par la variole et des avantages de l'inoculation»*, Daniel Bernoulli, relation à l'Académie royale des sciences, Paris, juin 1760.



2 «Médecins», revue de l'Ordre des médecins, novembre 2001.

3 «Médecins», revue de l'Ordre des médecins, avril 2004.

4 «La gestion des catastrophes», conférence organisée par «Le Monde», décembre 2003.

trophe, il n'est plus question que de limiter la casse et d'apprendre à survivre au sein de milieux mortifères que l'industrie de la santé a, elle-même, contribué à créer. Elle est bien finie l'époque où l'institution médicale promettait d'éradiquer les «risques sanitaires», en cas de catastrophe. Plus prosaïque, l'Ordre des médecins propose aujourd'hui «*d'en minimiser, le cas échéant, les conséquences*»².

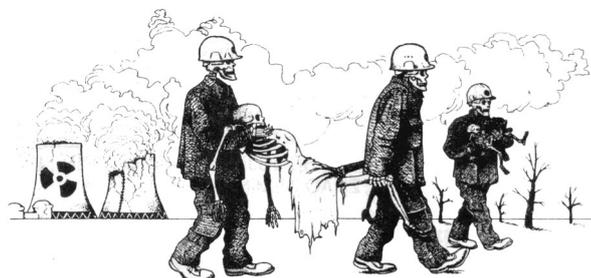
EN FRANCE, le nucléaire est le champ d'expérimentation privilégié de la nouvelle médecine de catastrophe, placée sous le signe de la lutte contre le prétendu terrorisme nucléaire, que l'Etat compte étendre à l'ensemble de la vie sociale. Là, les mesures sanitaires qu'elle préconise sont particulièrement dérisoires, quand elles ne sont pas désastreuses comme le montre le cas des enfants leucémiques de Tchernobyl encore plus affaiblis, voire parfois achevés, à coups de radiations à l'hôpital de Villejuif, dès 1989, selon le principe de la médecine

d'urgence : «Combattre le mal par le mal.» Même la pastille d'iode neutre, présentée contre le moyen préventif par excellence en cas de retombées, ne peut

entraver la fixation de l'isotope radioactif de l'iode sur la thyroïde que dans des conditions presque impossibles à obtenir lors de crise nucléaire à cause, entre autres choses, du temps imparti pour l'ingérer. Lequel isotope ne constitue d'ailleurs que l'un des éléments radioactifs relâchés. Contre le plutonium, le césium, etc., bien plus agressifs, l'institution n'ose même pas proposer d'antidote. Reste alors, en cas de contamination superficielle externe et interne, la douche et la purge à la mode des vieux hygiénistes de la République, l'Ordre des médecins n'hésitant pas à affirmer que «*des douches soigneuses, en règle géné-*

rale, peuvent suffire à décontaminer»³. Dans les cas les plus graves, le professeur Carli, grand manitou du Samu de Paris et pourfendeur du «terrorisme nucléaire», compte, lui, «*traiter les grands irradiés comme les grands brûlés*»⁴. Mais à supposer que leur peau cicatrise, ils n'en restent pas moins des macchabées en sur-sis, condamnés à bref délai vu les doses de radiations de toutes sortes que leur corps a encaissées !

ATTEINTE ICI d'impuissance thérapeutique caractérisée, l'institution médicale n'a pas d'autre choix que de cacher en grande partie les particularités des maladies nucléaires afin de pouvoir justifier la véritable fonction qu'elle assure déjà au quotidien : celle de police sanitaire. Aussi, non seulement les nucléaristes d'Etat déguisés en urgentistes en minorent les conséquences mais, de plus, ils les assimilent à des formes de pandémies bien connues afin que leurs administrés acceptent leurs mesures autoritaires de surveillance et de contrôle. Dans leur optique crapuleuse, relayée par les médias, les isotopes radioactifs seraient en quelque sorte des poisons, les irradiations des intoxications, et ainsi de suite. Vision réductrice qui leur permet d'appliquer, en cas de désastre, les dispositifs d'hygiène, de quarantaine, de quadrillage, de tri sélectif des individus confinés que l'Etat moderne a toujours utilisés au cours des épidémies et des guerres. Mais, encore moins que les germes, les radiations ne peuvent être stoppées par les fortifications de papier dressées autour des zones contaminées. Les misérables mesures de décontamination ne font, en dernière analyse, que faciliter leur dispersion. En particulier via la cé-



lèbre douche qui symbolise si bien l'hygiénisme hexagonal initié par Pasteur : l'eau radioactive, impossible à stocker, passe dans le sol et, à partir de là, dans les plantes, les animaux, etc., et contamine les écosystèmes planétaires.

EN CAS DE CRISE NUCLÉAIRE, le pouvoir médical révèle de façon caricaturale ce qu'il est déjà dans la vie de tous les jours : l'une des meilleures justifications et l'un des clés de voûte du pouvoir de l'Etat sur les individus qu'il compte gérer comme des troupeaux dociles, prêts à être envoyés à l'abattoir sans même réagir. Y compris, si nécessaire, à coups de médicaments qui les lobotomisent. Ainsi, pour Noto, médecin général de l'armée responsable de la Société française de médecine de catastrophe créée au lendemain de Tchernobyl, l'essentiel est de « *bien gérer le stress de la population pour éviter des actes incontrôlables* »⁵.

Pour cela, il propose de multiplier et d'intégrer encore plus au dispositif de militarisation appliqué en cas de crise les cellules de « soutien psychologique » créées dans la foulée de la « lutte contre le terrorisme », de les associer aux équipes d'urgence psychiatrique du Samu, lesquelles sont chargées de distribuer les psychotropes destinées à abrutir les rétifs potentiels. Si la camisole de force ne suffit plus, l'autorité militaire, qui détient le pouvoir réel, peut toujours tirer dans le tas.

NON CONTENTS d'en rester à la dénonciation du côté charlatanesque des mesures sanitaires, les lobbies écologistes n'hésitent pas à racoler sur le même terrain que l'Etat : celui de la sécurité nucléaire sur fond de peur du « terrorisme ». Ainsi, les leaders du Réseau sortir du nucléaire affirment, à propos des simulations d'actes de

« terrorisme nucléaire » organisés par l'Etat, via le Samu, à Paris: « *Certes, il vaut mieux tenter de se préparer pour le cas où le pire arriverait.* »⁶ En bons gestionnaires de crise, ils sont incapables de comprendre que la médecine de catastrophe est préventive et curative, mais pas au sens thérapeutique. Pilier du pouvoir nucléariste, elle contribue à préparer les corps et les esprits à l'accepter au quotidien, avec le cortège de ravages qui l'accompagne depuis des décennies, même en l'absence de catastrophe avérée. Elle a des fonctions éducatives de formatage proches de celles des hygiénistes d'antan qui, au nom de la propreté des corps et des esprits, participaient au travail de dressage des individus dès les bancs de la maternelle. C'est ainsi que la Société de médecine de catastrophe, créée sous la houlette des services sanitaires de l'armée, joue le rôle de conseiller de l'Etat, en particulier au ministère de l'Education, pour préparer la population, y compris dans les écoles, « *à gérer en citoyens responsables les situations où des risques majeurs apparaissent* ».⁷

VOILÀ DONC ce que cache les beaux discours du corps médical sur le respect de la vie. Belle médecine que celle qui a comme objectif de nous faire survivre en milieu contaminé, quitte à parquer et à laisser crever ceux d'entre nous qui sont irrécupérables, comme les irradiés autour de Tchernobyl où la radioactivité augmente à la suite de transmutations d'isotopes radioactifs en d'autres, encore plus nocifs⁸. Ce qui promet des lendemains cauchemardesques. Mais, désormais, la capacité des individus à survivre sous radiations, au prix des pires dégradations, est l'une des con-

ditions pour que la société qui les exploite et qui les domine puisse continuer à fonctionner. De la liberté, elle n'a vraiment que l'apparence. Nous, nous disons sans détour que la survie dans les décombres ne nous convient guère. Et que nous entendons la combattre pour contribuer à créer les conditions de la véritable liberté humaine, contre la société nucléarisée et l'Etat qui en est le protecteur attitré. ●

● A. D. Novembre 2006, Bulletin de la CCSN n°2, printemps 2007



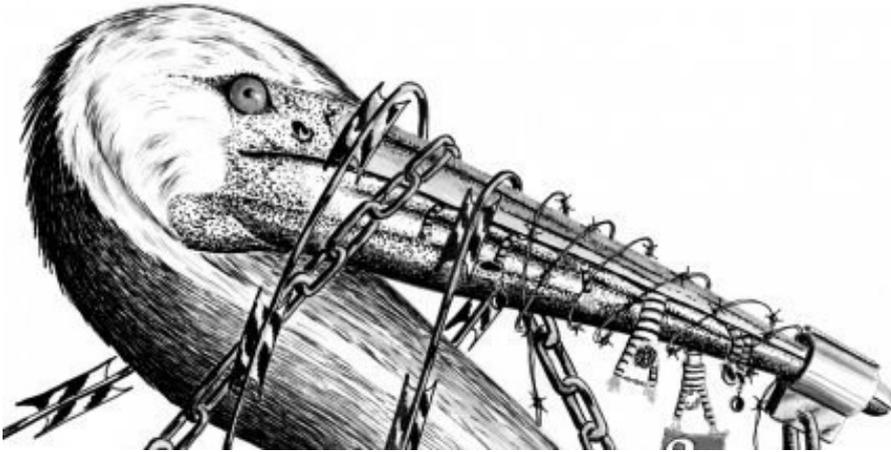
5 « Urgences médicales », revue de la Société française de médecine de catastrophe, mai 2000.

6 « Situation d'attentat nucléaire, la mystification », communiqué du Réseau sortir du nucléaire, octobre 2004.

7 « Apprendre les risques », colloque organisé par Noto, au titre de conseiller du ministère de l'Education, janvier 2002.

8 L'Etat nucléariste a intérêt à faire croire que la radioactivité décroît de façon presque linéaire au cours du temps, jusqu'à des seuils supportables. Or, dans le domaine des transmutations nucléaires, les choses sont loin d'être aussi simplistes. Ainsi, le type de plutonium issu de la centrale russe a, par voie de désintégration sur moins de deux décennies, généré de l'américium, actif pour des milliers d'années et encore plus nocif que lui.

Interruptions...



Que la vie sociale se déroule à distance n'a rien de nouveau, après tout. Depuis un moment déjà, tout le monde est persuadé que la meilleure façon de communiquer et d'entretenir des relations est d'utiliser un appareil électronique. Ces prothèses de l'être humain, les smartphones et compagnie, ont transformé nos façons d'être ensemble, de nous informer, d'apprendre, de communiquer, d'écrire, de lire. L'étape suivante est la robotisation du vivant, la technologie qui envahit chaque lieu, chaque aspect du quotidien. Un dépassement de la nature et du naturel au profit d'êtres et de lieux artificiels. Un scénario de ce type ne s'embarrasse pas de la vie sociale. Il n'a besoin ni de relations, ni d'émotions, ni de pensées : il n'a besoin que d'ordre, de discipline, de régulation, de machines. En ce moment, la Domination tente peut-être de forcer le pas, et elle utilise un problème de santé - la propagation d'un virus - pour arriver à minima à une enrégimentation généralisée. Et le reste ira de soi. La science-fiction vient à l'esprit mais les États disposent désormais d'outils séculaires sur lesquels s'appuyer, sans avoir à recourir à l'inconnu. La distanciation sociale imposée par la loi qui prévoit l'interdiction des baisers et des câlins et la suppression de la plupart des activités sociales, rappelle l'état d'urgence qui impose de respecter la

réglementation sociale pour éviter la dénonciation et l'arrestation. En effet, la mise en place de zones rouges et de points de contrôle, la limitation de la liberté de circulation, l'obligation de confinement pour ceux et celles provenant de zones considérées comme contaminées, avec d'éventuels contrôles policiers, mais surtout l'interdiction des rassemblements, à savoir les réunions publiques... Tout ça, c'est la gestion policière d'un problème de santé. Ce n'est pas un hasard si, dans les dix règles recommandées par l'État italien pour éviter la propagation du virus, l'une recommande de contacter en premier les carabinieri en cas de fièvre. Mais l'état d'urgence est aussi une mesure prise en cas de conflit ou d'insurrection, comme cela s'est passé récemment au Chili. L'État décrète par la loi que les citoyens sont sa propriété, qu'il peut en disposer à sa guise. L'état d'urgence n'est pas imposé pour des raisons de santé ni de bien-être de la population, mais pour faire intérioriser des règles, pour inculquer la discipline. Et de fait, le moyen le plus sûr pour obtenir l'obéissance est de répandre la terreur, de diffuser la peur. Créer l'angoisse et la panique, divulguer continuellement des données, rendre chaque chose sensationnelle et exceptionnelle... Inspirer la peur est une pratique de guerre et de torture, et aussi de gouvernement : les États se spécialisent dans ce do-

maine aussi. Et de nos jours, la guerre tient à nouveau le haut du pavé, après avoir été évincée et éloignée pendant de nombreuses années. Aujourd'hui, la guerre est là, voire partout. Les chefs d'État se déclarent en guerre contre un ennemi quelque peu singulier, un virus, mais ce dernier n'est pas l'adversaire véritable : la cible, ce sont les gouvernés eux-mêmes.

Pour cette raison, l'enjeu le plus important peut-être est de maintenir en vie la pensée critique, sans minimiser quoi que ce soit. Après avoir été bras dessus, bras dessous avec l'Économie, après avoir industrialisé et ravagé la nature, stérilisé la pensée, la Domination veut désormais supprimer les émotions. Ni bisou, ni câlin. Cependant, si l'État veut que nous soyons totalement dépendants de lui, s'il supprime la vie sociale et aussi une partie de la vie économique, ça veut dire que nous n'avons pas besoin de l'État. Ça veut dire que nous pouvons autoorganiser nos initiatives, nos formes d'éducation, nos économies, nos loisirs. Et même dans ce cas, nous n'avons pas besoin de recourir à la science-fiction mais à l'expérience, à la mémoire, à la volonté et au courage.

Une suggestion sur la façon de faire nous vient des détenus qui se battent dans les prisons italiennes, eux et elles que cet état d'urgence voudrait enterrer vivant. En voici une autre : que cette normalité soit interrompue, oui, mais par révolte.

Lecce, 12 mars 2020,
Bibliothèque anarchiste Disordine,
Repris de Le Rebelle n°2,
printemps 2020

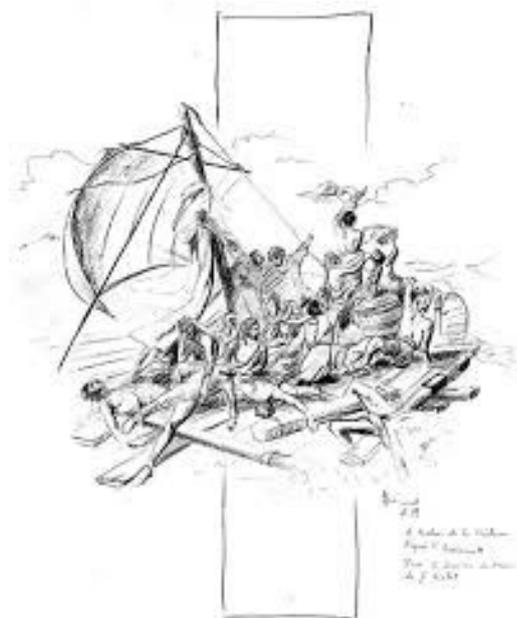
Nous ne sommes pas tous dans le même bateau.

« Nous sommes tous dans le même bateau et celui qui tient la barre a le devoir d'indiquer le cap à l'équipage. »
Giuseppe Conte, Président du conseil des ministres.

C'est sur ces mots que Conte, le président du Conseil des ministres, s'adressait au pays le 4 mars, tandis que des mesures toujours plus restrictives concernaient l'ensemble du territoire italien. En résumé : fermeture des écoles, des universités et des magasins, suspension de la liberté de circulation des personnes, interdiction des manifestations publiques et des rassemblements, interdiction des grèves, blocage des parloirs entre les détenus et leurs proches en prison, contrôles des déplacements par la police et l'armée. Et en même temps, bombardement médiatique, diffusion de la panique, culpabilisation de qui sort de sa maison « sans raison valable » (valable pour qui ?), rhétorique patriote au nom de l'Italie qui résiste, dans une tentative de renforcer l'idée que nous sommes tous touchés de manière égale, que nous devons tous collaborer de manière égale et responsable pour affronter l'épidémie. Et pourtant les usines en tout genre restent ouvertes, tout comme les entrepôts de logistique pour les livraisons et le tri des marchandises. De plus, les ports fonctionnent encore. Combien de personnes doivent continuer à travailler au risque de s'exposer à la contagion et de contaminer les autres, par ailleurs sans les masques de protection tant recommandés (ils ne durent que quelques heures, mais les travailleurs les portent plusieurs jours parce qu'ils n'y en a pas) et sans la distance de sécurité ? Elles sont des millions !!!

En même temps, le système sanitaire ne tient plus, les services de

soins intensifs sont débordés et on commence à dire que sous peu, il faudra choisir entre qui sauver et qui laisser mourir. La pénurie de masques concerne aussi les hôpitaux. Les zones les plus touchées par la contagion (la Lombardie, la Vénétie, l'Émilie Romagne) sont celles dotées des meilleures services sanitaires d'Italie (c'est tout dire), mais aussi celles où sont concentrées les usines et les entrepôts. Et par hasard, ce n'est pas parce qu'on force des millions d'ouvriers à travailler que la contagion continue, et non parce que quelques milliers de personnes sortent faire un tour ? Est-ce que c'est vraiment plus dangereux de s'asseoir sur un banc tout seul, que de rester sur la chaîne de montage ? Et toujours par hasard, ils ne sont pas en train de nous culpabiliser sur nos comportements pour nous faire oublier que la Santé s'effondre ? Et qui l'a détruite, la santé italienne, à coup de réformes, de coupes budgétaires, de privatisation ? Ce sont les mêmes politiciens qui nous disent aujourd'hui que la contagion se poursuit parce que nous ne respectons pas les règles (pourtant les rues sont désertes). Les mêmes qui nous obligent malgré tout à aller travailler pour maintenir les profits des patrons, eux qui le 23 mars dernier s'opposaient à la fermeture des activités productives non essentielles ! C'est clair : alors que nous, nous sommes sacrificiables et interchangeable, leurs revenus,



eux, sont essentiels !

Toute cette classe politique et entrepreneuriale détient-elle l'autorité morale pour nous dire comment tenir la barre ? Avons-nous vraiment besoin d'eux pour adopter des comportements responsables et éviter de nous mettre en danger, ainsi que les autres, nos proches en premier lieu ? Nous ne sommes pas dans le même bateau, parce que nous payons aussi de façon bien différente la vie en quarantaine, comme nous paierons de façon différente les conséquences et les coûts sociaux de cette crise sur le long terme (loyers, crédits, factures, salaires, licenciements, examens et visites médicales dans un système bouché), si on ne commence pas de suite à réfléchir sur comment nous organiser pour nous soustraire à cette bande d'assassins. Suivons l'exemple de ces travailleurs qui, un peu partout, sont en train de réclamer de meilleures conditions de sécurité ou la fermeture des usines et des entrepôts, au moyen de la grève, du droit de retrait, de l'absentéisme. Si ce bateau navigue vers une souffrance certaine pour beaucoup, et vers des profits pour les habitués, réfléchissons à comment nous mutiner.

Anonyme,
Gênes, 23 mars 2020
Repris de Le Rebelle n°2,
Printemps 2020.

JE N'IRAI PAS METTRE LES BOUCHEES DOUBLES.

AUJOURD'HUI, LE 12 AVRIL, on pouvait lire dans la presse des propos du président du MEDEF, appuyés par la secrétaire d'état à l'économie, qui commençait à diffuser l'idée selon laquelle, à la fin du confinement, il faudrait mettre « les bouchées doubles » au travail.

Mr Geoffroy Roux de Bézieux, le président du MEDEF, descendant de la rencontre entre la bourgeoisie de la fin du 19e siècle et la noblesse, sous-merde de père en fils donc, nous dit : « Il faudra bien se poser tôt ou tard la question du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise économique et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire »

Ce vil chien né avec une cuillère d'argent dans la bouche, les poches remplies d'oseilles, fils de PDG, issu d'une longue lignée de bâtards méprisables veut que nous allions nous crever encore plus au boulot pour ses beaux yeux.

Rien de nouveau sous le soleil certes, déjà le gouvernement a attaqué le code du travail dès l'entrée en vigueur de l'état d'urgence sanitaire, déjà de nombreuses entreprises forcent leurs salarié-e-s à poser leurs congés payés pendant le confinement pour pouvoir les exploiter à loisir dès la reprise, déjà de nombreuses personnes sont forcées à aller travailler alors que la crise sanitaire est à son plus haut.

On se doutait bien que dès la reprise du boulot nos patron-nes allaient nous foutre la pression pour que l'on produise plus pour sauver LEURS entreprises. Après tout on bosse déjà toutes nos vies pour elle-ux, on se fait exploiter dans leurs magasins, dans leurs restaurants, dans leurs champs, dans leurs bureaux, pour leur profit.

Aujourd'hui nous voilà enfermé-e-s chez nous pour faire face à une crise sanitaire mondiale, et pendant ce temps les bourges et les patron-nes n'ont qu'une chose en tête : pouvoir reprendre le cour normal de l'exploitation de leurs semblables, et en l'occurrence, l'intensifier.

Non je n'irais pas mettre les bouchées doubles après le confinement ! J'aurais besoin de sortir, de retisser les liens distendus par le confinement avec mes proches, de gérer les conséquences psychiques/physique que ce moment aura eu sur moi ou sur mes proches. Ma vie aura d'autres urgences que celle de produire des richesses pour votre gueule. J'aurais bien besoin de vacances !

Qui sont ces gens pour venir me dire de mettre les bouchées doubles ? Je les emmerdes ! Je travaille déjà bien assez dur pour vos gueules, j'ai autre chose à faire. Rien qu'en bossant 35h semaine nos vies sont déjà profondément mutilées par l'exploitation et ces gens en veulent plus. Iels ne supportent pas que nos vies servent à autre chose qu'à leurs intérêts. Tous moments de nos existences qui sont improductifs économiquement sont perçus comme inutiles, comme une insulte à leur dieu : la marchandise.

Cette classe de parasites sociaux que sont les bourges et les patron-nes ne rechigne en effet pas devant le travail. Tous ces cols blancs font des semaines de 50h minimum pour gagner un max de blé et produire un max de valeur, et surtout pour organiser notre soumission à leur volonté. Cependant, pour ma part, je ne fais pas partie de leur secte, je ne souhaite pas vivre cette vie indigne d'un être humain.

Car il faut bien être complètement fanatisé-e pour trouver que l'on ne bosse pas déjà trop ! Désolé pour vous, mais nous avons autre chose à faire de notre temps que de produire de la marchandise, nous voulons satisfaire nos besoins et ceux de nos semblables pour vivre confortablement et avoir une vie riche. Ils ne souhaitent que produire pour produire, pour accumuler des richesses qui ne leurs servent à rien sinon à en accumuler plus. Voilà deux logiques qui ne sont pas conciliables.

L'existence de ces personnes a pour seul but de sacrifier nos vies, nos corps, nos singularités, sur l'autel de leur utopie délirante et fanatique, nous devons leur opposer notre désir d'une existence pleine et entière qui offre la possibilité d'un épanouissement réel de chacun-e.

J'en ai rien à foutre de leur économie et de leurs entreprises merdiques qui puent la mort et la tristesse. Rien à battre de leurs rêves d'entrepreneur-ses.

Un message pour Geoffroy Roux de Bézieux et tout.es ses potes :

Caché.es derrière les portes de nos appartement et de nos baraques, notre haine et notre mépris pour vous grandit chaque jour. Nous ne vous laisserons pas piétiner nos vies. Nous ne reculerons devant rien pour nous libérer de votre joug. Nous ne vous laisserons pas nous exploiter et nous humilier éternellement.

J'ai que quelques décennies à passer sur cette terre, et j'ai d'autres projets pour ce temps là que d'être votre larbin.

Anonyme,
Bourrasque.infos, 12 avril 2020



Y'A BASTON DANS LES PRISONS.

"Si j'étais roi ou empereur ou même président de république, voici comment j'exercerais le droit de grâce sur les condamnés à mort. J'offrirais à l'avocat du condamné, la veille de l'exécution, de choisir entre la mort imminente et l'inoculation préventive de la rage... En cas de succès, on le soumettrait à la surveillance à vie."

Louis Pasteur, Lettre à l'empereur du Brésil Pedro II, 1884.

S'IL EXISTE BIEN DES ENDROITS où le Coronavirus risquait de faire des ravages, c'est bien dans tous ces lieux où l'Etat incarcère ceux et celles qu'il juge *indésirables*. Dans les prisons, dans les centres de rétention, dans les hôpitaux psychiatriques, s'entassent dans des conditions sordides des dizaines de milliers d'individus.

Cette promiscuité, propice à fabriquer des foyers de bouillons de culture virale « statistiquement significatifs » aurait pu amener les autorités à remettre en cause l'incarcération elle-même, et à envisager une remise en liberté massive, l'absurdité des détentions étant encore plus criante qu'à l'habitude. Mais c'est bien le goût du pouvoir pour l'isolement et les barreaux qui l'a emporté.

DANS LES TAULES tout d'abord, ce sont quelques 70000 détenu-e-s, entassé-e-s comme des bêtes, qui se voient confinés, encore plus qu'au quotidien, dans des conditions qui cumulent torture de l'isolement d'une part, sous médicalisation et surexposition au risque de contamination par la promiscuité d'autre part. Un premier prisonnier décède à Fresnes le 17 mars. Il avait 72 ans et était entré en détention 10 jours plus tôt.

La veille, le 16 mars, Emmanuel Macron annonce la mise en place de l'état d'urgence sanitaire. Dès le 17 mars, le ministère de la justice prend des mesures de suspension

des parloirs et des activités. Les détenu-e-s sont désormais confinés dans leurs cellules de 9m².

A noter que les syndicats de maçons s'étaient encore distingués en demandant cette mesure avant même que le gouvernement ne légifère. Et pas uniquement pour des raisons sanitaires, mais bel et bien, pour que les prisonniers ne bénéficient pas de « privilèges » par rapport aux visiteurs d'EPHAD : *"On peut pas visiter nos vieux, et eux ils auraient un de droit de visite..."* Comme si le malheur des un-e-s devait compenser celui des autres.

Les activités supprimées, les mouvements dans la taule réduits, les extractions drastiquement diminuées, les parloirs annulés, en quelques jours, ce sont les conditions de détention des quartiers d'isolement qui se généralisent à l'ensemble des cabanes et des engeôlé-e-s. Mais à 4 ou 7 par cellule.

Par mesure sanitaire, il y a également restriction des cantines. Les détenu-e-s n'ont plus accès aux quelques produits qui permettent d'améliorer l'ordinaire, ces mêmes produits qu'ils ou elles ne peuvent se payer que s'ils ou elles ne sont pas isolé-e-s ou s'ils ou elles peuvent bosser. D'ailleurs, le taf, maigre source de revenu, payé des miettes, et dont des grandes entreprises comme EDF ou L'Oréal profite au quotidien est lui-même supprimé. L'accès aux produits frais

A travers le monde, la majeure partie des enfermés, que ce soit les prisonniers et prisonnières ou les retenu-e-s arrêté-e-s pour avoir traversé les frontières, vivent l'arrivée de la pandémie de la même façon : durcissement des conditions de détention, mise à l'isolement du monde extérieur, menace du Covid-19, détenus laissés à eux-même et elles-mêmes pour endiguer la pandémie. Les mêmes causes produisant souvent les mêmes effets des émeutes n'ont pas manqué d'exploser à travers le monde. En Italie, au Chili, en Grèce, en Espagne, aux Etats-Unis, au Liban, ça a cramé dans les prisons et les centres de rétention. Et c'est tant mieux.

A la suite, une liste de brèves non exhaustive et subjectivement choisie :

Italie, 08 mars, Foggia : Des détenus montent sur les toits, d'autres cassent les fenêtres, d'autres encore incendient l'entrée de la prison. Une cinquantaine de détenus tente de s'évader après avoir fait tomber la porte de la zone qui les séparent de la rue. Une trentaine d'entre eux sont arrêtés, tandis qu'une vingtaine de mutins réussit à prendre la poudre d'escampette.

Italie, 08 mars, Modène :

Une émeute éclate en soirée dans a prison Rieti. Un feu de matelas ravage une grande part des bâtiments réservés aux hommes, le bureau des matricules est cramé avec à l'intérieur les dossiers des détenus, puis les parties communes sont prises d'assaut et barricadées. Les prisonnières se joignent à la mutinerie. Les flics délogent et tabassent les mutin-e-s.

On dénombre rapidement 3 morts chez les insurgés. La prison mise à sac, 80 détenus sont transférés.

La mort de dix détenus est finalement annoncée dans les jours qui suivent. Journalistes et flics expliquent de concert qu'il s'agirait d'overdoses médicamenteuses dues au pillage d'une pharmacie de l'infirmerie. Hypothèse d'autant plus étrange que certains détenus sont décédés après leur transfert.

Italie, 08 mars, Pavie :

La révolte explose en soirée après que des proches de détenus soit venus gueuler contre l'arrêt des parloirs. Des feux sont allumés à l'aide de matelas, les rétifs montent sur le toit. Deux mange-merdes en uniformes prises en otage sont libérées.

Italie, 07-08 mars, Frosinone, Naples, Milan, Salerne :

Des révoltes éclatent dans différentes taules. Elles sont parfois suivies de négociations avec les autorités pénitentiaires, et parfois accompagnées de revendications. A Salerne, la prison est dévastée. En tout ce sont 27 prisons à travers le pays qui se révoltent.

Italie, 09 et 10 mars, Bologne :

Dans la nuit 09 au 10, des emprisonnés de la prison de Dozza, montent sur le toit et y jettent tout ce qu'ils trouvent sur les matons. Quatre véhicules de carabinieri sont incendiés, un maton est attaqué à l'extincteur, des feux sont allumés. Dehors, une manifestation est organisée en solidarité avec les mutins.

également.

Les règles sanitaires sont pour le moins réduites : les matons et les matonnes ne portent pas de masques, distribuent la nourriture sans se soumettre aux moindres règles antivirales élémentaires, effectuent fouilles et palpations dans les mêmes conditions, le nettoyage des douches fait par les prisonnier-e-s se complique. Quant à la distribution de gel hydro alcoolique aux prisonnier-re-s, elle leur est refusée par peur que les détenu-e-s n'en détournent l'usage.

Dans ces conditions, des détenu-e-s refusent les repas, évitent les examens médicaux, fuient les douches. La peur et les conditions de détention contribuent à renforcer l'isolement. Ces conditions de vie, davantage mutilées qu'à l'ordinaire, rendent la privation de liberté encore plus dure à supporter.

Les matons et matonnes peuvent de leur côté rentrer tranquillement chez eux et elles, sans restrictions. Mais comme il n'y a aucun moyen à l'intérieur, les maton-ne-s flippent eux et elles-mêmes d'être infectés et réduisent du coup drastiquement les rares libertés que les détenu-e-s arrachent à la détention.

La protection sanitaire des détenu-e-s et des personnels qui est mise en avant durant la crise par Nicole Belloubet pour faire accepter ces mesures de confinement intra-muros n'est qu'une fumisterie. La pénitencière comme dans la plupart des autres pays laisse les prisonniers et prisonnières, abandonnés à leur propre sort, organiser eux et elles mêmes des mesures rudimentaires pour se protéger du virus. Le tout en se débattant avec l'arbitraire de la taule.

FACE À CES MESURES d'enfermement et d'isolement, parfois déjà mises en place en amont des direc-

tives officielles par l'administration pénitentiaire, et en réaction au manque de mesures de protection sanitaire, des révoltes éclatent.

Dès le 19 mars, à Argentan dans l'Orne, une quinzaine de détenus du centre de détention montent sur les toits de la salle polyvalente après avoir endommagés les grilles de la cour de promenade. Les mutins balancent des projectiles sur les flics qui répliquent par des tirs de sommation. 65 gardes mobiles, une douzaine de flics et les ERIS de Rennes sont dépêchés sur place pour rétablir l'ordre.

Le 20 mars, à Aiton, en Savoie, les ERIS, ces équipes de maintien de l'ordre qui agissent cagoulées et en toute impunité dans les établissements pénitentiaires, interviennent pour mettre fin à un refus de retour de promenade. Deux prisonniers sont transférés. Les ERIS, les gardes mobiles ou les matons interviennent également dans les centres de détention ou les centres pénitentiaires d'Angers, de Douai, d'Epinal, de La Santé à Paris, de Maubeuge, de Metz, de Lille-Sequedin, de Montauban, de Nancy, de Perpignan, de Saint-Etienne, de Toulon, de Valence, de Varennes-le-grand, de Lyon, de Bois-d'Arcy. A Grasse, les matons effectuent des tirs de sommation à 4 reprises. Les prisonniers avaient envahi les couloirs et y avaient allumé des feux. A Bois d'Arcy, les grillages qui séparent deux cours de promenade sont mis à terre. A Villefranche, les grilles ont été découpées pour accéder aux toits. A la Santé, des caméras sont brisées. A chaque fois l'administration répond par la force, les quartiers disciplinaires, parfois la promesse de poursuites ou des transferts.

Le 21 mars, à Neuvic en Dordogne, une aile de la prison est bloquée avant qu'un début d'incendie ne se déclare en cuisine. Deux dé-

tenus sont envoyés en quartier disciplinaire, un autre est transféré. A Draguignan dans le Var, une émeute éclate dans la cour de promenade, des caméras et des guérites sont détruites. A Coulaines dans la Sarthe, la zone neutre est envahie, suivie de l'intervention des ERIS. Des mouvements de contestation éclatent également à Roanne, Marseille, Aix-Luynes, Nanterre et Varenne le Grand. Idem à Bézier et Lille-Séquedin. Une nouvelle fois des mutins sont poursuivis ou placés en quartier disciplinaire. En tout, ce sont 11 détenus qui seront jugés pour cette seule journée du 21.

Le 22 mars, c'est à Urzèche en Corrèze, que plusieurs dizaines de prisonniers refusent de regagner leurs cellules, puis défoncent à coup de poutre une porte, accèdent à deux bâtiments, se réfugient sur le toit, puis incendient deux bâtiments. 333 détenus sont transférés en urgence après qu'ERIS et gardes mobiles soient intervenus. A Maubeuge, les mêmes refus produisent des effets similaires. Des feux sont allumés dans plusieurs bâtiments. Cette fois l'armurerie de la taule est ouverte par les matons qui s'arment de fusils à pompe en attendant les ERIS. Les promenades sont supprimées. A Longuenesse, c'est l'émeute de 14 à 17h. les matons reçoivent des projectiles. Ca bouge à Meaux, Nantes, Carcassonne, Moulins, Limoges, à Rennes-Vezin et Saint-Malo. Dans ces deux derniers cas, deux détenus sont placés en quartier disciplinaire. Ca s'agit également à Nice ou encore à Fleury-Mérogis. A Meaux, un des détenus tente de s'évader.

Dans les semaines qui suivent, même si le rythme des révoltes ralentit, colère et rage continuent d'exploser. Le 1^{er} avril, la prison de Rémire-Montjoly près de Cayenne en Guyanne s'embrace. 80 à 130

détenus incendient une aile de la taule et détruisent du matériel de sécurité. Les matons, réfugiés dans la tour de garde, s'arment. Quelques 75 flics (GIGN, gardes mobiles...) sont déployés pour rétablir la situation. Le 17 avril, c'est à Ecrouves à l'ouest de Toul, en Meurthe-et-Moselle, qu'une nouvelle révolte éclate. Une quarantaine de détenus bloquent le 3^{ème} étage de la taule, arrachent les grilles de séparation, détruisent les caméras, puis incendient matelas et détritus. Les ERIS, une vingtaine de flics, dont la section d'intervention et la BAC, sont mobilisés pour ramener le calme. 3 prétendus meneurs sont transférés à Nancy-Maxeville, tandis que 18 autres mutins sont amenés aux centres de détention de Toul, Saint-Mihiel ou Strasbourg. Le 14 avril, deux prisonniers de Besançon s'attaquent à leurs matons lorsque ceux-ci veulent les séparer par mesure disciplinaire. Le 27 avril c'est au tour de Fresnes de s'embraser. Un bâtiment de la prison subit des incendies, déclenchés par des objets incendiaires jetés des cellules. 16 prisonniers sont transférés.

A l'intérieur comme à l'extérieur des communiqués de détenu-e-s et de proches de détenu-e-s, qui malheureusement par souci stratégique ou soumission idéologique, oublient trop souvent de condamner la prison en tant qu'outil à broyer les incarcéré-e-s, appellent à l'amnistie, ou à des libérations massives. Contrairement à ce qui a pu se passer en Italie, aucun collectif ou association ne cherche à organiser de rassemblements de solidarité à l'extérieur, en ces temps de confinement. Des feux d'artifice sont allumés autour de la Santé, et des actions directes viennent également marquer comme à Amiens une solidarité avec les engeolé-e-s.

Italie, 09 mars, Potenza :

Dans la taule de Melfi, la mutinerie dure une dizaine d'heures. Elle se solde par la libération de 9 otages, 4 policiers de la pénitencier et 5 médecins.

Italie, 09 mars, Syracuse et Caserte : Des révoltes, impliquant plusieurs dizaines de détenus, éclatent et sont réprimées. Les hélicos sont de sortie pour éviter les évasions.

Espagne, 14 au 17 mars:

Dans plusieurs taules des détenus protestent contre les restrictions réglementaires, l'interruption des parloirs et la manque d'information. Plus de 100 prisonniers entrent en grève de la faim. Des feux sont allumés dans la cour de promenade à Alicante, un sit-in est organisé à Murcie, de fortes tensions émaillées d'incidents sont perceptibles à Valence, Madrid, et Lanzarote.

Espagne, 17 mars, Madrid :

Au centre de rétention d'Aluche, des retenus gagnent les toits. Ils réclament la liberté, et des mesures de protection contre le Coronavirus.

Vénézuela, 18 mars, San Carlos de Zulia :

84 prisonniers réussissent à s'évader suite à l'annonce de nouvelles mesures restrictives. 10 sont abattus.

Chili, 19 mars, Santiago :

Une mutinerie suivie d'une tentative d'évasion a lieu dans l'un des modules de la prison de Santiago 1. Les insurgés prennent le contrôle du secteur, brûlent le poste de garde, ouvrent les grilles du couloir et affrontent les matons. La révolte s'étend à d'autres bâtiments. Les flics reprennent le contrôle après plusieurs heures.

Colombie, 21-22 mars :

Plusieurs mutineries éclatent dans 13 prisons. À la prison La Modelo de Bogota, le bilan est lourd : 23 morts, 83 blessés.

Etat-Unis: 23 mars :

A la prison pour femmes de Pierre dans le Dakota du sud, 9 prisonnières s'évadent le jour même où l'une des détenu-e-s est diagnostiquée malade du Covid-19. 4 sont reprises dans les jours qui suivent. Le même jour 14 prisonniers s'évadent de la prison du comté de Yakima dans l'Etat de Washington DC.

Ecosse, 23 mars, Addiewell :

Une section de la prison finit aux mains de révoltés qui la dévastent.

Argentine, 06 avril, Bouwer :

Dans cette prison près de Cordoba, des prisonniers refusant les nouvelles mesures contre le Covid-19, et dénonçant les conditions d'hygiène se révoltent. Des mutineries avaient déjà secoué certaines prisons argentines le 20 mars. Ils réclament la liberté ou l'assignation à résidence.

Liban, 06-07 avril, Tripoli, Zahle :

Le 06 avril, une tentative d'évasion par tunnel est déjouée. Le 07 dans la prison de Zahle, des affrontements ont lieu à l'intérieur de la prison, mais également à l'extérieur avec des proches de détenus et des soutiens. Depuis fin mars, des détenus protestent et réclament de pouvoir bénéficier d'une amnistie en cours visant à désengorger les taules. Plusieurs émeutes avaient également eu lieu en octobre 2019 pour réclamer la chute du régime.

Colombie, 07 avril, San Juan de Pasto :

Une révolte survient suite à la suppression des parloirs. Durant plus de 2 heures, les émeutiers allument des incendies et tentent de s'évader. Loin de se limiter à une demande de désengorgement de la prison, ils réclament la liberté pure et simple pour tous.

FACE À CES RÉVOLTES, l'administration, comme d'habitude, tape dans un premier temps fort, en multipliant les sanctions disciplinaires et les transferts. Et ce, bien que l'association nationale des juges d'application des peines, des syndicats d'avocats ou des associations réformistes, bien peu enclines à vouloir en finir avec les taules, demandent au contraire d'accélérer les libérations, les aménagements de peines et l'application de peines alternatives. Ce serait alors probablement pousser vers la sortie un quart des prisonniers et prisonnières. Si ces « serial-embastilleurs » ou ces pseudo-humanistes spécialisés dans l'administration des peines s'émeuvent soudain, c'est qu'ils et elles craignent qu'une situation à l'italienne, où les émeutes se sont généralisées dans de nombreuses taules, ne viennent gagner les prisons hexagonales.

Il existe alors une tension entre les idéologues du sécuritaire qui détiennent les rênes du pouvoir, et les pragmatiques qui veulent éviter des situations ingérables intramuros. Chez les syndicats de matons la même tension existe entre FO qui réclament plus de sanctions et la CGT, pourtant pas vraiment réputée pour son laxisme, qui rejoint la position d'un allègement des peines. Inutile de préciser que c'est dans un premier temps et globalement l'option sécuritaire et criminelle qui prévaut, dans la quasi-indifférence.

Le gouvernement joue dans un second temps les équilibristes entre une vision pragmatique qui vise à désengorger les prisons et sa soumission à l'idéologie sécuritaire.

Si en quelques semaines, la population carcérale diminue de plus de 9000 personnes, c'est tout d'abord parce que la justice tourne

au ralenti. Les incarcérations sont donc réduites. D'autant plus que la magistrature prend au sérieux la menace que laisse planer la surpopulation. Elle recommande par exemple de réduire le recours aux comparutions immédiates, reconnaissant au passage qu'elles sont une immense machine à mettre en détention et à alourdir les peines. Réalité qu'elle réfute pourtant en temps normal. Par ailleurs, les quelques libérations anticipées qui ont lieu sont concentrées en majeure partie dans les maisons d'arrêt où sont placés les courtes peines, qui étaient en instance de libération. Ils sont souvent assignés à domicile à leur sortie, prolongeant hors les murs la détention. Pour les longues peines, les sorties sont loin de s'accélérer. A Lannemezan, les libérables ne voient par exemple rien changer. Pour eux, c'est la promesse de la mort lente derrière les murs qui se prolonge.

Les étrangers subissent quant à eux et elles la double peine. Aussitôt sortis, ils et elles sont renvoyés vers les centres de rétention, dans des conditions de détention encore plus mortifères que les prisons.

DANS LES CENTRES DE RÉTENTION administratifs (CRA), les mêmes restrictions de parloirs sont à l'œuvre. Avant même l'annonce de la pandémie, l'accès au soin est des plus rudimentaires à l'intérieur des centres. La nourriture est dégueulasse, l'hygiène déplorable. Avec la pandémie la situation se dégrade encore. Les repas sont souvent froids et périmés, l'OFII (Office Français de l'immigration et de l'intégration) qui gère les cantines où peuvent s'approvisionner les retenu-e-s n'intervient plus dans certains centres. Les problèmes sanitaires s'amplifient également. Le nettoyage n'est ain-

si plus assuré.

A Lesquin au moins un cas de Coronavirus est rapidement détecté. A Oissel, les retenu-e-s atteints du virus, peu ou pas soignés, sont regroupés dans une aile.

Si les agents de la police aux frontières (PAF) qui font office de matons sont étonnement munis de masques, rien n'est prévu pour les détenu-e-s qui vivent dans des conditions de promiscuité infâmes. Les associations censées informer de leurs droits les incarcérés n'interviennent plus. De nombreuses audiences des juges des libertés sont reportées, ce qui implique un maintien en détention. Au Mesnil Amelot, les CRS "campent" devant le centre.

Des grèves de la faim éclatent à Lesquin près de Lille, au Mesnil-Amelot, à Vincennes, à Lyon. Il y a également des départs de feu, des révoltes comme à Metz, et même quelques évasions collectives. Le 10 avril, des infirmières parlent de contamination massive, à Vincennes. Le 12 au matin, un feu se déclare dans une cellule. Un prisonnier est mis à l'isolement.

Le 11 avril, des retenu-e-s du Mesnil-Amelot bloquent la cour de promenade au cri de « *liberté* ». Ils refusent de regagner les cellules et dorment dans la cour. Au matin, pour se rendre plus visibles de l'extérieur, ils sautent les grilles pour rejoindre les bâtiments des femmes et des familles. A 11 heures, c'est la charge des flics. 8 des révoltés identifiés par les caméras comme de prétendus leaders sont transférés : 5 à Lesquin où ils sont mis à l'isolement dans une aile réouverte pour la circonstance, 3 à Oissel. Non sans que les flics ne les aient malmenés et menacés : « *Vous allez le payer cher !* »

Le 12, le mouvement reprend à Vincennes dans le bâtiment 2A. Cela fait plusieurs jours que des

prisonniers sont officiellement malades du Coronavirus. Les keufs refusent, comme c'est souvent de coutume, de prévenir les secours pour un détenu dont la situation s'aggrave. Les détenus bloquent la cour de promenade. Après plusieurs heures de tension, le malade est enfin pris en charge. Le même soir les incarcérés de Oissel débloquent une grève de la faim pour réclamer leur libération.

Dans les premiers jours, les matons de la police aux frontières font courir des rumeurs de libération qui n'ont pas lieu. Ce qui participe à entretenir les tensions.

De bonnes nouvelles tout de même, c'est que les frontières avec la France se ferment à l'intérieur même de l'espace Schengen, les sans papiers dits "*dublinés*", c'est-à-dire ceux et celles qui au nom des accords de Dublin doivent être remis à leur premier pays « hôte », souvent l'Italie ou la Grèce, ne peuvent être momentanément renvoyés. Ils et elles réclament leur libération. et l'obtiennent parfois au compte-goutte. L'administration semble également exercer un tri entre ceux et celles qui peuvent justifier d'un domicile où se confiner et les autres pour les libérations.

Pour autant, les expulsions continuent. Une cinquantaine de sans papiers sont ainsi expulsés vers la Roumanie fin avril. A l'extérieur, la chasse continue également. Des squats sont virés. A Calais, le 22 mars, des affrontements éclatent suite à l'expulsion du campement de la Dune. Les flics sont caillassés, une voiture d'associatifs dépêchés sur place pour calmer la situation est incendiée.

Face à la réduction du nombre de retenu-e-s, quelques centres ferment, mais la plupart restent ouverts, au grès des administrations préfectorales et des décisions de

Russie, 09 avril, Angarsk :

Une révolte incendiaire éclate dans la prison d'Angarsk, dans la région d'Irkoutsk, en Sibérie orientale. Des caméras sont brisées.

Pays-Bas, 12 avril, Lelystad :

Un groupe de 40 à 50 prisonniers se rebelle dans le réfectoire. Les gardes-chiourmes gazent. Des fenêtres sont pétées. Une banderole a été déployée les jours suivant en solidarité par « quelques anarchistes ».

Chili, 15 avril, Rancagua :

Des matons sont attaqués dans une des ailes de la prison. Puis l'aile est incendiée. 3 matons sont blessés et 8 prétendus meneurs sont arrêtés.

Grèce 18 avril, île de Chios : Un incendie détruit la majeure partie des bâtiments administratifs du camps de migrant-e-s après qu'une exilée irakienne soit morte.

Brèves anti-carcérales de l'extérieur :

Le Canet, 31 mars : Un feu d'artifice est allumé à proximité du centre de rétention en solidarité avec les étrangers retenus sur place.

Amiens, 01 avril : Des véhicules de l'administration pénitentiaire et du SPIP sont incendiés devant la maison d'arrêt. Sur le mur on peut lire : « Crève la justice, crève la taule, crève l'Etat et crève ! Accompagné d'un A cerclé. »

Brême, 08 avril : Les vitres des locaux du cabinet d'architecte GSP sont brisées, les locaux dégradés. Le cabinet travaille à la construction de prisons.

Bruxelles, 13 avril : un feu d'artifice, visible des prisons de St-Gilles et de Forrest est lancé en solidarité avec les détenus.

Brême, nuit du 13 au 14 avril : Une Volkswagen du cabinet d'architecte GSP part en fumée.

Bologne, 16 avril : Un parloir sauvage s'organise en solidarité avec les prisonniers de Dozza.

Berlin, 18 avril et 21 avril : deux véhicules d'entreprises de collabos de la machine carcérale (GA tec et Eurovia Vinci) sont incendiés. L'incendie est revendiqué par des groupes autonomes en solidarité des luttes de détenu-e-s à travers le monde.

Paris, 19 avril : des feux d'artifice sont lancés et des cris gueulés en solidarité avec les prisonniers de la Santé.

Fresnes, 29 avril : Une voiture de matons est incendié dans une résidence qui longe le domaine pénitentiaire. Un homme est arrêté dans un foyer voisin, sous des jets de projectiles.

Bouguenais, nuit du 01 au 02 mai : Un groupe Action Directe Anarchiste revendique sur Indymédia Nantes l'incendie de deux véhicules de la postes, notamment pour sa « collaboration avec la machine à expulser » et la pression qu'elle fait subir à ses salarié-e-s pour se rendre au taf.

Plus d'informations sur :

<https://lenvolee.net/>
<https://abaslescra.noblogs.org/>
<https://sansattendre.noblogs.org/>
<https://demesure.noblogs.org/>

justice. Parfois, certains ferment faute d'effectifs, puis ouvrent à nouveau. C'est le cas notamment quand des libérations de prisonnier-e-s sans titre de séjour ont lieu, comme à Bordeaux. Les détenu-e-s sont basculés vers la rétention. Comme pour les vases communicants, un lieu se vide, l'autre se remplit.

Un détenu de la prison de Fresnes, atteint de la maladie de Charcot et bénéficiant d'une remise de peine pour ses trois derniers mois d'incarcération face au risque épidémique est ainsi attendu à sa sortie par la police aux frontières. Direction le Mesnil-Amelot où son traitement est interrompu faute de soins. A l'audience du juge d'application de la liberté et de la détention, qui serait en mesure de statuer sur son éventuelle sortie, il ne peut être présent. Faute de certificat médical il est maintenu en détention. Une situation parmi d'autres, significative du règne de l'absurde et de l'arbitraire derrière les murs.

La plupart des associations comme France Terre d'Asile ou la Croix rouge qui interviennent quotidiennement dans les centres de rétention, et qui ont souvent interrompu leurs services durant la crise, se rendent une nouvelle fois complices de cette gestion sordide par leurs silences et leur manque de solidarité avec les révolté-e-s .

CE QUI SE JOUE derrière les murs épais des lieux d'enfermement c'est uniquement une gestion froide et cynique de la population mise sous écrou. L'administration pénitentiaire et la police aux frontières matent à coup d'ERIS ou de gardes mobiles, le moindre signe de révolte entre leurs murs.

Il ne s'agit en rien de préserver des vies comme le gouvernement se vante de le faire, puisqu'on

laisse derrière les murs des prisons et des centres de rétention crever ou prendre le risque de crever des tas d'indésirables. Il s'agit bel et bien de préserver l'ordre, et l'économie dont il est le garant, de protéger l'Etat et le capital. Plus encore qu'au quotidien, en ces temps de pandémie, enfermer des êtres humains dans ces conditions, c'est un choix politique, un choix criminel.

Mais au fond ce que la situation rend encore plus qu'en temps normal patent c'est la vraie nature de l'enfermement : il ne s'agit pas de réinsérer les détenus ou de leur appliquer froidement leur peine, mais de mettre à l'ombre et se débarrasser de toute une série d'indésirables.

Il est à craindre que dans les années qui viennent, alors que les conditions d'exploitation sont appelées à s'intensifier, que la chair à patrons dont nous faisons partie s'annoncent de plus en plus surnuméraire, les prisons servent à mater, aujourd'hui comme hier, la débrouille illégale, les révoltes individuelles et collectives qui ne manqueront pas d'éclater.

Les plans de construction de taules et de CRA, dont Caen devrait « bénéficier » à travers la construction d'une nouvelle prison à Iffs, sert ce projet mortifère. C'est pourquoi il est aujourd'hui comme hier important de marquer en parole et en gestes notre solidarité avec les enfermés-e-s, et nécessaire de combattre l'emprisonnement, et notamment ces nouveaux projets.

• Georges Randal,
avec l'aide de Broussaille,
Caen, Mai 2020

« Nous on est déjà confinés depuis des années »

L'épidémie de Covid depuis la centrale de Lannemezan

JE SUIS UN DÉTENU DE LA CENTRALE DE LANNEMEZAN. Je regarde la télé comme tout le monde, je vois beaucoup de choses qui sont vraies, qui sont fausses, c'est bizarre hein, comme tous les gens, je pense. Et ici au début les matons n'avaient pas de gants ni de masques. Pour nous, le danger c'est eux, c'est pas nous, parce que nous on est déjà confinés depuis des années. On leur a imposé qu'ils aient des gants et des masques. On est juste quelques uns à avoir attrapé la direction, on les a menacés de bloquer la prison s'ils en mettaient pas. Parce qu'il y a beaucoup de saucissons aujourd'hui en prison. On est qu'une poignée de détenus à crier.

Ça a quand même mis 3 jours, mais maintenant ils ont les gants et les masques. Après on a demandé des désinfectants pour les douches, parce que c'est commun, y en a plusieurs qui passent dans la même cabine, il faut faire quand même attention. Parce qu'il y a quand même des crados en prison !

Après, la gamelle... le pain, il est pas plastifié. Nous les détenus on sait jamais si y en a un qui a touché le pain, le pain est dans des panières, c'est infect, il peut être touché par tout le monde, il peut être infecté. On fait de la parano à force d'écouter la télé, tu vois !

Après ils ont mis en place des paquets de lingettes pour les cabines téléphoniques, des désinfectants, des pshits. A la musculation, on a le droit d'y aller mais il faut pas être plus de 8, mais bon on est jamais à 8. Il y a désinfectants et lingettes pour nettoyer chaque machine que tu touches. C'est un gros bordel mais faut le faire.

Nous les détenus on a pris l'initiative de désinfecter les douches à fond, avec des produits qu'ils ont donné, mais je sais pas si c'est vraiment efficace ! Parce qu'ils se cassent pas les couilles... On a demandé de la javel, même d'en cantiner plus, mais ils veulent pas ...

Il interdisent pas les désinfectants avec de l'alcool, mais ils sont coupés, c'est pas comme vous dehors, aussi efficace. C'est toujours la même bouteille, il la re-remplissent, donc... t'as compris !

Après on a pris l'initiative de tout frotter, avec les balais brosses, chacun son aile, à plusieurs détenus. Au moins c'est déjà un peu plus propre.

Après nous, la vie continue normalement, on a les promenades. Par contre on se sert plus la main, hein, ça c'est normal ça se comprend . On a la muscu, on va au stade... On se met le plus possible à un mètre, comme y disent. Mais ça c'est un peu du cinéma pour moi : un virus, à un, deux, ou trois mètres, si tu dois l'attraper, tu l'attrapes.

Après nous, dans l'illégalité, on sait les nouvelles, internet, tout ça... mais si on avait que la télé, on saurait rien. C'est des tombeaux, on écoute les conneries aux informations. A force d'écouter la télé t'as l'impression que le virus il va traverser ta télé ! C'est pas les matons qui vont te l'apporter, c'est la télé !

On sait qu'il y a des prisons qui ont brûlé. C'est les maisons d'arrêt, ça se passe pas comme en centrale, les maisons d'arrêt, ça rentre, ça sort, c'est plus difficile. Après, comme en Italie y en a qui ont réussi à s'évader, ça peut arriver à n'importe quel moment. Aujourd'hui à Lannemezan on est comme sur un bateau, si y en a un qui l'attrape tout le monde va avoir peur.

Regarde mon parcours : pourquoi je m'évade ? J'ai le VIH, j'apprends

Philippe Lalouel est détenu à la centrale de Lannemezan. Il y purge sa peine.

La prison de Lannemezan a la particularité d'accueillir des longues peines ou des détenus jugés « difficiles », considérés comme peu « réinsérables ». La justice n'a fait aucun cadeau à ces détenus condamnés à des peines d'élimination sociale. Ils n'ont pas bénéficié des remises de peines de deux mois, « gracieusement offertes » aux courtes peines qui se sont tenus à carreaux, parfois par la force des circonstances ou par manque de complicités, durant les révoltes pénitentiaires de mars et d'avril ...

Philippe est entré en prison à 20 ans en 1987. Il avait volé une bagnole et braqué une banque. Contaminé par le VIH en taule, il ne se résigne pas à crever entre quatre murs et s'évade à deux reprises dans les années 90. Finalement libéré en conditionnelle en 2009, il est assigné à résidence dans un bourg où il travaille pour un patron qui ne le paye pas. Après 4 mois de solitude, de misère et de rage, il braque un bureau de poste. En 2012, il est condamné à 20 ans de réclusion.

Le documentaire *Faites sortir l'accusé* retrace la lutte qui oppose Philippe, sa compagne Monique et des compagnons et compagnonnes de luttes à l'administration pénitentiaire et la justice.

Faites sortir l'accusé, Documentaire de Pierre Guérinet, Les éditions du bout de la ville.

ça, j'ai 3 à 5 ans à vivre. J'apprends ça, je m'évade. Je me fais reprendre, je me re-évade. Parce qu'on me dit que je vais mourir en prison. Des gens peuvent penser comme moi aujourd'hui. Bon moi je suis en fin de peine, je suis conditionnable, même si ils vont m'emmerder pour sortir, je vais sortir quand même. J'ai pas envie de crever. J'ai fait tout mon parcours carcéral à cause de ça, c'est pas maintenant que je vais lâcher et crever dans une cellule. J'aimerais pas en arriver là, je crèverai pas dans une cellule mais s'il le faut, je me battraï jusqu'au bout.

C'est très difficile en prison. J'espère qu'après ce soi disant déconfinement, qu'ils comprendront ce que c'est le renfermement. Qu'ils mettront moins de longues peines comme ils nous mettent. Parce que moi j'ai pris une peine de condamné à mort, comme d'autres. J'espère que ça les fera réfléchir. Parce qu'en un mois et demi ils sont tous en train de pleurer. D'accord y a une maladie, je souhaite rien à personne, mais voilà ça leur fait comprendre un peu ce qu'est un renfermement.

Ici pour le moment y a aucun cas de Covid-19. On a vu un chef qui nous a expliqué brièvement. Pour moi ce qu'il a raconté c'est très léger : si y en a un qui attrape cette maladie... En bas au rez de chaussée y a une cellule pour handicapé, au cas où quelqu'un soit handicapé avec un chariot. Il y a une douche dedans. Le détenu qui serait contaminé prendrait une douche là-dedans, serait remonté dans sa cellule confiné, et sortirait en promenade éloigné des autres, ou je sais pas comment, il a pas dit la fin... Ils sont pas au point. Comme pour remettre en place les parloirs, ils sont pas au point du tout, ils nous demandent à nous des conseils ! C'est une honte. Un chef stagiaire a dit qu'il ferait venir une par une les familles, mais c'est impossible, on est 180 bonhommes ! On met un an pour faire venir toute une prison. Ils savent rien, ils sont pas au point, ils nous en parlent pas, y a que des affiches pour avertir « se laver des mains, nanani, nana... »

C'est comme les gens qui attendent pour sortir, qui doivent recevoir 2 mois de remises de peine à cause de cette maladie. Ils sont en fin de peine, ils attendent, ils ont rien du tout. Pour les musulmans, comme ils les ont dans le pif, comme mon pote, il a rien. Ce truc pour vider les prisons, personne l'a eu ici, pourtant y a des 2 mois, des 18 mois, des grosses fin de peine. Mon ami doit sortir en octobre, s'ils lui donnent ses RPS et ça, il sort maintenant. C'est à la télé qu'y disent que des gens sortent, c'est du cinéma, en tous cas ici en centrale, personne est sorti, personne ! Peut être dans les maisons d'arrêt. Moi je suis conditionnable, j'ai une demande de condi posée, j'attends, je suis informé de rien du tout.

J'ai appelé mon avocate, je lui ai demandé de faire un recours, parce que moi je suis plus fragile que n'importe qui, mais si elle traîne et que le déconfinement se fait, ça sera trop tard. Comme y en a ici qui ont le

diabète. Ils ont mis une affiche comme quoi les gens qui sont plus fragiles que les autres pourraient avoir un aménagement de peine plus rapide. Le lendemain, on se lève, on sort de cellule, elle y est plus. Elle a disparu. Y a rien de rien qui s'est fait.

On est là avec nos petites lingettes, notre désinfectant... et encore, quand on en a ! A moitié coupé, j'en suis sûr. On demande de la javel en plus, on en a pas. Ils sont à la ramasse.

C'est tendu, y a plus de parloir. Donc ceux qui m'écoutent comprendront pourquoi c'est tendu ! Y a eu quelques bagarres, y en a qui ont été mis à l'isolement. Pendant quatre jours, après les bagarres, on nous ont bloqué dans nos ailes, tu pouvais plus aller voir ton pote dans sa cellule, jouer à la playstation ou aux cartes, parler, regarder internet... Puniton ! Ils ont essayé, quand ils ont senti que ça commençait à être chaud, ils ont relâché. La directrice qui avait pris cette décision, elle a fait que des études, elle comprend rien, donc c'est d'autres qui ont passé sur elle et qui ont dit faut débloquent. Et y a quelques surveillants qui ont dit «oh ! Attention » et ils ont compris, ils ont débloquent aujourd'hui.

Les surveillants, ils se chient dessus. Ils ont le moral cassé, plus que nous, ils en parlent plus que nous. Y a des anciens surveillants qui me disent « y en a, c'est infernal : corona tatata, toute la journée ». Vaut mieux se suicider que parler comme ça toute la journée. C'est comme si tu regardes la télé sur ça tous les jours.

Ils restent corrects avec nous, ils ont pas le choix, ils sont dans une spirale où ils ont pas le choix. En vérité, aujourd'hui, si y avait pas que des saucissons... y en a qui doivent se reconnaître, y en a qui savent de quoi je parle, s'ils entendent ce message... parce que les prisons ont beaucoup changé. Si y en a qui sont pas contents de ce que je dis, je m'en fous, parce que je dis la vérité : y a beaucoup de saucissons... Mais si on veut, si on veut, actuellement, on a tout pour gagner. Que ça soit des blocages, ci ou ça... Y aura quelques transferts c'est sur. Mais beaucoup de gens y gagneront. Mais malheureusement les gens ne bougent plus, ils ont leur petit confort, tout ça... en centrale, c'est fini. Maison d'arrêt, CD, il y a plus de jeunes, ils sont plus vaillants, ça bouge plus, ça vit plus... Ici c'est une tombe. On dirait une prison pour fin de vie ! Je suis bien réveillé, j'ai la tête sur les épaules, donc je vois ça, mais y en a beaucoup qui s'endorment.

Sur ce j'embrasse tout le monde, P, G, S,... Je remet toutes mes condoléances à Olivier qui s'est envolé, et qui sortira jamais de mon cœur. Voilà comment je finis mon message.

Philippe Lalouel,
Centrale de Lannemezan, 25 avril 2020.
Repris du site de l'Envolée,
Journal pour en finir avec toutes les prisons.

Modène : quelques mises à jour sur la révolte



LA RAGE DANS LES PRISONS n'a pas tardé à exploser, après l'entrée en vigueur du décret d'urgence pour endiguer la contagion du Virus.

L'interdiction des parloirs s'est alors étendue à tous les lieux de détention, et certaines prisons la mettaient déjà en application.

Il serait long de répertorier les 27 prisons où ont éclaté les révoltes.

Révoltes qui ont conduit à des bouleversements plus ou moins temporaires de la réalité carcérale (qui ne vise que l'annulation, la dépersonnalisation de l'individu) : des prisons et du matériel de matons qui partent en fumée, des structures occupées, des détenus sur le toit, le renversement du rôle gendarme-voleur avec des séquestrations de matons, des documents brûlés, des évasions tentées et certaines réussies.

Le 8 mars 2020, des colonnes de fumée s'élèvent de la prison de Sant'Anna à Modène : très vite, n'importe qui peut les remarquer, ce qui fait accourir les amis, les familles et les gens en soutien aux détenus. Ces derniers ont assisté aux allées et venues de tous les types de police mobilisés pour réprimer la révolte : police d'État, carabinieri, police pénitentiaire, GOM [équivalent des ERIS] ; ainsi qu'un hélicoptère pour patrouiller au-dessus de la zone, et la police municipale qui a essayé de faire dégager les gens dehors, sans succès (le rôle le plus mesquin était réservé à ceux qui passent leur vie à chercher la petite bête).

De l'extérieur, quelques coups de feu se sont faits entendre distincte-

ment.

De l'intérieur, des gars ont hurlé : *«Ils sont en train de nous massacrer !»*.

Dans la narration officielle, les détenus et les détenues auraient pris le contrôle de la structure qu'ils auraient ensuite dévastée ; une personne a tenté de s'échapper mais elle s'est fait reprendre immédiatement. Parmi les dégâts, se trouve l'incendie du bureau d'enregistrement qui contenait les copies des documents papier.

Pendant que les détenu-e-s menotté-e-s sont escorté-e-s et frappé-e-s sous les yeux des gens en soutien à l'extérieur, une personne a aperçu - à ce moment-là déjà - un sac qui renfermait un cadavre.

Une fois l'émeute pacifiée, ils ont commencé un transfert de masse d'environ 500 détenus (vers les établissements de Porto Azzurro, Cagliari, Sassari, Cuneo, Trente, Vercelli, Belluno, Pérouse, Rovigo, Sanremo, Genoa, Ascoli, Terni, Parme, Reggio Emilia), la prison étant désormais inutilisable.

Ensuite, les nouvelles glaçantes sont tombées : d'abord un mort, puis deux, trois... six. Et dans les jours suivants, ce décompte est passé à neuf, neuf décès annoncés par les voitures funéraires qui sortaient de la prison.

Mais ce qui peut paraître encore plus déconcertant, c'est la version des journaux, d'abord locaux puis nationaux : les causes des décès seraient la méthadone et les overdoses, suite à un pillage de l'infirmerie par une partie des mutins.

La même version est ressortie avec l'augmentation du nombre tragique des morts : quatre à Rieti et deux autres à Bologne.

Pour l'instant, une seule version est présentée : le rapport de l'administration pénitentiaire, elle qui a toutes les raisons de dissimuler la vérité et de mentir. Deux détenus seraient morts d'une overdose de méthadone, et un d'une overdose de benzodiazépine.

Quatre autres décès seraient survenus à la suite de transferts dans les prisons de Parme, Alexandrie, Marino del Tronto. Et un détenu est décédé à Vérone lors du voyage vers la prison de Trente.

Ces décès sont attribués eux aussi à une overdose de méthadone, malgré une visite médicale avant le transfert.

Les passages à tabac se sont succédés, depuis l'évacuation de Sant'Anna à l'arrivée des détenus dans des prisons préparées spécialement pour les révoltés. Des témoignages parlent de représailles de la part des matons, sur des prisonniers sans défense, jetés dans des cellules d'isolement sans traitement médical.

Deux autres auraient été retrouvés morts deux jours plus tard dans une section.

On vient faire contrepoids en disant que cette version n'est pas crédible et dans le cas des personnes transférées, puis décédées, rien que la façon dont les faits sont rapportés pose question.

Nous affirmons que toute mort EN prison est une mort DE la prison, liée à son existence même et à l'anéantissement forcé de l'individu.

Cela dit, nous ne croyons pas à une coïncidence dramatique, où quinze personnes meurent d'overdose au cours de trois révoltes différentes.

Nous savons bien que dans les moments les plus critiques, l'État se montre sous un autre jour, sacrifié

les apparences et se dévoile. Il se met à défendre l'ordre des choses avec les méthodes les plus totalitaires, explicites et violentes, en mettant de côté tout semblant démocratique.

Nous connaissons les mensonges propagés systématiquement par l'État pour couvrir ses meurtres et ses massacres.

Et cela d'autant plus à l'intérieur d'une institution totalisante comme la prison, où loin des yeux loin du cœur, des abus se produisent chaque jour qui passe, car il en va de l'existence même de la prison.

Quand la tension monte, l'État tue.

Aujourd'hui, comme précisément un siècle avant, en 1920, alors que l'Italie se préparait au totalitarisme, une foule en grève se faisait tirer dessus sur la Piazza Grande. Sept ouvriers moururent pendant ce rassemblement.

Puis en 1950, pour bien montrer qu'aucune Libération n'a jamais eu lieu, les carabinieri tuèrent six ouvriers en lutte, ce qui a donné lieu au massacre des anciennes fonderies de Modène.

Aujourd'hui, alors que le Virus s'emballe, les forces de l'Ordre isolent et contrôlent les personnes et les territoires, tout en massacrant ceux qui osent se soulever dans les prisons. Parce qu'eux ne sont pas prêts à perdre le peu qui leur reste, comme la possibilité d'embrasser une proche de temps en temps, ou le désir de réaffirmation et de vengeance contre leurs bourreaux de tous les jours : les matons et le quotidien carcéral.

Pour apporter de la solidarité, du soutien et un peu de chaleur en-dehors des murs, certaines personnes n'ont prêté attention à aucune imposition, et se sont rendues dans une ville aveugle et déserte.

La prison a l'air vide désormais puisqu'elle est inutilisable, ou du moins en partie, à cause des dégâts causés par la révolte. Le feu a causé la fermeture de la prison de Sant'Anna de Modène !

Cette nouvelle arrache une grimace de complaisance, à une bouche tordue et serrée de rage face aux morts et aux mesures toujours plus restrictives à l'intérieur comme à l'extérieur. L'envie de crier est grande,

mais le vent a l'air d'être resté à la maison, lui aussi.

Les contrôles, les points de blocage, les auto-certifications pour sortir de chez soi et l'interdiction de se rassembler ne sont rien d'autre que l'extension du système pénitentiaire par-delà les murs. Si le signal est déjà lancé depuis l'intérieur, c'est que la révolte est plus urgente que jamais. La seule réponse au délire lucide de la sécurité, qui en-dehors des murs prend la forme de l'appel au bon sens et au confinement chez soi, à l'usage de ses privilèges de personne « libre », reflète un assouplissement des consciences et une obéissance aveugle au dogme de la sécurité.

On dirait qu'on attend des temps plus sombres pour agir, mais on ne réalise pas que le temps presse et qu'on est déjà en retard, prises au dépourvu dans la pratique, et battus d'avance dans la théorie.

TOUTES ET TOUS LIBRES !

Modène, 21 mars 2020

roundrobin.info

Repris de Le Rebelle n°2,
printemps 2020

TEXTE DE DÉCLARATION D'INTENTION DU JOURNAL MURAL ANTI-CARCÉRAL CAENNAIS TABULA RASA.



NOUS SOMMES CONTRE LES PRISONS, les frontières et tous les enfermements parce que nous pensons que le seul remède aux maux de cette société, c'est la liberté, la destruction de toute oppression et exploitation, la destruction des fondements même de cet ordre social.

Nous désirons faire payer à la mesure de nos moyens ce nouvel affront à notre liberté que constitue la construction d'une nouvelle prison à Caen, nous en prendre à ce système répressif, notamment à toutes les entreprises, les services publics et les associations, qui se font du fric avec la construction ou l'administration quotidienne de nouvelles prisons, de centres de rétention, qui participent de loin ou de plus près à administrer et contrôler nos vies au profit de l'Etat et du capital.

NOUS NE NOUS FAISONS PAS POUR AUTANT D'ILLUSIONS. Il y a peu de chance que nous arrivions à repousser ce projet de nouvelle prison. Et même si nous en venions à bout, nous n'aurions alors réussi qu'à ajourner une des trop nombreuses infrastructures de ce système répressif.

Or, la répression ne s'exerce pas uniquement dans des infrastructures - taules, Centre de Rétention Administratifs, caméras, Hôpitaux Psychiatriques, etc.- ni seulement par ceux et celles qui les administrent, mais s'inscrit dans des rapports sociaux, un maillage de relations, des appareils idéologiques qui sont aussi importants à détruire.

Nous avons également pleinement conscience que nous embourber dans un combat asymétrique et inégal avec

l'Etat serait pour nous suicidaire, et que seul un mouvement insurrectionnel généralisé animé de perspectives révolutionnaires reste en mesure d'abattre ce tissu oppressif. Bref qu'on n'abat pas l'enfermement et le contrôle sans détruire le monde qui les produit.

Cela ne suffira pas pour autant à nous résigner à supporter cette énième construction, parce qu'elle nous est insupportable. C'est dans cette perspective que nous souhaitons nous y attaquer pour rendre visible ce qu'Etat et capital veulent laisser invisible. Et participer à notre mesure à faire table rase de ce qui nous détruit.

Tabula Rasa est l'un des moyens de faire vivre ce combat.

Machine à expulser et état d'urgence sanitaire

La vie sous contrainte sanitaire en rétention ou sans papiers....

Communiqué des prisonniers de Oissel (CRA) le 25 mars 2020 :

« Ce matin, quatre gars étaient malades avec des symptômes du coronavirus : problèmes respiratoires, maux de tête, nez qui coule, éternuements. A l'infirmier, l'infirmier leur a donné des comprimés de doliprane de 1000 mg et il a pris leur température. Aucun test n'a été fait pour savoir s'ils avaient contracté le virus. Les policiers sont venus nous distribuer des masques et ils ont dit aux quatre qui étaient malades de se confiner dans leurs cellules et de rester loin. Les policiers rentrent chez eux tous les jours, ils quittent le centre et on sait pas ce qu'ils peuvent rapporter. Les infirmiers aussi peuvent nous contaminer. Les femmes de ménage n'ont ni gants pour se protéger, ni masques. [...] Les policiers n'ont pas de protection : pas de masques et pas de gants. On a des comprimés, ici, pour pouvoir dormir, et l'infirmier qui nous donne les comprimés, il l'ouvre, met la gélule dans sa main, la met dans notre main et demande qu'on la prenne sur place. Même l'Ofii, qui nous vend les cigarettes, gâteaux et dentifrice, vient sans masques. Le petit déjeuner est servi par quelqu'un d'extérieur qui donne les pains, et lui non plus n'a pas de masque. Y a pas de médecin. Ce matin il y avait une sale ambiance. Ici c'est vraiment la double peine : il n'y a que des sortants de prison étrangers. Tout le monde regarde les infos, et nous on ne nous libère pas. [...] »

Source : A bas les cras
<https://abaslescra.noblogs.org>

Vincennes, conversation téléphonique retranscrite autour du 12 avril :

“J'te dis ça va, mais je dis ça par habitude. Ici c'est vraiment la merde. [...] Moi je sors de l'isolement là. Ils ont fouillé toutes les cellules mais ils ont pas trouvé ce qu'ils cherchaient. L'infirmière elle me dit : “Tu parles

français ? Je lui dis “Non je parle pas français je suis un âne ! Ecrivez-le moi.” Elle l'a écrit noir sur blanc : “Vous l'avez tous le coronavirus”. Elle me l'a dit : “Vous l'avez tous le coronavirus, au centre de Vincennes vous l'avez tous attrapé”. Basta.

Je lui ai dit “Mais maintenant vous attendez quoi pour nous faire des tests ?” Elle a dit “On attend que vous ayez des symptômes”. Maintenant la suite je ne sais pas. Seul dieu le sait. Ils vont nous laisser crever dans ce centre, c'est ça la suite. Ils vont attendre un par un qu'on tombe et qu'on ait la fièvre et là quand ce sera grave ils nous emmèneront à l'hôpital. [...]

Ils nous ont distribué des masques. Mais les masques on s'en sert pas, on les prend on les jettes. Parce qu'il fallait nous les donner avant. Ça sert à quoi maintenant ? Maintenant qu'on est tous contaminé. Ça fait plus d'un mois qu'on est enfermé ici et qu'ils ne font rien. Maintenant qu'y a les premiers cas, ils nous donnent des masques ? Ici y a même pas de savon, alors à quoi ça sert les masques ?

Franchement je préfère retourner en prison, j'étais mieux là bas. Les frontières vont pas rouvrir avant septembre, ils le disent à la télé sur BFM, CNEWS et les autres chaînes. Alors pour quoi ils nous gardent enfermé ici, hein ? [...]

Source : Paris-Luttes Info
<https://paris-luttes.info>

Ouistreham, Hérouville-Saint - clair, quand l'état d'urgence permet d'intensifier la chasse aux « indésirables » :

A Ouistreham, l'État d'urgence sanitaire a permis aux autorités d'intensifier le harcèlement qu'ils opèrent sur les sans-papiers qui tentent de rejoindre l'Angleterre. Le 20 mars, sur ordre de la préfecture du Calvados, les personnes exilées ont été confinées dans le centre de vacances d'Emmaüs à Tailleville où leur ont été imposées de fortes contraintes et

un contrôle constant.

Dès le déconfinement du 11 mai, des groupes de jeunes soudanais sont retournés sur le place. Le maire, Romain Bail, n'a pas perdu de temps pour réaménager les abords du rond-point où campaient ces « indésirables ». Les braséros de fortune ont laissé place à d'énormes blocs de pierre. Plus possible d'y planter une toile de tente.

La gendarmerie sous les ordres du préfet opèrent des contrôles ciblés et harcèle les exilés jour et nuit avec brutalité, notamment par des vols et des destructions systématiques de leurs effets personnels. Christophe Blanchet, député LREM de la circonscription, n'est pas en reste avec son décret autorisant les contrôles inopinés dans certaines zones portuaires. Depuis le 11 mai une cinquantaine de personnes ont été interpellées, puis ont subies des violences. Parmi elles, quatre personnes ont été envoyées en CRA, puis assignées à résidence.

Le 9 juin un impressionnant dispositif policier a été mis en place, arrêt de tram château d'eau, à Hérouville. Le camion de la Police aux frontières attendait de faire le plein avec l'aide de contrôleurs et contrôleuses de Twisto, de la BAC, et d'une dizaine d'autres flics. Une ancienne école de la commune, principalement investies par des soudanais, hébergeait encore un squat.

Les expulsions de squats ont repris dans la foulée. Tout d'abord un squat ouvert à Mondeville, le 24 juin, puis le squat d'Hérouville-Saint-Clair, expulsé le 07 juillet. Les expulsions ont donné lieu à des placements en CRA.

Quant à ceux et celles qui ne peuvent se résigner à observer tout cela en silence, ils et elles sont aussi ciblées. Quelques personnes venues dénoncer les violences des gendarmes et manifester leur solidarité sont reparties avec près d'une quinzaine d'amendes de 135 euros pour non respect de l'état d'urgence, à savoir la participation à un rassemblement de plus de 10 personnes dans l'espace public.

Soleil Noir
à partir des infos de « Ravachol »

Sous contrainte sanitaire.

LES JEUX OLYMPIQUES QUI DEVAIENT AVOIR LIEU AU JAPON ont été annulé avec la crise du Coronavirus. Ces jeux revêtait une importance particulière pour le gouvernement japonais et les nucléaristes du monde entier.

L'un de leurs principaux objectifs était de médiatiser la réouverture de la zone d'évacuation post-accidentelle de Fukushima-Daïchi. Un relai de la flamme olympique devait même être effectué sur place. Quelques jours avant le passage de la flamme, des coureurs s'émeuvent et refusent de participer par peur des radiations et du Coronavirus.

Ces jeux sous contrainte radiologique n'auront finalement pas lieu. Mais ce temps nouveau de l'épidémie impose finalement une autre vie sous contrainte, cette fois sanitaire, à l'ensemble de la planète. A la suite quelques bribes de ces contraintes sanitaire au temps du coronavirus...

25 mars, France : L'ordonnance n°6 de la loi d'urgence sanitaire permet d'accélérer les délais des procédures d'installation d'antennes et de matériaux numériques.

26 mars, Suisse : L'opérateur téléphonique Swisscom décide de communiquer aux autorités lorsque 20 téléphones portables bornent au même dans un espace de 100m².

28 mars, Espagne : le gouvernement qui vient d'annoncer des mesures de confinement demande aux opérateurs téléphoniques de lui fournir les données de géolocalisation de leurs clients afin d'évaluer l'efficacité de la mesure et de tracer les modes de déplacements, les foyers et les modes de contagion.

Avril, Argentine : Le gouvernement met en place un numéro pour dénoncer ceux et celles qui ne respectent pas le confinement. Les contrevenants et contrevenantes risquent entre 3 et 15 ans de prison pour propagation d'une maladie dangereuse et contagieuse.

1er avril, France : 140 détenus fabriquent des masques pour les surveillants et les surveillantes et pour les soignant-e-s. Après les avoir laissé gérer la pénurie, l'administration péni-

tentaire leur demande de venir en aide à leurs bourreaux.

1^{er} avril, Cherbourg : Deux drones de la PJ de Rennes sont utilisés par le commissariat central de Cherbourg. Ils survolent la Plage verte, Collignon et les bords de la Saline, permettant le contrôle et la verbalisation. Des drones à l'identique ont survolé des parcs en Moselle, les plages de Ouistréham dans le Calvados, les villes de Nice, de Bourges ou de Maubeuge.

05 avril, Marseille : depuis quelques jours un avion survole la ville pour repérer des regroupements et orienter les équipes au sol pour qu'elle puisse faire appliquer le confinement. En mars, c'est en hélicoptère que la police a repéré les contrevenant-e-s au confinement au nord de Nantes ou à Montbéliard.

09 avril, Chambéry, Annecy : Les autorités de la ville avouent utiliser les caméras de vidéo-surveillance pour traquer les récalcitrants et récalcitrantes au confinement.

10 avril, Treviolo (banlieue de Bergamo, Italie) : La commune de 11000 habitant-e-s, dans l'épicentre de l'épidémie en Italie, se dote de drones armés de capteurs de température .

Munis de hauts parleurs, les drones survolent la commune, mesurent la température des passant-e-s, rappellent à l'ordre les promeneurs et promeneuses et préviennent les équipes au sol en cas de fièvre supposée. Ces équipes vérifient alors la température, contrôlent que les individus n'ont pas enfreints les règles de quarantaine obligatoires.

10 avril, France : La ministère de l'Intérieur passe command de 651 drones. : 565 « *micro-drones du quotidien* » (< 1 kg, autonomie > 25 min, capteur thermique, zoom > x6, distance de transmission > 3 km) ; 66 « *drones de capacité nationale* » (poids < 8 kg, autonomie > 20 min, vidéo 4K, zoom > x30 en caméra jour, distance de transmission > 5 km) ; et 20 « *nano-drones spécialisés* » (poids < 50 g, autonomie > 25 min, capteur thermique, distance de transmission > 2km, données chiffrées).

10 avril, Reims : Des soldats de l'opération sentinelle se joignent aux contrôles routiers et aux vérifications d'attestation dérogatoire de déplacement.

17 avril, Anvers (Belgique) : Les employés du port d'Anvers vont pouvoir tester un bracelet électronique de sécurité nommé Romwere Covid Radius, qui permet de les alerter lorsqu'ils et elles ne respectent pas les réglementations de distanciation. Le bracelet permettra également de retracer les éventuels contacts de travailleurs en cas de détection de cas positifs.

20 avril, St-Girons : L'association des gardes chasses épaula les flics dans leur chasse aux réfractaires au confi-

nement.

23 avril, Tunisie : le gouvernement tunisien a réceptionné 4 drones armés de capteurs de température.

Mai, Varese (Italie) : Une école privée sous contrat décide passer des bracelets électroniques aux bras d'enfants âgés de 4 à 6 ans et de son personnel, pour les empêcher de s'approcher trop près les uns des autres. Les appareils vibrent et s'illuminent lorsque la distance de sécurité n'est pas respectée. Les données sont également stockées pour pouvoir retracer les éventuels manquements. Une garderie d'un géant français de l'automobile a également passé commande.

Mai, Juin : Les mesures de reconfinement sont, dans la plupart des pays qui y ont recours, ciblées géographiquement à des villes, des quartiers, voir des tours d'immeuble. Quelques 200000 personnes sont ainsi reconfinées à Lerida en Espagne, le 4 juillet. D'autres mesures de reconfinement sont mises en place à Lisbonne, en Allemagne, ou dans le sud de l'Italie... A Leicester, ce sont les magasins non essentiels qui sont soudain fermés le 29 juin dernier, tandis qu'à Melbourne, en Australie, ce sont neuf tours d'immeubles qui sont confinées, sous la surveillance de flics mobilisés en nombre à partir du 4 juillet.

Le 11 Mai, Belgique : Des équipes de « traceurs et traceuses Covid » se mettent en place. Elles traquent les réseaux de relations des malades « dénoncés » par leurs généralistes ou par les équipes de soins hospitaliers. Les personnes à risque ainsi pistées sont contactées ou reçoivent une visite à domicile et sont incitées par des travailleurs et des travailleuses sociaux à une mise en quarantaine de 14 jours. Sur les premiers jours dans la région de Bruxelles, 20 à 30% des personnes contactées refusent ce traçage.

Le 11 mai, Pékin : Des bracelets électroniques mesurent la température

des élèves et des enseignant-e-s en temps réel.

11 mai, France : Dans les prisons les parloirs sont réouverts, mais en restreignant les visites, et dans des conditions sordides. Les détenu-e-s sont contraints de rencontrer leur proches derrière des plexiglass ou des bâches transparentes de fortune, sous la surveillance des matons et des matonnes. Les visites sont limitées comme dans les EPHAD aux proches, et à une visite par semaine. Aucune intimité, aucune proximité. Dans ces conditions de nombreux-ses détenu-e-s renoncent à leur droit au parloir.

11 mai, France : Mise en place des brigades sanitaires. Ces flics en blouse blanche sont chargés de retracer les cas contacts, c'est-à-dire de retracer les contacts de chaque personne détectée positive au virus. Deux fichiers sont créés : Sidep qui regroupent les cas détectés par les laboratoires qui testent ; Contact-covid qui ajoutent à ces cas les personnes contacts. Contact-Covid est alimenté par les services hospitaliers et les médecins (55 euros par patient) qui sont rémunérés pour ces renseignements, puis alimenté par l'enquête menée par les équipes des brigades sanitaires, composée de travailleurs sociaux, et d'agents non médicaux. Ces derniers et dernières sont censés inciter à la quarantaine et peuvent à l'occasion menacer de sanctions les retifs et rétives.

Le 12 mai, Séoul : Pour retrouver des personnes ayant fréquenté des boîtes de nuit, notamment plusieurs clubs fréquentés par la communauté gay de Séoul, les autorités sud-coréennes utilisent à la manière de l'antiterrorisme les données des téléphones portables pour endiguer un nouveau foyer épidémique.

Le 20 mai, Papeete : Le procureur général de la cour d'appel annonce la mise en place d'une nouvelle politique pénale relative au non-respect des

mesures de confinement et de couvre-feu. Ainsi, toute personne verbalisée pour ces raisons entre le 20 mars et le 27 avril sera exemptée de poursuites pénales si elles font un don de 5 000 Fcfp minimum à la Croix-Rouge.

Juin, Bayeux : Des surveillants et les surveillantes prennent la température des élèves, des visiteurs et visiteuses du collège Chartier. Chacun et chacune a ainsi l'immense privilège de se voir braquer sur son front un thermomètre, et pour les visiteurs extérieurs, cerise sur l'éprouvette, de voir leur température consignée dans un registre papier. Le tout sans demande préalable cela va de soi. Vivement l'autorisation de consigner ces données numériquement...

10 juin, Guyane : Dans cette colonie française, un durcissement des mesures sanitaires a été annoncé avec un reconfinement pour les 16 communes (sur 22) touchées par le virus, du 13 juin au 15 juin, et une extension du couvre-feu les autres jours. Le 25 juin, la préfecture décide la fermeture de tous les bars et restaurants, un confinement ciblé d'une vingtaine de nouveaux quartiers, et le durcissement du couvre-feu.

[De nombreuses infos sont reprises du site Démésure— <https://demesure.noblogs.org/>]



A l'assaut du ciel !

Fragments de révoltes.

« *La volupté de la destruction est une volupté créatrice.* »

Mikhail Bakounine.



Mars, avril, mai, juin, juillet : Multiplication des sabotages d'antennes relais. Une associations en recensent 182 dans 11 pays, et une cinquantaine en France. Les journalistes relaient le discours du pouvoir et alarment sur une « mouvance disparate ». Le procureur de la république de Grenoble cherche à faire recaser les enquêtes à la cellule anti-terroriste. Mais le pouvoir échaudé par ses précédentes campagnes contre l'ultra-gauche et la mouvance anarcho-autonome résiste. Une cellule de la gendarmerie dénommée Oracle centralise en toute discrétion les dossiers, établie des cartographies et recense les modes opératoires pour faciliter les enquêtes. Par ailleurs, des interpellations ont lieu, notamment dans le Jura et à Douai. Des dispositifs de vidéo-surveillance accompagnent parfois également les chantiers de construction ou les antennes déjà construites.

18 mars, Les herbiers : Une quarantaine de salariés entament une grève chez ID -logistic pour protester

contre les conditions de travail et la manque de mesures de protection sanitaires.

18 mars Belfort : 250 salarié-e-s exercent leur droit de retrait chez General Electric. Dans les jours qui suivent la production reprend.

23 mars, Bristol (GB) : Dans la nuit du 23 au 24 mars, suite à l'annonce de l'état d'urgence des émeutiers s'attaquent à un supermarché, incendient des camions de livraison et des voitures.

29 mars, Sicile : Après que des personnes aient essayé de faire une auto-réduction dans un supermarché, c'est-à-dire sortir de la marchandise sans la payer, des flics campent devant les supermarchés.

02 avril, Munich : Confinement oblige les églises sont fermées et vides. Dans la nuit du 2 au 3 avril, neuf troncs d'une église du centre-ville sont pillés.

11 avril, Anderlecht, Belgique : La veille un jeune de 19 ans est tué par les flics qui le percute en le poursuivant pour le contrôler. Le 11, des appels sont lancés sur les réseaux sociaux. Des jeunes se réunissent, des émeutes éclatent ; jets de pierre et de projectiles, véhicules attaqués, attaque d'un commico, feux de véhicules et de mobilier urbain. En face, canon à eau, lacrymo et hélico. Il y aurait eu 57 interpellations et 43 GAV.

15 avril, Val de Marne : Un policier qui pilotait un drone est attaqué au mortier. Touché à la tempe il est évacué vers l'hôpital Georges Pompidou.

22 avril, Calais : Des affrontements éclatent suite à une nouvelle évacuation de campement par les forces de l'ordre. Cette fois, une équipe d'humanitaires dépêchée sur place pour calmer la situation est également prise pour cible par les révolté-e-s. Leur utilitaire est incendié.

23 avril, Yvelines : Un supermarché Auchan est braqué par deux personnes le visage dissimulé par des masques chirurgicaux.

23 avril, Cap Town (Afrique du sud) : Une foule tend une embuscade à des camions de marchandise et les pille. Les pillages se multiplient depuis le début du confinement.

26 avril, Venezuela : Une foule prend d'assaut l'hotel de luxe Portofino à Manzanillo. Dans les jours qui précèdent de nombreux pillages ont lieu, alors qu'une grande partie de la population crève la dalle.

29 avril, Barcelone : Des anarchistes pillent un supermarché du quartier el Raval de Barcelone. Des tracts incitant à faire de même et à « se rebeller contre ce système qui nous fait crever de faim » sont lancés à la sortie. « L'épidémie c'est la faim et le remède la rage incontrôlée ».

1^{er} mai, Rennes, Montreuil, Paris : Des manifestations sauvages bravent

l'interdiction de manifester dans les 3 villes. A Rennes, une trentaine de féministes se regroupent avec banderoles et slogans. A Montreuil, une manif sauvage parcourt les rues durant 1h30, En tête deux banderoles une « Fermez les CRA » et une « Contre le Macronavirus, la Boissière révolutionnaire ». A Paris, deux groupes ont tourné pendant trois quart d'heures dans le quartier de Pernety, avec masques et pancartes. Trois personnes se sont faites contrôlées, tout le monde a pu repartir.

1er mai, Caen : Des banderoles sont posées au dessus des ponts qui jouxtent la gare. Sur l'une d'elles pont de Vaucelles, on peut lire : « Le travail tue ».

Le 05 mai, Val de Marne : Une vingtaine de câbles de fibre ont été sectionnés dans la nuit, occasionnant des pertes de réseau internet et mobiles. Des Data centers contenant notamment les données du site de paris en ligne Winamax, ont été mis hors connexion, occasionnant des pertes financières conséquentes. Un commissariat a également perdu toute connexion.

19 mai, Santiago du Chili : Des habitants et des habitantes des quartiers pauvres de la périphérie dressent des barricades et affrontent les flics pour protester contre les pénuries alimentaires.

20 mai, Toulouse : une agence de la banque LCL perd ses vitres avenue Jean Rieux. « Il y a une guerre en cours, c'est vrai. Mais ce n'est pas celle contre un virus, c'est celle du haut de la société contre le bas » précise notamment le communiqué.

02 et 07-08 juin, Montbelliard : Le 2 juin, après une interpellation dans le quartier de la Petite-Hollande, des encapuchonné-e-s détruisent une caméra de surveillance, et incendie

un véhicule d'entreprise avant de caillasser les flics. Le 07 juin, 3 nouvelles caméras sont détruites ainsi que la caméra d'un bailleur social. Des affrontements éclatent à l'arrivée des flics qui sont contraints d'appeler des renforts de Besançon. Le 08 juin, des tags fleurissent sur les murs en solidarité avec Georges Floyd et Adama Traoré. Le maire déclare le couvre-feu pour les moins de 16 ans jusqu'au 22 juin.

03 juin, Tournay : Une voiture incendiée est taguée de « save a kid, kill a kop ».

03 juin, Saint-Aubain-sur Mer, Douvres : Des tags antiflics recouvrent les murs des cités balnéaires. Sur un des murs jouxtant la plage on peut lire : « ACAB, même les flics de plage »

06 juin, Madrid : Une trentaine de compagnons et compagnones anarchistes prennent la rue et distribuent des tracts. L'un d'eux est intitulé « La pandémie c'est l'obéissance, reprenons la rue ! »

06 juin, Sainte-Mère-Eglise : Un drone chargé de survoler et filmer une cérémonie de commémoration du débarquement est abattu par un tir de fusil de chasse.

08 et 09 juin, Ivry : Des tags antiflics fleurissent sur les murs. La police scientifique est dépêchée sur place.

10 juin, Tulle et Uzerche : Le 11 juin se tenait à Tulle et à huit clos le procès des mutins de la prison d'Uzerche. Le 22 mars des prisonniers avaient incendiés la taule. La veille le 10 des tracts et des affiches marquant une solidarité avec les révoltés sont distribués et collés dans les rues de Tulle et d'Uzerche. Des feux d'artifice sont tirés devant la prison.

14 juin, Toulouse : Le bâtiment Apave qui collabore activement à l'enfermement est souillé de peinture noire. Un tag « Feu au prisons » est accolé.

28-29-30 juin-1er juillet, Metz : Dans la nuit du 28 au 29 juin, une première équipe de retenus du CRA Metz-Queuleu tente de se faire la malle sans y parvenir. Dans la nuit du 30 juin au 1er juillet une seconde équipe profite des dégâts sur la grille occasionnés par la première tentative d'évasion et d'un véhicule de police qui leur sert d'escabeau pour se faire la belle. Deux courent toujours...

29 juin, Caen : Dans la nuit du 29 au 30 juin, des containers de poubelles sont renversés et incendiés dans le quartier de la Guérinière. Les flics sont visés par des tirs de fusées d'artifice. Deux véhicules sont encerclés et les cowboys utilisent des LBD pour se dégager. Un môme de 7 ans est touché à la jambe. La justice et les journaux essayent un moment de détourner l'attention et d'accuser des jets de projectiles. S'en suivent plusieurs nuits de tension et une forte présence d'équipes de maintien de l'ordre sur place.

2-3 juillet, Chili : Des manifestations s'organisent dans les principales villes du pays sur fond d'épidémie du Coronavirus. Les mesures sanitaires aggravent encore la misère sociale. Quelques 1700 personnes sont arrêtées dans la seule journée du jeudi 3 juillet, la plupart pour non respect du confinement.

07 juillet, Vercors (Isère) : Des tirs d'armes automatiques visent des voitures de la direction du centre pénitentiaire.

08 juillet, Caen : Des feux d'artifice sont tirés dans le quartier de La Folie-Couvrechef en direction d'un véhicule de police.

*« Au fond des ténèbres,
Dans ces lieux funèbres,
Combattons le sort :
Et pour la vengeance,
Tous d'intelligence,
Préparons la mort.*

*Marchons dans l'ombre ;
Un voile sombre,
Couvre les airs :
Quand tout sommeille,
Celui qui veille,
Brise ses fers ! »*

Gérard de Nerval,
Chœur souterrain.